

n° 489
MAI-JUIN
2020
4,80 €

silence

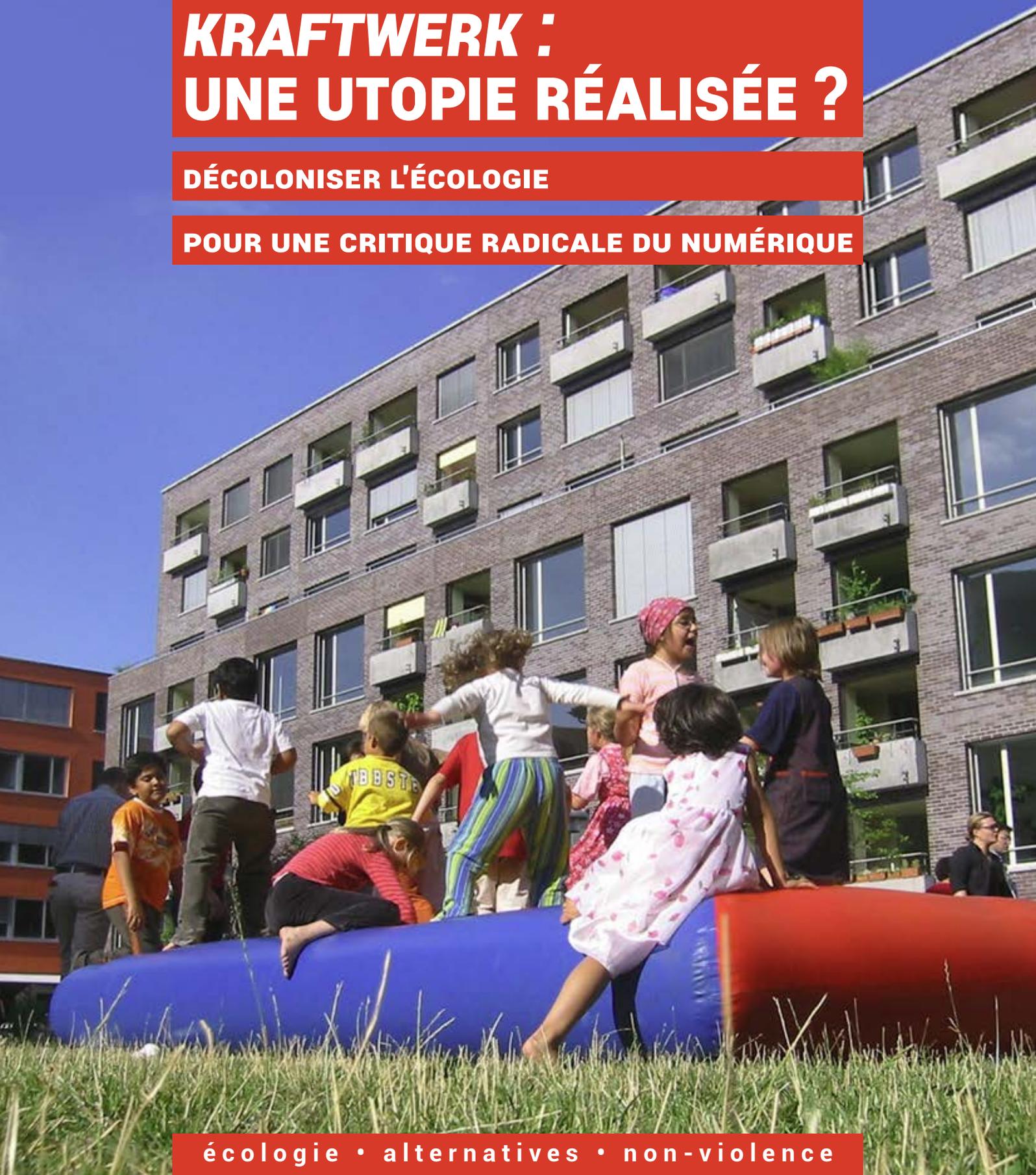
AlterTour 2020
+ 16 pages



KRAFTWERK : UNE UTOPIE RÉALISÉE ?

DÉCOLONISER L'ÉCOLOGIE

POUR UNE CRITIQUE RADICALE DU NUMÉRIQUE



écologie • alternatives • non-violence

Au carrefour des mondes d'après

À l'image du reste de la société, le fonctionnement de *Silence* a été perturbé durant la période du confinement. Nous avons dit adieu à nos locaux et à nos collègues et sommes rentré-es chez nous parler à nos plantes vertes.

L'équipe salariée est passée en chômage partiel et en télétravail. Les bénévoles locaux ont dû renoncer à tenir les stands. Les envois de numéros et de commandes ont été suspendu-es. Le numéro d'avril, déjà imprimé, est resté sagement confiné chez notre imprimeur en attendant la reprise.

Après quelques débats nous avons décidé de rester fidèles à notre format de revue papier et de ne pas céder aux sirènes du tout-numérique nous incitant, par exemple, à publier des numéros en ligne plutôt que sur papier. Dans une période propice à la numérisation généralisée du monde et de nos modes de vie, il nous a semblé important de réaffirmer notre positionnement critique à ce sujet.

En ce mois de mai, ce sont deux numéros qui sont pliés et envoyés par la revue : celui d'avril et celui de mai-juin. Par leurs dossiers respectifs, tous deux ont un pied en Suisse.

Face à la gestion politique et autoritaire du virus, pas question de confiner notre esprit critique ! Mais pas si simple, dans un contexte qui nous a d'abord sidéré-es et déboussolé-es. Dans ce numéro vous trouverez, dans les pages de "brèves", quelques-unes de nos réflexions concernant l'épisode inédit que nous vivons. D'autres analyses suivront dans les numéros à venir.

L'émergence du Covid-19 constitue un symptôme supplémentaire de la crise écologique inédite que nous sommes en train de vivre. Nous avons déjà goûté aux prémices du changement climatique, nous connaissons aujourd'hui les conséquences de la destruction des écosystèmes. Notre monde apparaît de plus en plus globalisé et fragile. Les catastrophes écologiques qui s'y multiplient frappent principalement les individus, les peuples et les pays les plus pauvres.

Les effets de cette parenthèse ouverte dans la course effrénée au profit que mènent nos sociétés capitalistes sont inédits. Une parenthèse qui a eu le mérite de réouvrir les imaginaires et qui a apporté la preuve qu'il est possible de mettre en pause une grande partie de notre économie si c'est nécessaire.

Mais cette pandémie et sa gestion politique ont aussi mis en lumière et amplifié les effets des inégalités présentes dans notre société. Ce sont les plus précaires qui ont davantage souffert de ses effets sanitaires et sociaux, et d'un recul massif des libertés individuelles. Nous avons pu constater collectivement à quel point les miettes de services publics qui n'ont pas encore été dévorées par le néolibéralisme sont précieuses pour nos vies.

Cette crise questionne les trajectoires de nos sociétés, mais nous ne savons pas encore dans quelle mesure nous allons aller vers plus de dépendance au numérique et à un monde dématérialisé, vers le renforcement des puissances économiques dominantes, ou bien vers plus d'autonomie, vers la sobriété collective et la décroissance choisie.

À quoi ressemblera le "monde d'après" ? À ce carrefour inédit où nous nous trouvons et où ont été ouvertes les voies vers le pire comme vers le meilleur, nous savons que si le pire est malheureusement probable, le meilleur reste possible.

La rédaction

Retrouvez la revue sur internet :

www.revuesilence.net

LE MOIS DE LASSERPE

ENCORE UNE VICTIME
DU CORONAVIRUS !



LA FRANCE, TROISIÈME EXPORTATEUR
MONDIAL D'ARMEMENTS



DES MALADES DU COVID-19
TRANSPORTÉS EN TGV



CESSEZ-LE-FEU
AU YÉMEN



■ DOSSIER

KRAFTWERK : UNE UTOPIE RÉALISÉE ?

05 Kraftwerk-1 : coopérative d'habitant-es et pratiques solidaires

La coopérative d'habitant-es Kraftwerk-1, qui regroupe aujourd'hui 650 personnes sur trois lieux à Zurich, s'est créée avec la volonté d'offrir un terreau pour des initiatives allant dans le sens d'une sortie du capitalisme. Les pratiques solidaires y sont plus développées que dans les habitats groupés français.

11 "Proposer des projets réalisables" : entretien avec Hans Widmer

En 1983, Hans Widmer (qui signe P. M.) publie le livre Bolo'bolo, qui montre comment, à partir de coopératives d'habitant-es, il est possible d'enclencher une dynamique pour aller vers plus d'autonomie et sortir de la méga-machine capitaliste.

15 Les enjeux du stade

Comment passer du bolo (coopérative d'habitant-es et activités économiques liées) à un quartier où le voisinage de plusieurs bolos permet d'aller plus loin dans la recherche d'autonomie ?

■ CHRONIQUES

16 Bonnes nouvelles de la Terre :

Au Pays basque, les paysan-nes ont créé leur chambre d'agriculture alternative

18 Chroniques terriennes : Une répétition générale ?

28 Jai Jagat 2020 ! : Hospitalité et générosité en Arménie

29 L'écho féministe :

Autogestion, réappropriation et carnaval : les Bombes Atomiques ont encore frappé !

31 Fin du monde, fin du mois, même combat !

32 L'écologie c'est la santé :

Nous respirons toutes et tous des pesticides perturbateurs endocriniens, cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques !

■ BRÈVES

16 Alternatives • 18 Environnement • 20 Climat

21 Politique • 22 Énergies • 22 Nord/Sud

23 Nucléaire • 24 Covid-19 • 28 Paix et Non-violence

29 Femmes, hommes, etc • 30 Agriculture • 31 Société

32 Santé • 33 Transports • 33 Annonces • 33 Agenda

49 Courrier • 50 Livres

■ ARTICLES

34 La Bretagne contre la francisation de ses noms de rue

En juin 2019, la municipalité de Telgruc-sur-Mer, dans le Finistère, nomme 32 rues de la commune avec des noms de navigateurs et d'oiseaux, sans lien avec les noms historiques en breton. Selon les associations de défense de la culture bretonne, cela contribue à la disparition progressive de la langue dans l'espace public.

36 Contre Super Demain, pour une critique radicale du numérique

Les 14 et 15 novembre 2019 se tenait à Lyon le festival Super Demain, organisé par Fréquence école et soutenu par la métropole. Sous couvert d'éduquer au numérique, cet événement participe activement à préparer les humains à vivre dans une société sous son emprise totale. Nous étions une quinzaine de trouble-fête à nous inviter dans ce festival : retour sur notre action.

38 Quand le silence tue : la radioactivité muette des mines d'uranium au Portugal

C'est un des derniers jours gris de l'hiver, dans l'intérieur du Portugal. À l'extérieur du village, derrière les amandiers en fleur des jardins, on devine une douce colline sur le point de reverdir. "Ce n'est pas une colline", nous explique Fernando, "c'est le terril de résidus radioactifs de l'ancienne mine d'uranium d'Urgeiriça".

42 Penser une autre économie avec la Coop 5 pour 100

La Coop 5 pour 100 est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif, située près de la gare de Caen. Sa mission principale ? Proposer une alternative au modèle économique actuel. Pour cela, elle peut compter sur sa ressourcerie, son épicerie, sa cantine et ses ateliers.

44 La lutte contre l'obsolescence enfin programmée à l'agenda politique

Pourtant considérée comme un fléau écologique, l'obsolescence programmée est restée de nombreuses années sans être prise au sérieux par les différents gouvernements qui se sont succédés.

46 Décoloniser l'écologie

Les civilisations que l'Occident a colonisé n'avaient pas besoin d'une science écologique car elles ne se fondaient pas sur la coupure nature/culture, qui ouvre la voie à l'instrumentalisation de la nature. Décoloniser l'écologie revient à remettre en cause les présupposés de la modernité.

56 Florilège des cortèges de fenêtre

Alors que de plus en plus de personnes chantaient leur soutien aux soignant-es aux fenêtres à 20h, des banderoles revendicatives ont elles aussi fleuri les fenêtres.



Prochain dossier
**Sur le sentier
des herboristes**

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **29 avril 2020**.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire :** 0920 D 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 2^e trimestre 2020 - **Tirage :** 4400 ex. - **Impression :** Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs :** Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Francis Levasseur, Pierre Lucarelli - **Directrice de publication :** Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction :** Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Manon Salé, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques :** Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenvael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - **Maquette :** Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins :** brgfx, Freepik, Lasserpe, pch.vector, Starline, Hans Widmer - **Correctrices :** Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographies :** The Baltimore Museum Of Art, Loïc Benoît, Lynn Betts, Anne-Sophie Clemençon, Laura Marques, Chloé Rebillard, Eric Roset, Shabaz - **Et pour ce n° :** Michel Bernard, Claude Bourguignon Rougier, Denys Crolotte, Christian David, Manon Deniau, Monique Douillet, Guillaume Gamblin, Danièle Garet, Coline Guérin, Fanny Hugues, Stéphen Kerckhove, François Lacôte, V. de Metz, Anne Michel, Celia Miralles, Chloé Rebillard, Manon Salé, Jaume Sastre-Juan, Jaume Valentines-Álvarez, François Veillerette, Francis Vergier - **Couverture :** Anne-Sophie Clemençon - **Internet :** Damien Bouveret, Maud, Victor Poichot - **Développement supports informatiques :** Benjamin Siband - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

Association Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet: mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion :** Olivier Chamarande: mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Martha Gilson: lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

ÉDITORIAL

Autonomie contre capitalisme

Le capitalisme, pour continuer à concentrer la richesse dans quelques mains, a besoin d'une croissance continue de nos échanges monétaires. Face à cela, de nombreuses penseu-ses, à commencer par Ivan Illich, ont mis en avant la nécessité de redévelopper l'autonomie (ce que l'on peut faire soi-même face au système, qualifié d'hétéronome), la convivialité, l'entraide, la coopération. Mais par où commencer ? Comment éviter de se lancer dans des alternatives qui restent confinées dans leur domaine, avec un faible impact politique ?

En 1983, Hans Widmer, jeune enseignant suisse, auteur de science-fiction, publie le manifeste *Bolo'bolo*. En partant du constat qu'une majorité de la population vit en milieu urbain, il propose de penser les alternatives en liant îlot urbain (bolo) et agriculture vivrière. Le livre suscite des débats et contribue à la création de la coopérative d'habitantes *Kraftwerk-1* qui, aujourd'hui, compte trois ensembles d'immeubles à Zurich (Suisse).

Autour de ces logements, l'idée est de développer des alternatives dans les domaines écologiques et sociaux, afin de diminuer la dépendance à l'argent, faciliter la réduction du temps de travail salarié, et, progressivement, d'essaimer dans le monde entier, en se structurant à différents niveaux territoriaux selon une logique antihérarchique.

En 2016, Hans Widmer publie un nouveau manifeste en lien avec le mouvement *Redémarrer la Suisse* (1). Il montre encore une fois l'intérêt de développer des liens de voisinage forts pour favoriser l'autonomie, reconquérir les communs (ce qui appartient à tou-tes) et continue à prôner la création de "bolo" tout en s'interrogeant sur l'apathie des personnes de la classe moyenne, conscientes de l'impasse actuelle et pourtant engoncées dans le confort consumériste.

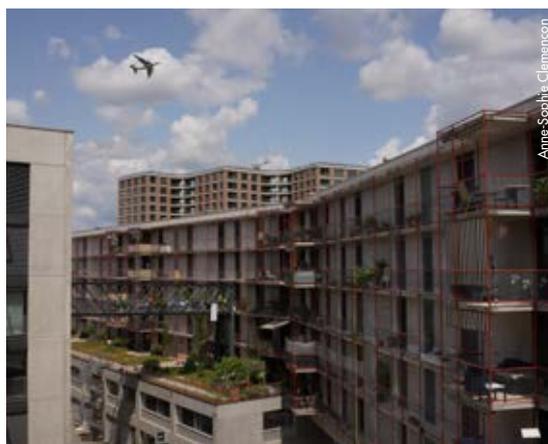
Nous vous présentons dans ce numéro l'expérience de *Kraftwerk*, les réflexions actuelles d'Hans Widmer, les projets en cours... De quoi enrichir notre approche de l'habitat groupé en France.

Michel Bernard

(1) <https://www.redemarrer.ch>



Vue aérienne de Zurich



Zwicky Süd



Un espace sans voitures idéal pour apprendre à pédaler !

➤ Depuis l'arrêt de tram, on ne peut pas louper l'entrée de Kraftwerk dans le quartier de Hardturm. Le bâtiment sur rue accueille des magasins au rez-de-chaussée (un coiffeur, un restaurant, un marchand de vélos), et des bureaux aux étages (dont ceux de la coopérative).

Kraftwerk-1 : coopérative d'habitant·es et pratiques solidaires



Anne-Sophie Clemenson

La coopérative d'habitant·es *Kraftwerk-1*, qui regroupe aujourd'hui 650 personnes sur trois lieux à Zurich, s'est créée avec la volonté d'offrir un terreau pour des initiatives allant dans le sens d'une sortie du capitalisme. Les pratiques solidaires y sont plus développées que dans les habitats groupés français.

À ZURICH, À LA FIN DES ANNÉES 1970, UN important mouvement alternatif se mobilise sur les questions de logement. Des squats sont aménagés dans d'anciennes usines, lieux ouverts à de nombreuses initiatives en tout genre. La génération squat vit de manière précaire pendant plus d'une décennie. En 1983, Hans Widmer, professeur d'anglais et de français, auteur de science-fiction âgé de 36 ans, publie sous la signature P.M. le livre *Bolo'bolo*, qui propose une méthode pour sortir du capitalisme.

SORTIR DE LA MARCHANDISATION

Cette mégamachine mondiale ne vit qu'en marchandisant de plus en plus de secteurs. Elle sectorise la planète : on pille l'Afrique, on fabrique en Asie, on consomme et on jette en Europe. Chaque fois, il y a les personnes qui gagnent bien leur vie et qui peuvent consommer à volonté, celles qui gagnent juste le minimum et vivent sans gaspiller et celles qui n'ont pas de revenus et survivent comme elles le peuvent.

Pour Hans Widmer, la sortie du capitalisme ne peut passer que par un abandon de la marchandisation, mais pour que cela réussisse, il faut à la fois toucher les différents secteurs géographiques et les différentes classes sociales. Cela ne peut donc pas se faire dans ce cadre de spécialisation au niveau mondial.

Zurich

Zurich, 410 000 habitant·es (1,3 million pour l'agglomération), capitale mondiale de la finance, 31 % d'étranger·es, deuxième ville la plus chère du monde après Hong Kong. Chômage : 2,6 %. Ville ancrée au centre-gauche. Actuellement, mairesse socialiste, 1^{er} adjoint aux finances : Vert, 2^e adjoint à la police : Liste alternative. Notons qu'en Suisse, il y a deux partis Verts. Depuis 2014, le conseil municipal de Zurich comporte 14 sièges (sur un total de 125) tenus par les Verts et 13 par les Verts libéraux. La liste alternative a eu 9 sièges. Dans la ville, seuls 40 % des déplacements se font à bord d'un véhicule motorisé individuel, pour 41 % en transport collectif et 19 % à pied ou à vélo.



▲ À Hardturm, l'observation des boîtes aux lettres permet de connaître la taille des appartements. Les plus grands peuvent avoir jusqu'à 12 coloritaires d'où la nécessité de 3 boîtes aux lettres. Presque toutes les boîtes aux lettres indiquent leur refus de la publicité. Enfin, des petits autocollants symboliques indiquent les objets que l'on peut emprunter dans ce logement.

Coopérative d'habitant·es

Une coopérative d'habitant·es offre à ses membres les meilleures conditions possibles de logement, à moindre coût. Ce type d'habitation est très développé en Suisse et au Canada. Fin 2010, il y avait 172 000 logements concernés en Suisse, dont 63 % dans les grandes villes.

Les premières coopératives d'habitant·es sont apparues à Zurich en 1907. La plupart mettent en pratique des espaces communs plus développés que dans l'habitat classique : salles partagées, terrasses, bar, ateliers, bibliothèque, outil-thèque, buanderie, etc. Souvent placées en rez-de-chaussée, les parties communes sont parfois ouvertes au quartier (une crèche, par exemple).

En fort développement depuis les années 1990, Zurich compte aujourd'hui plus de 130 coopératives d'habitant·es, soit 40 000 logements, 26 % du parc locatif. La plus grande coopérative gère 5 000 logements. Fin 2011, lors d'une votation (référendum) la population a demandé, à 75,9 % des voix, de faire passer la part de logement coopératif dans la ville à 33 % d'ici à 2050.

En 2013, le prix moyen de location du mètre carré dans le privé était de 20 CHF par mois ; dans les coopératives d'habitant·es, il n'était que de 13 CHF.

Selon lui, il faut plutôt favoriser l'échange de services au niveau du voisinage. Un bolo est alors une unité d'habitation suffisamment grande (de 500 à 1 000 personnes) où peuvent se développer des activités de trocs et de services sans rémunération, permettant à chacun·e de diminuer progressivement son temps de travail salarié au sein du système capitaliste. *Bolo'bolo* est alors la structure qui permet des échanges, toujours non monétarisés, entre chaque petite collectivité.

UNE PREMIÈRE UNITÉ D'HABITATION

Hans Widmer s'investit tout d'abord dans le collectif *Kartago*, qui cherche à pérenniser un squat, mais l'abandon de toute idée d'autosuffisance en parallèle à la question du logement le pousse à quitter le projet. En 1993, avec Andreas Hofer, architecte, et Martin Blum, designer et artiste, il lance un appel pour passer à la pratique : la coopérative d'habitant·es envisagée doit

intégrer la question de l'autonomie énergétique, développer des activités (entretien, recyclage, artisanat, etc.) et créer une relation avec le milieu rural pour chercher un mode d'autosuffisance alimentaire.

Après deux ans d'ateliers auxquels participent plusieurs centaines de personnes, la coopérative *Kraftwerk-1* voit le jour en 1995. Le nom vient de "centrale électrique", le premier lieu d'implantation étant celui d'une usine qui produisait de l'équipement pour des centrales.

Il faudra attendre 1997 pour trouver une première parcelle. Celle-ci faisant seulement 6 000 m², les règlements d'urbanisme ne permettent pas d'atteindre le nombre voulu d'au moins 500 personnes. Le chantier démarre en 1999 et les gens entrent dans les bâtiments en 2001.

Sont construits un bâtiment de bureaux et de commerces sur rue, ainsi que trois immeubles d'habitation en retrait. Il y a 100 logements pour 260 habitant·es. Initialement, 31 % de familles, 16 % de couples sans enfants, 25 % de célibataires, dont 28 % en colocation, 30 % de nationalité étrangère, 10 % de personnes handicapées, 10 % en dessous du seuil de pauvreté. 52 % de femmes, 48 % d'hommes.

MONTAGE FINANCIER POUR DES LOYERS ÉQUITABLES

Si toutes les habitant·es sont coopératrices, tous les coopératrices ne sont pas forcément habitant·es. Il a fallu réunir 6 % de la valeur du coût des travaux puis la ville a apporté 14 % sous la forme d'un prêt hypothécaire ainsi qu'une garantie auprès des banques, permettant un emprunt de 80 % de la somme, remboursable sur cinquante ans. Toutes les habitant·es sont soumis·es à un loyer composé d'une part fixe obligatoire qui couvre les frais de gestion des bâtiments et



▲ Au sommet de l'immeuble le plus haut de Hardturm, une salle commune et une immense terrasse permettent d'organiser réunions, repas collectifs, fêtes...

le remboursement des emprunts. Celles et ceux dont les revenus sont importants paient en plus une participation à un fonds de solidarité qui permet de baisser jusqu'à 20% le loyer des revenus les plus faibles. Enfin, une troisième partie facultative, appelée "spirit" (esprit du lieu), est destinée à financer des projets communs en lien avec la recherche d'autosuffisance.

Avec le temps, la part du remboursement aux banques décroît, ce qui permet d'augmenter les disponibilités financières et notamment d'aider au financement de nouveaux projets.

Notons que la coopérative ne reçoit pas d'autres aides des collectivités ou de l'État, mais que les personnes ayant de faibles revenus peuvent en recevoir directement, ce qui peut leur permettre d'avoir un loyer très bas. En moyenne, le coût du logement à *Kraftwerk-1* est aujourd'hui 20 à 30% moins cher que dans le privé.

DES ESPACES COMMUNS DIVERSIFIÉS

Au pied de chacun des trois immeubles d'habitation, il y a une buanderie où toutes les machines à laver sont identiques (une trentaine au total, achetées et renouvelées ensemble pour avoir des tarifs de gros). Au rez-de-chaussée de l'immeuble le plus important, on trouve une crèche (pensée dès le départ) gérée par la mairie, un atelier de réparation avec un-e salarié-e afin de répondre aux besoins des habitant-es en terme d'outillage et de bricolage. Il y a également un bar qui ouvre certains soirs, tenu par des bénévoles. De l'autre côté du couloir, une épicerie propose des produits frais et bio qui arrivent en provenance d'*Ortoloco*, une coopérative maraîchère située à 10 km de Zurich (cela fonctionne comme une Amap) et des produits secs. Un panneau d'information indique les journées de livraison des légumes. À côté, on trouve également le planning des personnes chargées de préparer les repas collectifs

Grandes dates de *Kraftwerk-1*

- 1983 : publication du texte fondateur *Bolo'bolo*
- 1993 : publication du manifeste
- 1995 : naissance de la coopérative
- 2001 : fin de la construction du premier ensemble ; 97 logements, 260 personnes. Un tiers d'étrangers. Coût : 50 millions CHF (45 millions d'euros)
- 2008 : récupération d'un ancien orphelinat constitué de deux bâtiments en limite de ville
- 2011 : les bâtiments sont réunis par une troisième construction permettant une densification. 26 logements, 90 personnes. Coût : 14 millions CHF (12,6 millions d'euros)
- 2016 : troisième lieu, à Zwicky Süd, proche de plusieurs autoroutes et du chemin de fer. Construction, au sein d'un ensemble plus grand, d'une barre et de deux immeubles, soit au total 125 appartements, 300 personnes. Coût : 77 millions CHF (69 millions d'euros)
- 2020 : un quatrième lieu est à l'étude, à Koch-Areal, avec 160 appartements, pour 350 à 400 personnes. Coût prévu : 80 millions CHF (72 millions d'euros)

hebdomadaires ou de réaliser certains travaux d'entretien. Certaines tâches sont tournantes, d'autres pas (les jardinières qui soignent et s'occupent de la végétation sont des passionnés).

Les toits de trois immeubles sont couverts de photopiles (qui n'assurent toutefois qu'une partie des besoins de la coopérative). Le quatrième, le plus vaste, dispose d'un espace commun en plein air (plusieurs centaines de mètres carrés), d'une salle pouvant accueillir une quarantaine de personnes et d'une cuisine permettant de préparer des repas collectifs. On peut y organiser des fêtes et des repas. Il est également possible de privatiser le toit à certaines heures pour des activités comme du yoga, de la musique, etc. (le tarif est différent selon qu'on est membre de la coopérative ou non).



▲ Belle diversité d'engins à roulettes !



▲ Sur les toits des deux petits immeubles de Hardturm, des photopiles assurent une partie de la consommation électrique.

Enfin, il y a une chambre d'hôtes pour les familles ou les visites. Cette disposition permet de limiter la taille des appartements. Alors qu'en moyenne, à Zurich, on compte 50 m² par habitant, au début de *Kraftwerk*, la moyenne était de 39 m². Le système d'échange d'appartements a permis d'ajuster encore mieux les surfaces et ils en sont maintenant à 36 m².

BOURSES AUX APPARTS

Les appartements sont de tailles variées. Un certain nombre sont prévus pour la colocation avec dans chacun, un petit espace privatisé d'une vingtaine de mètres carrés (chambre, salle d'eau, kitchenette) et de vastes parties communes. Les plus grandes colocations peuvent accueillir 12 personnes.

Tous les logements sont équipés des mêmes appareils électroménagers, ce qui permet des achats en gros, un entretien plus facile, mais également facilite la rotation des appartements.

En effet, deux fois par an, une réunion permet de faire des permutations en fonction des naissances ou départs d'enfants, divorces, départs et arrivées. En moyenne, selon Hans Widmer, il y a 6 à 7 déménagements par semestre. Lui-même a changé quatre fois de logement. Avec l'âge, il a choisi d'habiter maintenant près d'un ascenseur. Ces échanges font l'objet de débats passionnés et une personne extérieure est présente à chaque fois pour assurer la médiation.



▲ Le bâtiment de Heizenholz a été réalisé à partir de deux petits immeubles préexistants. La partie centrale rajoutée a permis la création de nombreuses terrasses communes.

DES ACTIVITÉS MALGRÉ TOUT COMMERCIALES

Au départ, les activités hébergées dans l'immeuble devaient être au service de la coopérative, hors du système financier. Mais, du fait de la taille insuffisante du projet, cela n'a pas été possible. Pendant une dizaine d'années, un restaurant a été géré au sein de la coopérative, mais cela ne permettait pas de dégager un salaire. Il est maintenant tenu de manière traditionnelle par un couple qui ne vit pas sur place. On trouve également au rez-de-chaussée, un marchand de vélos et un coiffeur. Dans les étages, on a le siège administratif de *Kraftwerk* (16 salarié-es aujourd'hui), mais également un bureau d'architecte, une organisation de collecte d'argent (*fundraising*) qui travaille pour des associations comme *Greenpeace*, ainsi que plusieurs bureaux d'étude sur des sujets en rapport avec l'écologie.

LES FREINS À L'AUTONOMIE

Pour Hans Widmer, c'est là qu'on touche les limites du projet. Le marchand de vélo est venu pour être avec *Kraftwerk* mais n'habite pas sur place. Le coiffeur est là depuis le début mais n'est pas actif dans la coopérative. Les activités tertiaires sont dans l'esprit de *Kraftwerk* mais ne fonctionnent pas dans le sens d'une autosuffisance. La surface cultivée par la coopérative maraîchère à l'extérieur de la ville ne fournit qu'un faible pourcentage de la nourriture.

Hans Widmer pense que cela est dû à la trop faible taille du projet : s'il y avait plus de personnes, le foisonnement d'activités permettrait de trouver un équilibre économique sans sortir de la coopérative. Mais la taille ne fait pas tout. Comme il nous le dit lui-même, il y a aussi la difficulté de porter un projet sur le long terme. Depuis le début, il observe qu'environ un tiers seulement

des habitant-es participent aux réunions et prennent des responsabilités, un deuxième tiers soutient la démarche et enfin un tiers se contente d'habiter là. Du fait de ses engagements, le premier tiers fatigue et c'est dans ce groupe qu'il y a eu le plus de départ !

ENCORE PLUS GRAND !

Les loyers sont indexés sur l'inflation, tout en restant très inférieurs à ceux du logement privé. Les remboursements bancaires, eux, sont constants. Donc avec le temps, les loyers permettent de dégager des finances. Cela aide à soutenir le lancement de nombreuses initiatives, mais également à monter de nouveaux projets.

En 2008, deux petits immeubles situés en bordure de ville, qui hébergeaient un orphelinat, sont achetés. Un travail architectural est réalisé pour construire un bâtiment entre les deux, permettant d'ajouter de nombreuses terrasses, de dégager des parties communes, de faire varier les types d'appartement. Quarante-vingt-dix personnes y vivent depuis 2016. Le taux de résidents étrangers y est plus faible : 13 %. Lors de notre passage, c'était le lieu où il y avait le plus de banderoles militantes accrochées sur les façades : "étrangers bienvenus", slogans féministes, etc.

Consommation d'énergie

En 2009, le bureau d'étude *Carbotech* a étudié la consommation d'énergie du premier ensemble de bâtiments, en y intégrant l'énergie grise (nécessaire pour la construction) et les consommations des habitants (y compris leurs voyages). Le résultat est que *Kraftwerk* consomme seulement 55 % de ce que consomme en moyenne un bâtiment en Suisse et, de plus, en utilisant deux fois plus d'énergies renouvelables que la moyenne.

Le troisième lieu, *Zwicky Süd*, est alimenté par un réseau de récupération de la chaleur des eaux grises arrivant à la station d'épuration voisine.



▲ Le plus gros ensemble est celui de Zwicky Süd, avec une grande barre et deux petits immeubles. Une partie de la grande barre est confiée à un hôtel spécial, une structure qui emploie des personnes handicapées.

Extrait de la charte de Kraftwerk

“ La coopérative a pour but de procurer à ses membres un espace peu coûteux pour le logement, le travail et d'autres utilisations grâce à une entraide et une responsabilité communes. La coopérative crée des structures durables qui permettent des formes de logement, de travail et de vie autogérées, sûres, écologiques et communautaires.”

À l'arrière de ce bâtiment, on trouve un petit potager, dont le rôle est très symbolique (une centaine de mètres carrés).

En 2016, le groupe industriel Zwicky met en vente un terrain sur la commune voisine de Wallisellen sur lequel la ville veut construire des logements. Elle confie à un bureau d'étude la recherche de promoteurs intéressés, qui contacte les coopératives d'habitation. Kraftwerk seul ne peut acheter ce terrain, mais il est mis en relation

avec des fonds de pension qui veulent investir dans du locatif. La coopérative prend alors en charge la construction de la moitié de la parcelle, coincée entre deux autoroutes et une ligne de chemin de fer (d'où la nécessité de se protéger du bruit). L'idée était de réaliser les bâtiments en matériaux recyclés, mais cela s'est avéré impossible. Seules des passerelles entre les bâtiments proviennent du démontage d'un espace d'exposition. Finalement, Kraftwerk construit trois bâtiments : une longue barre au sud qui donne sur les autoroutes, de 8 m de profondeur avec des chambres côté nord (côté silencieux), et, à l'intérieur de la parcelle, deux petits immeubles où se trouvent notamment de grands appartements collectifs.

Au total, ce sont 120 logements supplémentaires qui ont été construits dont une quarantaine confiés à un hôtel géré par une fondation (Stiftung Zkj) qui n'emploie que des personnes handicapées. L'hôtel tient un restaurant au rez-de-chaussée, ouvert à midi pour les nombreuses personnes travaillant dans le quartier. Certaines de ces chambres sont occupées par des jeunes en rupture avec leurs parents et placés là sur décision de justice.

Particularité de ces immeubles : le chauffage est entièrement assuré par un réseau de circulation alimenté par une station d'épuration voisine.

Habités depuis 2018, ces appartements connaissent un taux de départ plus important que les deux autres lieux, la principale cause avancée étant le manque d'établissements scolaires à proximité.

Kraftwerk a négocié avec la commune pour obtenir une dérogation des règles d'urbanisme, qui imposent un certain nombre de places de stationnement pour les voitures. Ici, il n'y a que des parkings à vélos... et quelques voitures pour les personnes handicapées. Un tram qui s'arrête devant les bâtiments permet de rejoindre rapidement Zurich. Cette interdiction des voitures a eu comme conséquence de faire renoncer un certain nombre de familles aisées.

On pourrait penser que Kraftwerk a maintenant atteint une taille suffisante mais, du fait de leur éloignement, les trois lieux comptent peu d'activités communes.

Comparé aux projets de coopératives en France où, généralement, on compte entre 5 et 20 logements, il y a ici une volonté d'aller vers une taille plus importante. Cela permet de mieux distribuer les responsabilités (en principe chacune doit consacrer 3 h par semaine à la coopérative), de partager plus de matériel et d'espaces, et d'avoir quelques permanents (aucune fuite d'eau ne dure plus d'une journée !). De quoi faire réfléchir de notre côté de la frontière.

Michel Bernard ■

Pour aller plus loin

■ "Coopératives, une question de taille", Silence, n° 444, avril 2016



"Proposer des projets réalisables" : entretien avec Hans Widmer

En 1983, Hans Widmer (qui signe P. M.) publie le livre *Bolo'bolo*, qui montre comment, à partir de coopératives d'habitants, il est possible d'enclencher une dynamique pour aller vers plus d'autonomie et sortir de la mégamachine capitaliste. En 2016, fort de l'expérience de *Kraftwerk*, il publie un deuxième livre, *Voisinages et Communs*, où il reprend ses arguments en montrant comment, autour des coopératives, on peut développer un "voisinage" qui agit contre le système dominant.

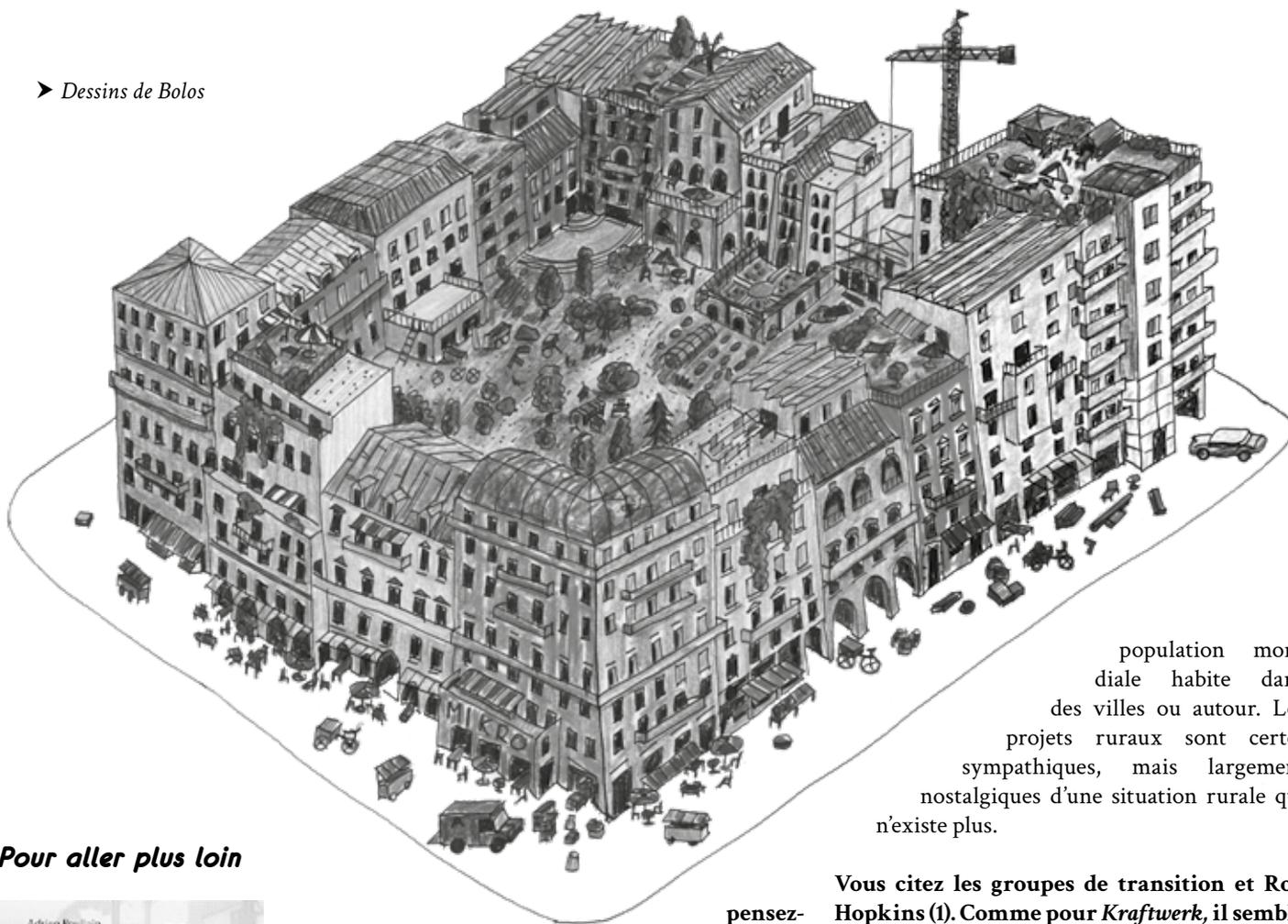
Silence : Vous expliquez l'importance d'avoir un minimum de personnes dans les projets autour des coopératives d'habitants (idéalement 500) : "Les gens peuvent communiquer de manière informelle avec 150 personnes au maximum. La taille idéale du groupe doit donc être plus importante de manière à créer une pression systémique pour un flux conscient d'informations qui permettent d'éviter les magouilles, le népotisme et les formes de domination mafieuses" (p. 84). Cela évite de "payer toutefois le prix d'une trop grande proximité et d'un trop fort contrôle social" (...) "Une certaine taille est nécessaire également pour l'économie domestique et la possibilité d'une gestion et une répartition du travail efficace" (p. 85).

Comment se fait-il que le premier projet se soit fait avec un nombre de personnes finalement plus faible qu'espéré ?

Hans Widmer : On n'a pas trouvé un terrain adapté au projet de départ. Avec 260 personnes dans le premier ensemble, on constate que c'est difficile de maintenir un certain niveau de travail volontaire en interne. Même pour faire fonctionner un petit magasin alimentaire. Mais, en tout cas, on fait ce qu'on peut.

Dans les deux livres, vous affirmez que les collectifs, pour agir, doivent être en milieu urbain. Que

► Dessins de Bolos



population mondiale habite dans des villes ou autour. Les projets ruraux sont certes sympathiques, mais largement nostalgiques d'une situation rurale qui n'existe plus.

Pour aller plus loin



Choisir l'habitat partagé – l'Aventure de Kraftwerk

Adrien Poullain

Ce livre retrace, avec plans et photos, la genèse de la coopérative Kraftwerk-1. Il montre intelligemment ce qui a été réussi, ce qui a été abandonné et ce qui peut encore arriver. La dernière partie rappelle la situation en France et la difficulté à transposer un tel modèle. Une suite logique à notre dossier.

Éd. Parenthèses, 2018, 188 p., 24 €

prenez-vous de Longo Mai, en France, mis en place dès les années 1970 par des Suisses alémaniques, des Allemand-es et des Autrichien-nes, dont les analyses sont proches, avec un choix prononcé en faveur de l'autonomie, mais qui pensent qu'il faut s'installer à la campagne ? Contrairement à votre choix urbain, chacun des groupes (dont le plus gros, à Limoux, dans les Hautes-Alpes, réunit environ 120 personnes) a une activité agricole de subsistance et des activités spécialisées (un groupe dans le vin, un autre dans les vêtements, etc.) et ils font du troc entre eux. Ils ont tous une activité politique forte (accueil de migrants, Radio Zinzine).

Il y a aussi de beaux projets qui ne correspondent pas à notre modèle. Mais, à mon avis, ils ne sont pas généralisables. Je ne crois pas à une autonomie locale déconnectée des villes.

Début novembre 2019, nous avons animé un forum Neustart Schweiz à Bâle. Parmi les 120 participant-es qui sont venu-es de toute la Suisse et d'Allemagne, il y avait pas mal de gens de petits villages alpins ou jurassiens, un nombre disproportionné comparé avec les habitant-es de grandes villes. Il est possible que la reprise de notre conception (avec coopérative de village, microcentre, agriculture proche, etc.) puisse être utile mais au fond, stratégiquement, je pense que c'est totalement inefficace. Une majorité de la

Vous citez les groupes de transition et Rob Hopkins (1). Comme pour Kraftwerk, il semble que même les groupes plus actifs, les plus soutenus par les élus locaux, se heurtent à un mur invisible : au-delà d'un certain nombre d'actions (tolérables par le capitalisme ?), il semble difficile d'aller plus loin. Quelles idées permettraient de contourner les obstacles ?

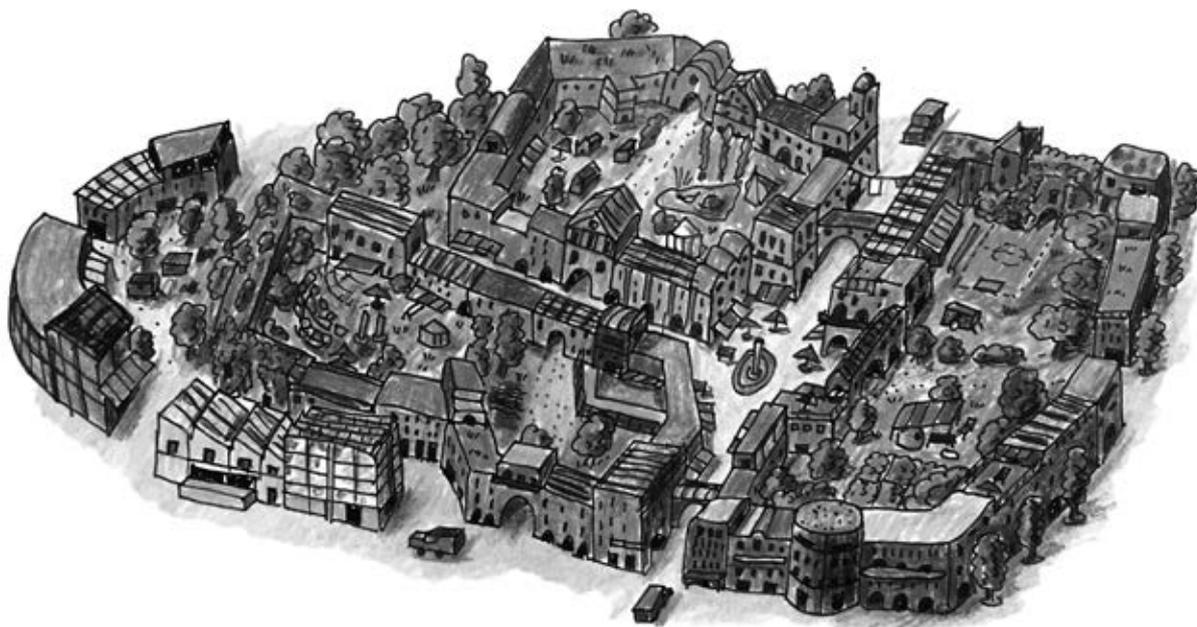
Il ne faut pas s'enfermer dans un discours politique sectaire mais proposer des projets qui sont sympathiques même pour des gens du courant dominant ou de la droite populiste (ainsi, mes dessins de quartiers coopératifs plaisent à tout le monde).

En 2016, la ville avait proposé de raser des maisons familiales pour construire trois immeubles de 20 étages permettant de loger 2 000 personnes. Nous avons fait une contre-proposition, avec trois immeubles coopératifs de seulement 5 à 8 étages, conservant le projet d'école. Les propriétaires de ces petites maisons étaient scandalisés de notre intervention "autoritaire et non issue d'une consultation des habitants". Deux ans de discussion plus tard, ces mêmes propriétaires ont créé une coopérative avec le but de démolir successivement leurs petites maisons (qu'ils n'aimaient pas vraiment) et de les intégrer dans trois coopératives dont l'une serait gérée par Nena1, une nouvelle coopérative d'habitation (2).

Ces propriétaires étaient considérés par le gouvernement (rouge-vert) comme des réactionnaires égoïstes de droite. Mais le gouvernement, avec son idéologie Le Corbusier — logements

(1) Voir *Le Manuel de transition*, Rob Hopkins, éd. Ecosociété / Silence, 2010.

(2) Nena1, coopérative de construction et de logement, Zinistrasse 10, CH 8004 Zurich, <https://nena1.ch> (en allemand)



pour le prolétariat — ligne claire — modernisme Bauhaus, s'est avéré plus conservateur qu'eux. Cela a fait un peu de bruit à Zurich ! Des propriétaires prêts à sacrifier leur maison individuelle pour des coopératives... Je pense que c'était une première mondiale.

Avec cette municipalité de gauche et écologiste, vous bénéficiez d'une certaine bienveillance. Il y a actuellement tout un débat entre des partisans du dialogue avec les politiques (Cyril Dion, villes en transition, EELV) et ceux qui n'y croient pas ou plus (activistes des ZAD, Ende Gelände en Allemagne, Extinction Rebellion en Grande-Bretagne...), avec tout un panel de démarches intermédiaires (Alternatiba, Amis de la Terre). Comment se positionner entre la nécessité de ruptures franches avec le capitalisme et le besoin de dialogue avec ceux qui contribuent à faire tourner le système ?

Au niveau local, on ne doit pas se positionner mais proposer des projets réalisables. Nous avons des contacts avec les organisations mentionnées via des mouvements comme *newalliance.earth* (3). *Kraftwerk-1* est par définition apolitique — mais pas ses membres !

Vous écrivez : "Un flux important d'énergie demande plus d'investissements sociaux pour contrôler et maîtriser sa production et ses utilisations. Il y a donc plus de pouvoir en jeu et, en règle générale, ce sont ceux qui sont déjà du côté du pouvoir qui en profitent" (p. 116). Et par ailleurs, vous souhaitez poursuivre dans la voie des hautes technologies : "Notre avenir ne sera pas fondé sur la low-tech ni sur un retour au Moyen Âge" (p. 33). Vous semble-t-il envisageable de faire de la haute technologie sans beaucoup d'énergie ? Comment relocaliser la fabrication d'un simple vélo alors qu'il n'existe que deux

fabricants, situés en Inde, pour les chaînes de vélo ? (4).

Il ne faut pas tout relocaliser. Dans *Une Proposition*, j'é mets l'idée qu'il faut une attribution de fonctions à une structure territoriale hiérarchisée (du *glom1*, l'îlot d'habitation, anciennement *bolo*, jusqu'au *glom5* — la planète). J'imagine qu'une future organisation planétaire pourrait fournir des vélos à tout le monde.

"Jouer ensemble plutôt que de renoncer individuellement" (p. 75). Vous montrez dans votre deuxième livre que partager les véhicules, les espaces, les outils, permet de diminuer de manière importante notre poids sur la planète tout en disposant finalement d'un plus grand confort. Mais cela peut-il suffire pour revenir à une empreinte écologique raisonnable ? Et cela ne donne-t-il pas des arguments à un capitalisme qui est déjà en train de promouvoir la voiture ou le vélo partagé ?

Je partage votre scepticisme. Cela ne suffit pas, c'est évident, c'est seulement un aspect. Comme on peut le voir dans notre analyse dans *Die Andere Stadt (L'Autre ville)*, p. 107, la consommation de viande de bœuf est le facteur le plus important. Ensuite viennent la consommation de logement (volume, construction, chauffage), et les transports. Il faut choisir entre la survie de la planète et la voiture.

Lors d'un dossier sur les écoquartiers en octobre 2013 (5), nous montrions que le quartier Vauban à Fribourg-en-Brisgau (Allemagne) avait connu trois phases de développement : dans un premier temps, les alternatifs ont squatté les bâtiments de l'ancienne caserne et c'est là aujourd'hui que l'on retrouve les initiatives les plus radicales, puis plusieurs coopératives d'habitants se sont installées près de ces bâtiments, ainsi



■ *Bolo'bolo*, P.M. éd. L'Éclat, 2013 [1983, 1998], 240 p., 15 €

(3) www.newalliance.earth (en français, entre autres)

(4) Voir les excellents livres de Philippe Bihoux, *L'Âge des low-tech* et *Le Bonheur était pour demain*.

(5) Voir "Les limites des écoquartiers", *Silence* n° 416, octobre 2013, que l'on peut lire en PDF sur notre site.



Anne-Sophie Clemenceau

▲ Le skate park profite de l'ombre offerte par les arbres.

que des maisons d'architectes expérimentales ; enfin, la fin du quartier a été confiée à des promoteurs qui ont bâti des bâtiments énergétiquement performants sans rien d'autre d'alternatif. Bref, il y a eu une sorte d'épuisement des candidat-es pour vivre dans ce quartier. Est-ce qu'au niveau des trois réalisations actuelles de *Kraftwerk*, on observe le même degré d'engagement que les premiers initiateurs de la coopérative ou a-t-on également une sorte d'affaiblissement politique et donc de réintégration dans le système ?

Déjà, nous n'avons jamais eu d'appartement vide. Les réactions des visiteur-ses sont intéressantes. Le premier jour, ils et elles disent : je ne pourrai jamais vivre dans cet immeuble moche. Après elles et ils ne veulent plus partir. De fait, il y a beaucoup de projections sur ces projets : collectivisme, amour libre, assemblées permanentes, ascétisme obligatoire, contrôle social, etc. Or, rien de tout cela n'est appliqué. Comme nous sommes trop petits par rapport au besoin d'engagement, celui-ci varie avec le temps, mais il existe toujours. Il y a toujours de nouvelles initiatives, comme le terrain vague à côté, que nous avons aidé à animer depuis cinq ans.

Si un large mouvement se développait à base de bolo ou de glomo, il y aurait forcément agrégation de personnes de moins en moins engagées. Comment s'adresser à tout le monde, tout en gardant l'objectif principal qui est de rompre avec la machine capitaliste ?

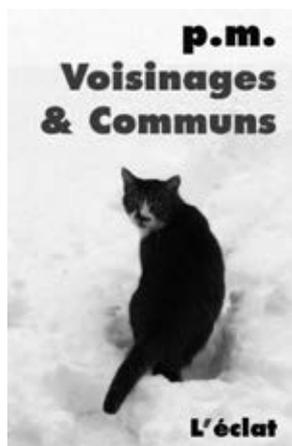
Je suis en train d'écrire un essai (long) sur le sujet : *Pourquoi est-ce que nous avons toujours le capitalisme ?* Dans ce livre, je discute des questions autour de la rupture avec le capitalisme. Il faut avoir conscience que cela pourrait aussi signifier

un résultat pire qu'actuellement : un nouvel autoritarisme, un fascisme, quelque chose d'une violence inouïe (voir ce que fait déjà Trump). J'ai le soupçon — comme l'aborde le *Manifeste accélérationniste* (6) — que le capitalisme comme système de création de richesse n'existe plus en réalité (comme l'analyse la pensée marxiste) mais seulement en nom. Le capitalisme — comme déjà l'agriculture — est devenu un projet de subventionnement étatique. La plus-value est réalisée de plus en plus par les impôts, surtaxes et prix manipulés (comme pour l'essence, qui a provoqué la révolte des Gilets jaunes ou les tickets de métro et la révolte au Chili). La richesse provient de ce qui est payé par les contribuables, pas de leur travail. Bon, nous n'y sommes pas encore, mais il faut se poser cette question. Peut-être qu'un jour, il faudra faire des manifestations pour le capitalisme !

Après deux livres et trente ans de développement du projet *Kraftwerk-1*, sentez-vous que ce retour aux voisinages et aux communs soit atteignable avant qu'il ne soit trop tard ?

Je me suis inspiré, entre autres, des réflexions de Bruno Latour dans le *Manifeste compositionniste* pour écrire un nouveau roman. J'y ai pris des idées surtout en ce qui concerne l'importance du territoire. Mes *glomos* (îlots d'habitation), sont tous des unités de territoire, sur lesquels peut s'établir un nouveau métabolisme social intégré (évitons des termes comme économie, alternative, ou même socialisme démocratique). J'ai constaté que, si on présente cette proposition de manière politiquement neutre, sans enthousiasme, basé sur quelques faits, les gens sont prêts à y participer (comme c'était d'ailleurs le cas déjà pour *Kraftwerk-1*).

Propos recueillis par Michel Bernard ■



■ *Voisinages et communs*, P.M. éd. L'Éclat, 2016, 190 p., 12 €

(6) www.multitudes.net/manifeste-accelerationniste



▲ Dans le jardin, les petits drapeaux indiquent les parcelles où le ou la jardinière est absente, signe qu'il faut que d'autres personnes assurent l'arrosage.

Les enjeux du stade

Comment passer du bolo (coopérative d'habitant·es et activités économiques liées) à un quartier où le voisinage de plusieurs bolos permet d'aller plus loin dans la recherche d'autonomie ? Une formidable opportunité se présente à *Kraftwerk* : un stade voisin devait être transformé en centre commercial, puis le projet a été abandonné. Depuis maintenant dix ans, il est investi par les gens du quartier et un tiers de la surface est occupée par des jardins partagés. L'occasion de passer à une autre échelle ?

QUAND ON ARRIVE DU GRAND BOULEVARD où passe le tramway, que l'on traverse le premier ensemble *Kraftwerk* et que l'on ressort à l'arrière, on tombe sur un vaste espace arboré. Hans Widmer nous y entraîne à la fin de la visite.

Les arbres que l'on voit ont une dizaine d'années : ils ont poussé depuis que des personnes du quartier occupent l'ancien stade.

Des allées fraîchement tondues (il y a un salarié pour cela) nous font circuler entre de petites parcelles de quelques dizaines de mètres carrés où les habitant·es ont pris l'habitude de cultiver des légumes. Au centre, quelques cabanes et une esplanade couverte permettent de cuisiner et d'organiser des repas collectifs, de ranger le matériel de jardinage, d'annoncer les rendez-vous.

L'eau est fournie par les anciennes conduites du stade. Une immense zone de compostage, coordonnée par le salarié, permet de fournir de la matière organique à tout le monde.

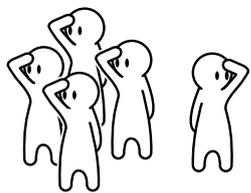
Un peu plus loin, un skate park a été réalisé entièrement, et sans aucune subvention, par des jeunes du quartier. Encore plus loin, on devine les dernières installations des activités sportives.

Hans Widmer a fait des dessins pour expliquer qu'il était possible de construire des immeubles principalement sur la périphérie de la parcelle, en réalisant trois îlots (trois *bolos*) sur l'entièreté du stade. De quoi accueillir 1 500 personnes environ. Et, cerise sur le gâteau, les surfaces cultivables au centre des îlots correspondraient à trois fois la surface des jardins actuels.

Le projet suscite des débats entre ceux et celles qui veulent conserver le statut actuel, avec juste une association assez informelle, et ceux et celles qui sont prêts à discuter du projet avec la mairie. Mairie qui, pour le moment, ne répond pas...

Hans Widmer est optimiste : la cheffe de la police de Zurich est habitante de *Kraftwerk*, ce qui assure une certaine retenue des forces de l'ordre ; et un adjoint de la mairie est aussi présent sur place, facilitant le dialogue. Enfin, par référendum, la mairie est dans l'obligation de trouver des terrains pour de nouvelles coopératives d'habitants... donc ce projet pourrait être une opportunité intéressante.

Michel Bernard ■



Au Pays basque, les paysan·nes ont créé leur chambre d'agriculture alternative

Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG – chambre d'agriculture basque – en euskara, la langue basque) est une association pour aider les paysan·nes créée en 2005. Endossant le même rôle qu'une chambre d'agriculture départementale sans pour autant être reconnue comme un office public, elle encourage une politique agricole différente de celle des chambres officielles. Une vingtaine de personnes sont employées par la structure, qui vient de fêter ses quinze années d'existence. Son slogan : "Pour une agriculture paysanne et durable au Pays basque". Au Pays basque, la taille des exploitations agricoles est deux fois plus petite que la moyenne française et la densité de paysan·nes y est plus importante qu'ailleurs. Une spécificité que EHLG a à cœur de maintenir.

garder les races rustiques de brebis bien adaptées à leurs montagnes mais moins productives que la lacaune.

Ont suivi la création de plusieurs structures, un groupement foncier agricole (GFA) pour le rachat des terres, puis le syndicat ELB (*Rassemblement des paysans du Pays basque*) a vu le jour en 1982, issu d'une scission au sein de la FDSEA, seul syndicat agricole existant alors. Le 15 janvier 2005, EHLG vit le jour sous le statut associatif. Plainte au pénal, perquisitions, convocations, menaces sur les communes qui leur attribuaient des subventions, l'État français n'épargna pas la jeune structure. Cependant, l'État a perdu tous les procès.

Désormais normalisée, la structure travaille dans un contexte plus serein. Une partie de son financement vient des subventions versées par la région Nouvelle-Aquitaine, l'Agence de l'eau, le département des Pyrénées-Atlantiques ou le gouvernement basque espagnol. Mais 20 % de son budget provient toujours de dons privés.

Une chambre ouverte à tou·tes

Les agricult·rices qui poussent la porte d'EHLG peuvent se faire accompagner pour une formation, un diagnostic, une (re)conversion, une transmission de ferme, etc.

L'assemblée plénière de l'association regroupe des personnes de la société civile, d'associations environnementales, des consommat·rices. C'est aussi le pari d'EHLG : tou·tes ceux et celles qui s'intéressent à l'agriculture ont leur place dans le fonctionnement.

Depuis la création d'EHLG, les paysan·nes organisent *Lurrama*, le salon de l'agriculture paysanne à Biarritz, un moment privilégié pour montrer au reste de la société, notamment les citoyen·es, les pratiques agricoles menées dans les fermes. Pour Iker Elozegi, coordinateur de EHLG, leur réussite la plus évidente est là : "Le lien avec les autres citoyens est gagné. *Lurrama* et nous y sommes pour beaucoup."

► Contact : Euskal Herriko Laborantza Ganbara, Zuentzat 64220 Ainiza Monjolose, tél. : 05 59 37 18 82, laborantza.ganbara@ehlgbai.org, <https://ehlgbai.org/fr>



Un chemin semé d'embûches

Lorsque *Roquefort société*, rachetée depuis par *Lactalis*, qui achetait le lait de brebis, principale production agricole au Pays basque, a baissé ses prix, les éleveu·ses ovins basques décidèrent de changer de crémerie : plutôt que de prendre le chemin du productivisme et de l'intensification, comme le préconisait la chambre d'agriculture départementale, ils et elles choisirent de

En partenariat avec : www.reporterre.net



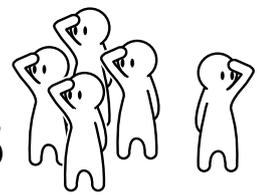
» Calvados

La maison du vélo

La maison du vélo est un incontournable pour tou·tes les cyclistes de Caen. Les locaux, à proximité de la gare, appartiennent à l'association caennaise *Vélisol'* (pour du vélo solidaire). Sur place, un atelier avec tout le nécessaire pour réparer soi-même son vélo. Si jamais on ne sait pas comment faire, pas de panique : des bénévoles et services civiques sont présents pour donner un coup de main. Ici, pas de neuf ! Toutes les pièces de rechanges sont d'occasion, et à prix libre. Il suffit d'adhérer à l'association pour en bénéficier. *Vélisol'* investit régulièrement les locaux de centres sociaux à Caen, pour permettre aux habitant·es d'y réparer leur vélo. Des ateliers non-mixtes sont également prévus. En plus de la réparation,

La maison du vélo propose la vente ou la location de vélos d'occasion, un dispositif de vélo école (pour apprendre à faire du vélo et connaître le code de la route cycliste), et héberge de nombreux événements (concerts, débats, animations...) grâce à ses partenariats avec les associations caennaises. Le dernier projet en date est la création d'un point d'information à destination des touristes à vélo.

♦ Contact : 54 quai Amiral Hamelin, 14000 Caen, tél. : 02 31 34 45 70, contact@maisonduvelo.fr, <http://www.maisonduvelocaen.fr>



Retour sur l'assemblée européenne de *Reclaim the fields*

Du 4 au 9 février 2020 s'est tenue l'assemblée européenne de *Reclaim the fields* à Ziordia, au Pays Basque espagnol. *Reclaim the fields* ("Reprenons les champs") est un réseau européen constitué de personnes et de collectifs qui réfléchissent et agissent afin de retrouver leur autonomie alimentaire par des pratiques solidaires, résilientes et autogestionnaires à petite échelle. Il comprend plusieurs groupes de travail sur les semences, l'accès à la terre, le lien entre fermes. Les rencontres sont horizontales et autogérées, avec des outils de facilitation destinés à prendre en compte la voix de chaque personne.

L'assemblée avait lieu à Amarauna, un ancien couvent habité depuis 2015 par un collectif d'une dizaine de personnes qui y vivent et cultivent arbres fruitiers et légumes. Cette rencontre a permis de présenter différentes luttes européennes pour l'accès à la terre, anti-nucléaires, etc., et d'apporter un soutien concret au collectif d'accueil.

L'accent a été mis sur la lutte contre le projet de ligne de train à grande-vitesse appelée "Y basque" censée relier Bilbao, San-Sebastian et Vitoria-Gasteiz. La réalisation d'un tel projet aurait pour effet de laisser un territoire rural peu desservi au profit de la liaison entre les grandes agglomérations, tout en abîmant les paysages et en accaparant des sols.

♦ *Reclaim the fields*, <https://reclaimthefields.org>, contactrff@riseup.net.



Médias

♦ **Basilic** est un podcast consacré à l'environnement et aux initiatives positives. Depuis 2017, chaque semaine, Jeane reçoit une personne portant, fabriquant, animant, écrivant, etc. une alternative. Les thématiques sont variées : zéro déchet, pollution plastique, énergies renouvelables, joaillerie, éthique... 30 minutes d'inspiration garanties ! <https://basilicpodcast.com>



♦ **Axelle**, n°227, mars 2020. Le mensuel féministe belge consacre son dossier au "matriarcat, une société d'égalité". S'appuyant sur des recherches récentes et sur un magnifique travail photographique, elle explore les sociétés matriarcales présentes encore aujourd'hui sur plusieurs continents, diverses, plus égalitaires et inclusives, loin des clichés d'une domination renversée, et qui se trouvent toutes en grand danger d'extinction face à la globalisation capitaliste et patriarcale.



» Loire-Atlantique

Les Amis du transformateur



À Saint-Nicolas-de-Redon, près de Redon, le site de l'ancienne usine de palettes est méconnaissable. Construite dans les années 1980, l'usine ferme suite à de fortes inondations au début des années 2000, et le site de 17 hectares est classé "Espace naturel sensible". C'est en 2005 que l'association *Les Amis du transformateur* se monte, pour que la végétation reprenne le pas sur le béton. Commencent alors des années d'aménagements et d'expérimentations pour revaloriser le site et le rendre accessible au public.

L'investissement profite à tou-tes, car les aménagements permettent de prévenir de nouvelles inondations. Hier site industriel, on y voit aujourd'hui se développer acacias et bouleaux, et les activités se multiplient, de la vannerie à l'apiculture. De quoi donner des idées pour la reprise des usines !

♦ *Les Amis du Transformateur*, 7 rue de la Vilaine, 44460 Saint-Nicolas-de-Redon, tél. : 02 99 71 59 50, lesamisdutransformateur@orange.fr, <http://le-transformateur.fr>

» Yonne

Au bonheur des chutes

Au bonheur des chutes est une association pour la diminution et la réutilisation des déchets à l'échelle locale, qui regroupe des artisans-es, des paysagistes, mais aussi des travailleu-ses du social ou encore des retraité-es. Pour l'association une des clefs de protection de l'environnement réside dans le prendre-soin de la ressource. Les matières de notre quotidien sont toutes issues de l'extraction, de la transformation et de l'acheminement de ressources. Pour éviter leur multiplication, dans la région auxerroise, *Au bonheur des chutes* collecte et revalorise des déchets d'activités de professionnel-les, en les redistribuant à des particuliers ou des associations ou en fabriquant des objets. Planches de bois, tôles d'acier, papiers adhésifs ou encore tissus, vous trouverez forcément votre bonheur au magasin de matières, ouvert les mercredis et samedis matin. Des ateliers de transmission de savoirs manuels sont régulièrement organisés.

♦ Basée au Tiers-lieu *Les Riverains*, 4 rue Paul Doumer, 89000 Auxerre, aubonheurdeschutes@gmail.com, <http://aubonheurdeschutes.org>

L'AlterTour 2020 a priori maintenu

Fin avril 2020, l'équipe était mobilisée en espérant que la situation sanitaire permette d'organiser le Tour dans des conditions strictes de sécurité. Vous découvrez dans ce numéro les alternatives rencontrées par le tour cette année, et vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire sur le site internet. Si le tour devait être annulé pour raisons sanitaires, toute personne inscrite pourra être remboursée en totalité, ou transformer tout ou un partie de son paiement en don.

♦ <http://www.altercampagne.net>



Une répétition générale ?

Un battement d'ailes de chiroptère à Wuhan est en train de faire vaciller nos évidences. Des décennies d'un subtil conditionnement avaient fini par imposer l'idée selon laquelle la croissance ne pouvait qu'être infinie, la mondialisation source de bonheur, le travail la santé. Puis un grain de sable est venu "gripper" cette belle illusion idéologique.

Seuls ensemble, des millions d'individus apeurés par l'ennemi invisible se sont terrés chez eux, sommés de rester cloîtrés pour endiguer la pandémie. Cette pause dans cette course vers l'abîme écologique a eu pour effet paradoxal de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, améliorer la qualité de l'air et nous contraindre à décélérer. Le secteur aérien a été obligé quant à lui d'organiser un atterrissage en urgence et chacun s'est appliqué une ascèse forcée.

Cette mise entre parenthèses de nos pulsions démiurgiques peut être un exercice oh combien salutaire. Elle nous oblige à réinterroger un système qui a banalisé l'excès et normalisé le bougisme. Par peur de la contagion, nous sommes désormais dans l'obligation de réinterroger l'extrême faillibilité du système néo-libéral. Géant au pied d'argile, le modèle "destructuriviste" patiemment édifié par une foule sans cesse plus déterminée d'"illimités" a vécu.

Mais à toute chose malheur est bon. Les menaces climatiques, génétiques, atomiques, électromagnétiques, l'effondrement des écosystèmes, la surpêche, la désertification ou encore la déforestation sont de bons candidats pour l'effondrement à venir. Les collapsologues, hier encore stipendiés par les hérauts de la mondialisation heureuse, ont enfin l'opportunité de rappeler les évidences que personne ne souhaitait entendre.

Pourtant, quelles que soient les crises — sanitaires et environnementales — qui jalonnent notre avenir, seule la résilience du système nous permettra de limiter leur impact. Cette résilience ne se décrète pas, elle se bâtit patiemment en stimulant l'entraide ; elle se nourrit d'échanges et de confiances. En période de tensions, les liens humains, bien mieux que l'accumulation de biens matériels, deviennent vitaux.

Gageons que l'expérience grandeur nature que nous avons vécue nous aura acculturé à ce catastrophisme éclairé dépeint par Jean-Pierre Dupuy. Espérons que cette assignation à résidence généralisée nous aura ouvert les yeux sur l'extrême fragilité du système technique. Faisons de cette pandémie une leçon. À défaut, nous nous condamnons à vivre, revivre et surtout survivre dans un monde désaffilié, composé d'électrons libres en guerre de tou-tes contre tou-tes.

Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, www.agirpourenvironnement.org.

Un nouvel office pour la biodiversité



L'Office Français de la Biodiversité (OFB) doit assurer la préservation et la restauration de la biodiversité depuis le 1^{er} janvier 2020. Il a repris les fonctions de l'Agence Française pour la Biodiversité et de l'Office National de la Chasse et

de la Faune Sauvage. Selon le gouvernement, n'avoir plus qu'un seul opérateur doit permettre de simplifier l'organisation administrative, améliorer la coordination entre les acteurs, et garantir une stratégie cohérente. Ses missions majeures sont les suivantes : gestion de l'eau et des espaces naturels, formation et mobilisation des citoyen-nes, développement de la recherche sur l'environnement, exercice de la police sanitaire et environnementale. Il ne reste plus qu'à voir si ce nouvel office permet réellement au gouvernement de mener une politique plus efficace en matière de protection de la biodiversité !

» Corse

Le jardin botanique fruitier d'Avapessa

Le verger de Robert Kran s'étale sur près de 3 hectares, dans la commune d'Avapessa. On y trouve une grande collection de fruits comestibles et de plantes en provenance de tous les continents. Au départ poussé par la passion, le jardinier travaille à présent à anticiper les variations climatiques à venir, en essayant de faire pousser des fruitiers qui, d'ordinaire, ne vivent pas dans la région. Ces derniers sont cultivés sans engrais chimiques ni pesticides, et sans utilisation d'engin motorisé. Robert Kran propose des visites guidées ainsi que des formations pour apprendre à cultiver dans le respect de l'environnement, afin de partager son savoir.

♦ Domaine du Gros Chêne, 107 Sciarelli, 20225 Avapessa, tél. : 04 95 61 81 91, contact@jardinfruitieravapessa.com, <https://jardinfruitieravapessa.com>





Gestion du Covid : l'économie au détriment de l'écologie

Le gouvernement, en plein confinement, a publié le 8 avril 2020 un décret inquiétant. Il permet aux préfets de déroger à certaines normes réglementaires dans des champs d'application aussi vastes que la construction, le logement, l'urbanisme, l'emploi, les subventions, l'aménagement du territoire mais aussi l'environnement. Conséquences : le préfet peut restreindre la durée d'une enquête publique, ne pas tenir compte d'une étude d'impact, etc. Le ministre de l'Intérieur justifie cette mesure qu'il juge "utile pour faciliter la reprise de notre pays". Le monde d'après du gouvernement se dessine décidément bien à rebours des nécessités écologiques et sociales...

Les antennes-relais dérégulées



Sous le prétexte de la lutte contre le Covid-19, par une ordonnance datée du 26 mars 2020, le gouvernement a donné tout pouvoir aux opérateurs pour installer de nouvelles antennes-relais en s'affranchissant de leurs obligations habituelles, notamment de l'obligation de faire valider le dossier par la mairie ou l'intercommunalité et de passer par l'accord préalable de l'Agence nationale des fréquences. Il s'agissait pourtant de l'un des maigres garde-fous hérités de la "loi Abeille" de 2015... Motif invoqué : la continuité de l'accès aux services d'internet et de téléphonie mobile pour tou-tes en période de confinement. Cette dérégulation est censée être temporaire... ce qui restera à confirmer dans les faits. Et au demeurant, l'association *Robins des toits* note qu'il est quasiment impossible de faire retirer une antenne-relai une fois installée.

♦ *Robins des toits*, 55 rue des Orteaux 75020 Paris, www.robindestoits.org

Les hivers trop doux nuisent aux arbres fruitiers !

Voilà un paradoxe du changement climatique : les hivers ont tendance à se radoucir, (et les printemps aussi), mais il y a fréquemment des dégâts au moins partiels sur les arbres fruitiers en France, en particulier dans la région Rhône-Alpes, à cause de gelées printanières, ces dernières années. Ce fut le cas en 2016, 2017 et 2018. Il est trop tôt pour dire quelles seront les conséquences des gelées locales du printemps 2020. Mais il semble qu'un mauvais feuilleton se répète.



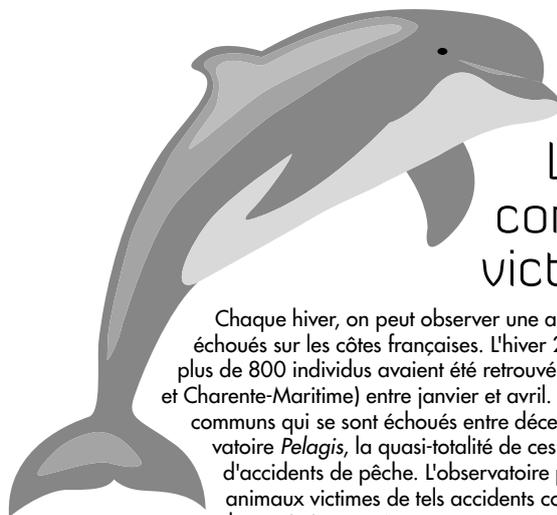
Ces derniers hivers et printemps ont souvent un trait commun : quelques journées de gel printanier, succèdent à des hivers de plus en plus doux. Les quelques jours de gel du printemps 2016 ont fait des dégâts, le facteur aggravant a été le démarrage très précoce de la végétation, après un hiver 2015-2016 exceptionnellement doux. Une partie de la végétation a même démarré en plein hiver, et on a même vu des pommiers du Japon fleurir à Lyon en... plein mois de décembre 2015 ! Ce même mois de décembre 2015, la moyenne des températures maximales a été de 13,5 degrés à la station Météo-France de Lyon-Bron, comme un mois de mars ordinaire (soit 6 degrés de plus que la normale !). Et rebelote en décembre 2019, avec, là encore, des pommiers du Japon en fleurs le jour de Noël 2019.

Ces hivers de plus en plus doux affectent le repos hivernal de la végétation. Des études effectuées par des organismes de recherche agricole montrent que le changement climatique a favorisé une ouverture des bourgeons de plus en plus précoce, parfois de l'ordre d'une semaine pour un réchauffement de 1 degré au début du printemps.

Les agriculteurs entament aujourd'hui une réflexion sur des stratégies d'adaptation (par exemple sur le choix de variétés). D'autant plus que le réchauffement climatique futur sera plus rapide en France que le réchauffement passé : on pourra subir jusqu'à 4 degrés de plus sur la période 2071-2100, sans politique climatique, par rapport à la période 1976-2005, alors que le réchauffement constaté (toujours en France) depuis 1900 n'a été "que" de 1,4 degrés (1). Certes, à long terme (dans quelques décennies), on peut s'attendre à ce qu'il n'y ait plus de gelées dans certaines zones en France, mais les cultures fruitières seront alors confrontées, cette fois, à un manque de repos végétatif hivernal, qui conditionne le bon démarrage des bourgeons au printemps... (faute de ce repos hivernal, certaines fleurs ne donnent pas de fruit). La question de l'adaptation de l'arboriculture fruitière est posée, et probablement pour longtemps.

Christian David

(1) pour plus de détails, voir *climat HD* sur www.meteofrance.com



Le dauphin commun, victime de la pêche

Chaque hiver, on peut observer une augmentation du nombre de dauphins échoués sur les côtes françaises. L'hiver 2020 ne fait pas exception. Déjà en 2019, plus de 800 individus avaient été retrouvés sur les plages (notamment en Vendée et Charente-Maritime) entre janvier et avril. Et ce sont déjà plus de 600 dauphins communs qui se sont échoués entre décembre 2019 et février 2020. Selon l'observatoire *Pelagis*, la quasi-totalité de ces animaux sont marqués par des traces d'accidents de pêche. L'observatoire précise que dans la plupart des cas, les animaux victimes de tels accidents coulent au fond de l'eau. Ce n'est donc que la partie immergée que nous constatons sur nos côtes. D'après leurs estimations, plus de 11 000 dauphins communs en tout auraient trouvé la mort en 2019 dans le golfe de Gascogne dans des captures accidentelles.



Climat

Accord de Paris : l'Allemagne pourrait y arriver !

Les médias français, à la botte du nucléaire (qui les finance par la publicité), ont très souvent affirmés que l'Allemagne arrêterait ses centrales nucléaires au détriment de ses engagements sur le climat. On a pu également lire que l'Allemagne avait augmenté sa pollution du fait du recours au charbon. La réalité est un peu différente. Non seulement, l'Allemagne planifie toujours bien ses derniers réacteurs nucléaires pour 2022, mais elle a adopté, le 29 janvier 2020, un plan climat qui prévoit la fin des centrales au charbon en 2038 au plus tard. Il y a 120 centrales charbon actuellement en fonctionnement.



En 2010, l'Allemagne (un an avant la décision de fermer ses réacteurs nucléaires) s'était engagée à réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre avant 2020, de 55 % en 2030, de 70 % en 2040 et de 100 % en 2050. De nombreux experts jugeaient que ce ne serait pas possible. Et pourtant... Fin 2018, la baisse était de 31 %, fin 2019, de 35,2 % et tout semble montrer que les 40 % seront bien atteints cette année.

Toutefois cette baisse est essentiellement due

au développement massif des énergies renouvelables et donc à la décarbonisation de l'électricité. Les résultats sont plus modestes dans le secteur des transports et de la chaleur.

Pour les transports, l'Allemagne a adopté début mars 2020, un important budget de 86 milliards d'euros sur dix ans, visant à moderniser le réseau ferroviaire. L'État allemand est propriétaire à 100 % de la *Deutsche Bahn*, (leur SNCF). C'est le plus important plan d'investissement dans le rail du pays : il s'agit de diversifier les offres (retour des trains de nuit), de rouvrir des lignes abandonnées pour obtenir un réseau dense comme en Suisse, de favoriser les liaisons locales sans renoncer aux trains à grande vitesse (dont la vitesse a été limitée toutefois à 250 km/h du fait de la forte consommation d'énergie que nécessitent des vitesses supérieures). L'objectif est de doubler le nombre de passagers d'ici 2030 (et de diminuer d'autant le recours à la voiture). Certaines voies vertes pour les vélos construites sur d'anciennes voies ferrées devraient laisser la place au retour du train. Mais les vélos devraient être promus pour les déplacements en milieu urbain.

Côté chauffage, le gouvernement prévoit une taxe progressive sur la production de CO₂, taxe qui sera ensuite utilisée pour aider à l'isolation des bâtiments.

Particularité du plan allemand : il est le résultat d'une concertation avec tous les domaines concernés et il tient compte des possibilités de chaque secteur. C'est donc plus pragmatique que les discours théoriques français.

La fonte du permafrost a déjà commencé... gare aux virus !

Les facteurs aggravant le risque de pandémies sont nombreux. Parmi eux, la fonte des sols gelés en permanence — les permafrosts ou pergélisols des régions Arctiques —, est un phénomène amorcé récemment, et il risque de libérer de nombreux virus qui, jusque là, étaient prisonniers des glaces. Cette fonte du permafrost, qui a débuté ces dernières années, va se poursuivre et s'accroître durant les prochaines décennies. Ainsi, le changement climatique va stimuler les pandémies et autres menaces sur la santé. Mais il faut autant parler de ce phénomène au présent qu'au futur...

Il est difficile d'attribuer la fréquence des pandémies du 21^e siècle (Ebola, Coronavirus...) au changement climatique et à la fonte du permafrost. Il semble néanmoins important d'étudier beaucoup plus profondément, dès maintenant, le rôle du dégel actuel du permafrost vis-à-vis des pandémies, si on prête attention à des études scientifiques récentes à ce sujet. Quant au recul du pergélisol, il se fait consécutivement à un réchauffement d'ores et déjà bien plus rapide, depuis 1900, au Nord du 60^e parallèle, que sous nos latitudes.

Christian David

2019-2020 : encore un hiver au balcon en Europe !

L'Europe a connu, sur les trois mois d'hiver 2019-2020, une douceur exceptionnelle : 3,39 °C de plus que la normale 1981-2010, en pulvérisant ainsi le précédent record...de l'hiver 2015-2016 ! (Ce même hiver 2015-2016, on avait dépassé la moyenne de +2,01 °C en Europe).

En France aussi, cet hiver 2019-2020 a été le plus doux jamais mesuré, avec une température supérieure de 2,7 °C aux normales saisonnières, juste devant l'hiver 2015-2016, qui avait lui-même dépassé la normale de 2,6 °C.

À Lyon par exemple, ces deux hivers 2015-2016 et 2019-2020 ont eu des moyennes de températures assez proches. Mais surtout, ces deux hivers ont été nettement plus doux que la centaine d'autres hivers depuis 1922. En décembre 2019, puis en décembre 2019, on a même vu des pommiers du Japon fleurir, avec ainsi plusieurs mois d'avance !

En région Auvergne-Rhône-Alpes, on voit les arbres fruitiers (abricotiers, pêchers, cerisiers, etc.) fleurir de plus en plus tôt au printemps, notamment depuis 2010, exposant ainsi les fleurs ou les jeunes fruits aux gelées tardives, avec des pertes sur les récoltes.

(Données chiffrées fournies par *Météo France* et *Copernicus Climate Change Service*, plus de détails sont disponibles sur www.meteofrance.fr)

» Grande-Bretagne

Le Guardian agit pour le climat

Depuis le 1^{er} février 2020, le quotidien britannique *The Guardian* refuse les publicités des compagnies qui ont une activité liée à l'exploitation d'énergies fossiles. Cela représente une baisse de 40 % de ses ressources publicitaires. L'initiative a été saluée par de nombreuses associations en lutte pour le climat. *The Guardian* a également mis en place sur son site internet un compteur qui indique combien il produit de gaz à effet de serre et son engagement à atteindre la neutralité carbone d'ici 2030.





Fonte de la banquise

Chaque année, l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique publie, via son programme de recherche sur l'arctique, un rapport sur l'évolution de la banquise. Le rapport sur l'année 2019 se concentre sur la mer de Béring, entre l'Alaska et la Russie, où les impacts du changement climatique sont particulièrement visibles. D'après le document, la température annuelle moyenne de l'air à la surface des terres au nord de 60° N pour octobre 2018-août 2019 était la deuxième plus chaude depuis 1900. Les températures sur le plateau nord de Béring ont dépassé 4 °C pour la première fois en novembre 2018. Les anciens autochtones des communautés de la mer de Béring affirment qu'avec le réchauffement, l'accès à leurs aliments de subsistance diminue et il devient plus dangereux de chasser et pêcher. Le dégel du pergélisol et des tempêtes plus fréquentes et plus élevées menacent de plus en plus les maisons, écoles, aéroports et services publics.



» Europe

2019, année la plus chaude jamais enregistrée

Le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme a rendu public le 24 avril 2020 son rapport annuel sur l'évolution du climat sur le vieux continent. 2019 a été l'année la plus chaude jamais observée, suivie de près par 2014, 2015 et 2018 (11 des 12 années les plus chaudes se situent après 2000). Elle a culminé à 1,2 °C au-dessus de la normale

1981-2010, avec notamment des canicules records en juin et juillet. 2019 a également été en Europe la seconde année la plus sèche pour les sols depuis 1979, après 2018, ceci étant dû à une plus forte évapotranspiration (quantité d'eau qui s'évapore par le sol, les nappes liquides et la transpiration des végétaux) malgré des pluies correctes.

La France à découvert climatique

Dans sa loi énergie-climat de 2019, l'État français s'engage à ce que ses émissions de CO₂ ne dépassent pas 80 mégatonnes par an à partir de 2050 pour respecter la "neutralité carbone". Qu'en est-il aujourd'hui ? Le collectif *L'affaire du siècle* a calculé que la France avait déjà émis 80 tonnes de CO₂ à la date du 5 mars 2020, au bout de 2 mois et 5 jours seulement ! Pendant les 305 prochains jours de l'année nous vivons donc climatiquement au détriment de l'équilibre planétaire...

♦ Informations : <https://laffairedu siecle.net>. Oxfam France, 62 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris.

Politique

Naissance de l'Institut d'écologie sociale et de communalisme

Les 15 et 16 février 2020 a été créé à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde) l'Institut d'écologie sociale et de communalisme à l'initiative de personnes d'horizons divers (Gilets jaunes, Commune des communes de Commercy, etc.). Via des rencontres physiques et en ligne, l'institut a vocation à mettre à disposition des ressources sur ce sujet, à être un espace de formation et de recherche, et à soutenir l'entraide mutuelle entre les collectifs œuvrant dans le sens de l'écologie sociale et du communalisme. Cette approche initiée par l'anarcho-écologiste étatsunien Murray Bookchin permet d'articuler les luttes sociales et écologiques par la mise en œuvre du communalisme.

♦ Pour les internautes uniquement : www.ecologiesociale.fr, contact@institutecologiesociale.fr.

» Municipales

Les écologistes confirment leur percée

Le premier tour des élections municipales le 15 mars 2020 s'est déroulé dans un contexte de début de pandémie qui en a partiellement faussé la participation (44,6 %, en baisse) et les résultats.

Le second tour a été reporté jusqu'à une échéance pour le moment inconnue, en lien avec les mesures de confinement.

Plus de 30 000 communes, la plupart de petite taille, ont élu une nouvelle équipe municipale dès le 1er tour, dont l'élection a été validée. Concernant les autres communes, on ne sait pas encore si le premier tour sera validé ou si les élections devront être reprises "à zéro".

Les écologistes sont arrivés en tête au sein d'un rassemblement de gauche à Grenoble (46,7 %), Clermont-Ferrand (38 %), Tours (35 %), et sans coalition à Besançon (31,2 %), Strasbourg (28,9 %), Lyon (28,6 %). Ils sont arrivés au coude à coude avec l'équipe sortante à Bordeaux (34,3 %) et à Marseille (union gauche-écologistes, 23,4 %).

De manière générale, le parti écologiste a fait une percée avec davantage de voix exprimées et de pourcentages, qui le conforte dans son nouveau statut de premier parti de gauche. Et si les résultats du premier tour sont validés et confirmés au second tour, il pourrait se retrouver à la tête d'un nombre encore inédit de grandes agglomérations.



À Besançon



Énergies

De nouveaux modes de stockage de l'énergie

De plus en plus de pays envisagent de passer rapidement à une électricité 100 % renouvelable. Du fait de l'intermittence de la production (éolien, solaire) et des variations de la consommation, il est nécessaire de disposer de lieux de stockage de l'énergie pour pouvoir à tout moment équilibrer le réseau électrique.

Cela existe déjà du fait de la production en continu du nucléaire et des variations de la consommation : ce sont principalement les barrages hydrauliques qui servent à suivre les variations (16 % de la production électrique en France). Lorsque cela ne suffit plus, il y a la possibilité de faire des STEP, stations de transfert d'énergie par pompage, avec deux barrages: on remonte dans celui du haut de l'eau quand la production est trop importante. On la fait chuter dans le barrage inférieur quand il faut plus d'électricité.

Mais pour cela, il faut disposer de montagnes (ou creuser des trous comme cela a été fait au Danemark).

» États-Unis

La consommation de charbon en baisse rapide

Trump avait promis la relance de l'exploitation du charbon... mais dans les faits, il n'en est rien. En 2019, la consommation de charbon a baissé de 18 % (soit 2,1 % de CO₂ en moins). Cette baisse ne doit rien à un programme écologique, mais à la seule loi du marché : pour produire de l'électricité, le gaz, moins polluant, coûte moins cher, de même que les énergies renouvelables. Une cinquantaine de centrales au charbon ont fermé en 2019. Ce qui s'ajoute à la fermeture progressive de réacteurs nucléaires, eux-aussi non rentables.

D'autres méthodes existent comme la production d'hydrogène à partir de l'hydrolyse de l'eau et combustion de l'hydrogène (qui redonne de l'eau sans émission de gaz à effet de serre) quand nécessaire. Une technologie toutefois assez risquée (l'hydrogène peut exploser).

Siemens a annoncé en novembre 2019, la mise au point de stockage de vapeur d'eau à haute température (600 °C) dans des bâtiments super-isolés avec une immense inertie. Le rendement serait de 45 %. Ce genre de bâtiment peut être installé dans toutes les zones industrielles, sans risque. L'industriel a présenté la possibilité de reconverter ainsi les sites des centrales thermiques existantes au fur et à mesure qu'elles vont fermer.

Ces solutions sont meilleures que les possibles accumulateurs et autres batteries extrêmement polluantes.

Danemark : vers le tout renouvelable

En 2019, l'éolien a couvert 47 % de la consommation électrique. Le solaire a couvert 3 %. C'est 2,5 fois plus qu'il y a dix ans. Le Danemark vise 70 % d'ici 2030.

» Internet

Croissance sans fin de la consommation électrique

Selon une étude réalisée par *Huawei Technologies Sweden*, parue en janvier 2020, la consommation électrique des data-centers devrait atteindre 650 téra-watt-heures en 2020. Avec le projet de développement de la 5G, des véhicules autonomes, de l'intelligence artificielle, l'étude prévoit que l'on atteigne 1 000 téra-watt-heures en 2030, ce qui représentera alors autour de 11 % de la consommation électrique mondiale. Si de nombreuses firmes annoncent choisir de se fournir en électricité verte, cela ne change rien en termes de consommation globale.



Nord/Sud

Israël-Palestine

♦ **La justice européenne ordonne l'étiquetage des produits des colonies.** Le 12 novembre 2019, la plus haute cour de l'Union européenne, la Cour européenne de justice, a jugé qu'étiqueter les biens provenant des territoires palestiniens occupés en violation du droit international était obligatoire pour les pays membres, "pour éviter que les consommateurs soient induits en erreur sur le fait que l'État d'Israël est présent dans les territoires concernés en tant que puissance occupante et non comme entité souveraine". Cette obligation est issue d'une ordonnance européenne datant de 2011 mais elle n'était pas systématiquement appliquée jusqu'à maintenant, en raison notamment de pressions israéliennes directes et indirectes.

♦ **Egis-Rail renforce la colonisation.** Egis-Rail est la dernière des entreprises françaises à être encore impliquée dans la construction du tramway de Jérusalem, qui a pour finalité de relier à Jérusalem-Ouest les colonies israéliennes implantées sur les terres palestiniennes de Jérusalem-Est. *Systra* s'en est retirée en 2018, *Alstom* en 2019, invoquant le respect du droit international, et sans doute inquiètes pour leur image de marque. Consciente du caractère indéfendable de son engagement, *Egis-Rail* ne fait apparaître nulle part sur son site internet son implication dans ce chantier, qui fait pourtant partie de ses axes stratégiques. Il est grand temps que cette entreprise française cesse de soutenir la colonisation.

» Génocide des Tutsi

Une commission d'enquête orientée

La Commission de recherche sur les archives françaises relatives au Rwanda et au génocide des Tutsi (1990-1994) nommée par le président Macron pour analyser le rôle et l'engagement de la France au Rwanda avant et pendant le génocide des Tutsi, a livré début avril 2020 son rapport d'étape, avant de publier ses conclusions en 2021. Selon l'association *Survie* qui lutte contre la Francophonie et dénonce le rôle de la France dans ce génocide, le préambule de cette note intermédiaire augure très mal des résultats de cette commission. Il blanchit déjà les autorités françaises de certaines accusations et revient même sur certains acquis de la Mission d'information parlementaire de 1998 sur le sujet.

♦ **Plus d'informations :** *Survie*, 21er Rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 09 53 14 49 74, survie.org.



Nucléaire

Fukushima

♦ **Le nombre de cancers augmente régulièrement.** Le dernier rapport officiel de la région de Fukushima, indique, au 31 mars 2019 (publié le 8 octobre), 13 cas supplémentaires de cancer de la thyroïde. Cela porte le total à 195 (174 dans la province de Fukushima, 4 dans la province de Marumori, 17 cas dans d'autres provinces). Neuf ans après l'accident, devraient maintenant apparaître les cancers des os (provoqué par le césium radioactif).

♦ **L'accident va encore durer !** Pour obtenir l'attribution des Jeux olympiques de l'été 2020, le gouvernement japonais avait annoncé que, d'ici cette date, la catastrophe de Fukushima serait totalement terminée. C'était un mensonge, bien évidemment. Un mensonge officialisé maintenant puisque début novembre 2019, le gouvernement a annoncé demander au Parlement la prolongation du budget de l'Agence de reconstruction pour dix ans. Cette agence, créée en 2012, devait initialement fonctionner pendant dix ans, donc jusqu'en 2022. L'Agence a notamment pour rôle de coordonner le nettoyage des zones contaminées, mais également la gestion des eaux radioactives de la centrale et l'aide au retour des habitants.



♦ **Coronavirus.** Dans un communiqué du 17 février 2020, TEPCO s'inquiète pour son approvisionnement en tenues de protection. Le chantier de la catastrophe de Fukushima nécessite environ 6000 tenues jetables par jour et celles-ci sont importées de Chine. Or la Chine utilise ses capacités de production pour fabriquer des tenues de protection contre le coronavirus, tenues destinées au personnel médical. Si la situation se poursuivait, TEPCO pourrait manquer de stock de vêtements. TEPCO a donc lancé un appel aux producteurs de telles tenues dans d'autres pays.

♦ **Falsification.** En novembre 2015, l'exploitant de la centrale de Tsuruga, JAPCO, avait fait un dossier pour demander l'autorisation de redémarrage d'un des deux réacteurs de la centrale. Depuis l'autorité de sûreté nucléaire, NRA, n'avait pas répondu à la demande. L'exploitant ayant renouvelé sa demande le 7 février 2020, la NRA a répondu s'être aperçue que dans les nouveaux documents du dossier, il a été relevé qu'une faille sismique passant sous le réacteur avait disparu des plans. Elle accuse aujourd'hui JAPCO de falsification.

» Meurthe-et-Moselle

Pierre-Percée : y a le feu au lac !



Le lac de Pierre-Percée est une réserve d'eau artificielle créée pour maintenir le niveau de la Moselle en période de sécheresse, et contribuer ainsi au refroidissement de la centrale nucléaire de Cattenom. Or, après deux années particulièrement sèches, le niveau du lac a baissé de manière impressionnante. La centrale se trouve à moins de dix kilomètres en aval de Thionville et à une quinzaine de kilomètres des frontières allemande et luxembourgeoise. Les quatre réacteurs sont refroidis par pompage de l'eau de la Moselle. Une première retenue d'eau a été aménagée à proximité immédiate de la centrale pour faire face à une éventuelle défaillance du refroidissement avec l'eau du lac du Mirgenbach. Pour maintenir le niveau de la rivière en période de sécheresse, une seconde réserve d'eau a été créée au sud de la Meurthe-et-Moselle, dans les premiers contreforts des Vosges, le lac de Pierre-Percée. Depuis l'été 2018 qui a été particulièrement chaud et sec, le lac de Pierre-Percée est très sollicité et des lâchers d'eau ont entraîné une baisse importante de son niveau. En anticipant l'évolution en cours du climat, en combien d'années le lac de Pierre-Percée ne contiendra plus suffisamment d'eau pour contribuer au maintien du niveau de la Moselle ? Pour l'instant, EDF ne répond pas à cette question, alors que les quatre réacteurs de la centrale de Cattenom atteignent la limite d'âge prévue et qu'EDF a décidé de prolonger leur fonctionnement pour dix ans de plus. Une cinquantaine de Lunévillois ont créé un Comité Lunévillois Anti-Nucléaire et Contre l'Hérésie de l'Enfouissement au mois de mars 2019, le CLANCHE, pour informer la population du Lunévillois sur ces sujets et agir et se mobiliser en complément des actions menées à Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires et, au-delà, pour l'arrêt des centrales nucléaires. Le refroidissement des centrales nucléaires ne fait pas bon ménage avec le réchauffement climatique.

lièrement chaud et sec, le lac de Pierre-Percée est très sollicité et des lâchers d'eau ont entraîné une baisse importante de son niveau. En anticipant l'évolution en cours du climat, en combien d'années le lac de Pierre-Percée ne contiendra plus suffisamment d'eau pour contribuer au maintien du niveau de la Moselle ? Pour l'instant, EDF ne répond pas à cette question, alors que les quatre réacteurs de la centrale de Cattenom atteignent la limite d'âge prévue et qu'EDF a décidé de prolonger leur fonctionnement pour dix ans de plus. Une cinquantaine de Lunévillois ont créé un Comité Lunévillois Anti-Nucléaire et Contre l'Hérésie de l'Enfouissement au mois de mars 2019, le CLANCHE, pour informer la population du Lunévillois sur ces sujets et agir et se mobiliser en complément des actions menées à Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires et, au-delà, pour l'arrêt des centrales nucléaires. Le refroidissement des centrales nucléaires ne fait pas bon ménage avec le réchauffement climatique.

♦ Contact : clanche@riseup.net

Vers l'arrêt tardif de réacteurs nucléaires

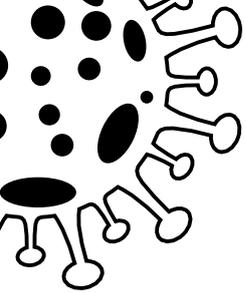
À la demande du gouvernement, EDF a fourni la liste des réacteurs qui pourraient être arrêtés d'ici 2035. Le plan pluriannuel de l'énergie prévoit la fermeture de 14 réacteurs d'ici là. Selon EDF, cela pourrait être deux réacteurs sur chacun des sites suivants : Blayais, Bugey, Chinon, Cruas, Dampierre, Gravelines et Tricastin. Mais EDF souhaite qu'aucun des sites ne ferme... avec l'espoir de pouvoir y installer ensuite des EPR. EDF souhaite ne pas arrêter de réacteurs avant 2027, ce qui fait qu'elle espère pousser les réacteurs jusqu'à l'âge de 50 ans... alors qu'ils ont été conçus pour durer entre 25 et 30 ans.

EDF : le virus n'arrange rien

En refusant de fermer des réacteurs nucléaires, EDF s'enfonçait déjà dans une crise financière. En effet, le développement rapide des énergies renouvelables en Europe, avec une consommation d'électricité stable, se traduit par une surproduction d'électricité qui entraîne les prix vers le bas. La crise du coronavirus et le confinement ont provoqué une baisse de près de 20 % de la consommation électrique sur le continent, rendant l'électricité d'origine nucléaire, trop chère, peu utilisée. EDF a été contrainte de maintenir à l'arrêt ou d'arrêter environ un tiers de son parc nucléaire entre février et avril 2020 et ne prévoit plus qu'une production électrique en baisse de 20 % sur l'année. Ceci a des répercussions financières importantes. Alors que l'entreprise accusait, fin 2019, une dette de 41,1 milliards d'euros, elle devrait encore plonger cette année. Des agences de notation estiment que d'ici deux ans, la dette devrait augmenter de plus de 10 milliards supplémentaires. L'État qui conserve 83,6 % du capital risque donc de devoir injecter à nouveau de l'argent pour maintenir en survie artificielle son programme nucléaire. Ceci alors qu'EDF a déjà fait appel à une augmentation de capital de 4 milliards début 2017 dont 3 milliards apportés par l'État (nos impôts). Alors que les prix de production baissent grâce aux énergies renouvelables, fin avril, EDF demande une augmentation de la facturation aux particuliers de 5 %. Une entreprise privée classique aurait déjà fait faillite depuis longtemps. (Source : zonebourse.com, 22 avril 2020)

EPR : état d'exception et décrets discrets

Le gouvernement ayant pris les pleins pouvoirs lors du confinement pour cause de pandémie, rien de plus facile pour faire avancer les dossiers qui fâchent. Le chantier de l'EPR à Flamanville (Manche) a été autorisé par un décret du 10 avril 2007. Le chantier ne pouvait alors dépasser un délai de 10 ans. Mais quelques jours avant l'expiration de ce délai, le gouvernement avait déjà pris un décret accordant une prolongation exceptionnelle de 3 ans... délai probablement illégal (le Réseau Sortir du nucléaire a entamé un procès, mais l'affaire n'est toujours pas jugée). Et cela n'a pas suffi : la dérogation se terminait le 10 avril 2020, en pleine période de confinement. Pas de problème : un nouveau décret a ajouté trois ans de délai le 27 mars 2020. La procédure normale voudrait que soient refaites les enquêtes publiques, ce qui aurait comme conséquence de devoir intégrer les nouvelles normes de construction qui ont changé après l'accident de la centrale de Fukushima en 2011. Et malheureusement, cela n'est pas techniquement possible. Donc on fait dans l'illégalité en faisant confiance à la justice pour que celle-ci ne statue sur le sujet qu'après que le réacteur ait démarré comme cela s'est produit dans des conditions similaires dans les années 1990 pour le réacteur défaillant Superphénix à Creys-Malville (Isère).



Covid-19



Place aux drones

Depuis le début du confinement à la mi-mars 2020, les "solutions" technologiques pour aider à la gestion de la crise sanitaire se multiplient. Le marché du numérique se porte bien, les applications mobiles de "santé" prospèrent, ainsi que les collectes de données personnelles, tandis qu'au dessus de nos têtes planent les drones. Un article de *Libération* du 15 avril nous apprend que le ministère de l'Intérieur fait la plus grosse commande de drones de son histoire : "L'appel d'offres du ministère fixe un accord-cadre d'un montant total estimé à près de 4 millions d'euros". Cela marque une nouvelle étape dans la mise en place d'une politique d'utilisation du drone dans une optique de contrôle et de surveillance à plus grande échelle. La commande publique parle de "micro-drones du quotidien" : plus question de phase de test ou de drone à usage spécifique (militaire, contrôle de foule, antiterrorisme) mais d'une utilisation quotidienne... et discrète.

"Le troisième lot concerne une vingtaine de 'nano-drones spécialisés', pour un prix hors TVA de 175 000 euros. Ils doivent peser moins de 50 grammes, avoir vingt-cinq minutes minimum d'autonomie et transmettre leurs images à 2 kilomètres minimum."

Le déploiement des drones sert à contrôler l'application du confinement en diffusant par haut-parleurs les directives du gouvernement, mais permet aussi de surveiller la population, en orientant les patrouilles au sol et même en filmant celles et ceux qui leur échapperaient pour mieux les sanctionner après. L'État profite ainsi de l'état de sidération pour imposer ses technologies policières.

♦ La Quadrature du net, 60 rue des Orteaux, 75020 Paris, tél. : 09 72 29 44 26, contact@laquadrature.net, <https://www.laquadrature.net>

EMMANUEL MACRON SE DÉFEND D'UN DÉLARD DE LA FRANCE



Décroissance en trompe-l'œil

Dans un texte intitulé *Confinement : en demi-résonance avec notre décroissance*, des signataires issus des milieux écologistes et décroissants estiment que le bouleversement lié au Covid-19 "n'est pas 'le pas de côté' que nous autres décroissants espérons. (...) Les mesures du confinement telles que nous les subissons révèlent en amont de la pandémie la faillite des politiques publiques qui en aval se traduit par une gestion autoritaire et techno-scientiste". Mais les signataires estiment toutefois que pendant le confinement, "il y a une espèce de décroissance", dans la mesure où "l'impératif économique de l'accélération et de la démesure est suspendu, mis entre parenthèses". Une "parenthèse partout ouverte sur moins de production, moins de consommation, et par conséquent moins d'extraction, moins de déchets, moins de pollutions, moins de déplacements, moins de bruit, moins de travail" et qui nous fait faire par ailleurs une forme d'expérience du rationnement. Ils et elles estiment par ailleurs que, face à la volonté de rétablir l'ordre des choses antérieur, nous disposons aujourd'hui "d'un nouvel argument : oui, le politique peut prendre la décision de donner un coup de frein à l'économie. Nous en aurons vécu l'expérience dans notre chair".

♦ Texte publié sur le site de la Maison commune de la décroissance, <http://adecroissance.xyz>

Décroissance choisie ou écofascisme subi ?

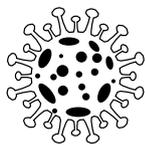
Depuis le début des années 2000 les personnes et les mouvements engagés pour la décroissance mettent en garde contre le risque d'autoritarisme vert, voire d'écofascisme qui serait mis en place si la société ne prenait pas un virage rapide vers la décroissance. Ce type de régime serait imposé pour faire face aux catastrophes écologiques, à la fois trop tard et de manière attentatoire aux droits fondamentaux. Trop tard pour réussir à maintenir des conditions d'existence humaines décentes. De manière attentatoire aux droits car passant par des politiques anti-démocratiques et sombrant dans la barbarie dans nombre de situations : traitement des personnes âgées dans les EHPAD, traitement des fins de vie, abandon pur et simple des migrant-es par l'État, etc. Le slogan "décroissance choisie ou écofascisme subi" trouve une illustration concrète dans le contexte actuel du Covid-19. La situation d'assignation à résidence et de surveillance généralisées que nous vivons, avec son cortège de restrictions des libertés, de mesures imposées d'en haut et d'accroissements des inégalités, risque de se reproduire sous diverses formes, plus graves encore, avec la multiplication des catastrophes à venir. Il ne s'agit pas de dire "on vous l'avait bien dit" mais de réfléchir aux marges de manœuvre qu'il nous reste pour infléchir le cours de nos sociétés vers la décroissance choisie plutôt que vers un autoritarisme vert.

Retour "à la normale"

Les appels à revenir au plus vite "à la normale" se multiplient du côté du gouvernement, du Medef, des syndicats professionnels de diverses branches, des "décideurs" de tout poil. Or, le retour "à la normale", ce n'est pas seulement le bonheur de retrouver ses proches. C'est aussi reprendre l'école, le travail, les transports en commun, dans des conditions de sécurité sanitaire très aléatoires. C'est faire à nouveau fonctionner un système néo-libéral responsable de la mort d'un enfant de famine toutes les 6 secondes dans le monde.



Un système responsable du fait que, comme le souligne Aurélien Barrau, si la crise que nous traversons est grave, une grande partie de l'humanité vit dans un état de crise permanent bien plus grave encore. Un système responsable enfin de la plus inouïe des méta-crisis depuis le début de l'humanité, l'extinction massive de toute vie sur terre. C'est cela, le retour "à la normale".



Solidarité déconfinée

Dès les premiers jours du confinement, les réseaux d'entraide ont fleuri sur internet, via notamment les réseaux sociaux. Mais loin de rester confinée au numérique, la solidarité s'est très vite organisée aussi dans les quartiers, dans le respect des gestes barrières et précautions sanitaires.

♦ **À Marseille**, les locaux d'un *McDonald's* ont été réquisitionnés sur l'initiative du *Syndicat des quartiers populaires de Marseille*. Depuis le début avril 2020, ces locaux servent de plateforme logistique pour venir en aide aux personnes les plus démunies : personnes privées de ressources financières, ou qui s'appuyaient sur les cantines scolaires pour nourrir leurs enfants, etc. *Emmaüs* a livré 3 tonnes de nourriture, et l'initiative reçoit beaucoup de dons de particuliers. Au quotidien, les bénévoles préparent des paniers, que chacun-e peut passer ensuite récupérer. Des associations s'appuient sur la démarche et profitent de cette distribution pour récupérer des paniers alimentaires et aller les livrer à domicile. Cette initiative avait déjà permis de nourrir 10 000 personnes au bout d'un mois de confinement (Source : *L'Age de Faire*, Nicolas Bérard, 18 avril 2020)

♦ **À Lyon**, les initiatives de redistribution de nourriture, que ce soit des plats préparés chez soi, des invendus de supermarchés, ou encore

des AMAPS improvisées par des productrices qui fournissaient des restaurants se sont multipliées dès la mi-mars, par quartier. Les brigades de solidarité populaire pour les quartiers de la Guillotière et de Croix-Rousse, le marché rouge de Vaulx-en-Velin, le collectif de solidarité de Cusset, etc. sont autant d'initiatives populaires qui permettent, depuis le début de confinement, à des dizaines de personnes et de familles précaires d'accéder à de la nourriture.

♦ **À Rennes**, le *Réseau de ravitaillement* existe depuis deux ans déjà et soutient différents mouvements de lutte, ainsi que les travailleurs et travailleuses en grève en leur apportant des victuailles. Actuellement, chaque semaine, le réseau se charge de récupérer les fruits et légumes invendus de grande surface et de productrices, qu'il redistribue ensuite à des personnes précaires via plusieurs points de distribution. Le réseau travaille avec une dizaine d'organisations de solidarité, allant de la *Croix Rouge* à des associations étudiantes ou de droit au logement. Etc.

Impossible de lister toutes les initiatives mises en place, en ville mais aussi dans les campagnes. Certaines de ces initiatives préexistaient, d'autres se sont construites face à cette situation inédite qui paupérise toute une partie de la population.

Pétrole au plus bas

Entre le 20 et le 21 avril 2020, le prix du pétrole est devenu négatif, à moins 37 dollars le baril ! Du jamais vu, mais facile à comprendre. Du fait de l'arrêt général lié à la pandémie, la demande mondiale a chuté (moins 30 %), entraînant une énorme surproduction, une saturation des capacités de stockage et donc une dégringolade des prix : les investisseurs ont été prêts à payer pour se débarrasser de leurs titres en pétrole. Depuis, les prix sont remontés en positif mais restent très bas, en dessous de 30 dollars le baril. Du point de vue écologique, cette situation constitue-t-elle un simple répit ou une accélération de la transition vers les énergies renouvelables ? C'est bien difficile à dire. Plusieurs grands groupes pétroliers sont prêts à s'endetter pour préserver les dividendes de leurs actionnaires. Mais par ailleurs, *Whiting Petroleum*, principal producteur de pétrole de schiste dans le Dakota du Nord, est la première compagnie pétrolière à s'être déclarée en faillite, et d'autres devraient suivre. Quoi qu'il en soit, certaines organisations écologistes s'emparent de ce qu'elles voient comme une opportunité historique. Ainsi en France par exemple, au *Réseau action climat*, on souligne que c'est maintenant que les suppressions ou réductions des niches fiscales du pétrole seraient les moins indolores pour les secteurs du transport routier de marchandise et de l'aviation, et qu'il faut donc les mettre en œuvre. Cette proposition est reprise par le *Haut conseil pour le climat*.

(Source : *Reporterre*, Marie Astier, 25 avril 2020)

» États-Unis

Inégalités raciales

En France les statistiques dites "ethniques" sont interdites, rendant difficile l'évaluation de l'impact de la couleur de peau ou des origines ethniques sur les discriminations sociales entre autres. Aux États-Unis ces statistiques sont possibles, et elles révèlent des résultats édifiants sur la répartition des victimes du coronavirus selon la couleur de peau. À Chicago ou les Noirs représentent 29 % de la population, ils et elles représentent 70 % des personnes décédées du Covid-19. Dans le comté de Milwaukee, dans le Wisconsin, 81 % des personnes tuées par le virus sont des Noirs (qui représentent 26 % de la population). Dans le Michigan, on en est à 40 % des morts sur 12 % de la population. Ces chiffres révèlent les inégalités sociales existantes dans la société. Les personnes noires ont moins de couverture sociale, souffrent davantage de maladies chroniques du fait d'un cadre de vie plus dégradé, et utilisent davantage les transports en commun du fait d'emplois moins transformables en télétravail. Par ailleurs les centres de santé des quartiers populaires sont moins équipés, plus lents, et les personnes noires se voient procurer moins de soins en moyenne que des personnes blanches. (Samantha Michaels, *www.motherjones.com*, 5 avril 2020)

Bonheur du "sans voitures"

Durant le confinement, en France, la circulation automobile (à l'exclusion des camions transporteurs d'alimentation) a baissé dans les grandes villes de 60 % à 80 % (*Le Progrès*, 9 avril 2020). Elle a baissé aussi à la campagne dans une moindre mesure. Ainsi, partout dans les villes, grandes et petites, dans les banlieues et villages, nous sommes très nombreux à avoir fait l'expérience bienfaitrice du "sans voitures". Nous avons retrouvé la liberté élémentaire de marcher dans les rues sans être confinés sur les trottoirs et sans devoir exercer une vigilance permanente, surtout avec les enfants. Nous avons respiré un air plus pur, moins délétère pour la santé, et savouré le silence. Sans oublier que nous nous acheminons vers un taux historiquement bas des décès sur la route (sous la barre des 3 000 par an, chiffre le plus bas enregistré depuis le début de la publication des statistiques en 1972). Nous ne voulons pas renoncer à d'aussi évidents progrès pour tout le monde : continuons à nous mobiliser pour une ville sans voitures.

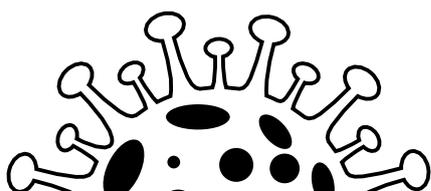
Voir *Silence* n° 484, décembre 2019, "Vers des villes sans voitures"

Argent public au secours de l'aviation

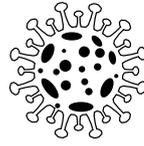
L'aviation a été clouée au sol pendant le confinement, soit un vrai répit pour les émissions de CO₂. De nombreux aéroports sont totalement fermés, des compagnies ont arrêté tous leurs vols (*Easyjet* le 24 mars) ou ont fait faillite (*Flybe* en Grande-Bretagne le 5 mars, *RavnAir* en Alaska le 7 avril...). Globalement, en Europe, le trafic aérien a baissé de 77 % durant le mois de mars (*Air-journal.fr*, 3 avril 2020) et de 90 % durant le mois d'avril (*liberation.fr*, 23 avril 2020). En France, 48 % des voyages ont pour cause un motif de vacances, 28 % une cause professionnelle, 21 % des visites à la famille. Le trafic aérien représente environ 5 % des émissions de gaz à effet de serre (*sudouest.fr*, 10 mai 2019). Le secteur aura sans doute du mal à retrouver les niveaux d'activité phénoménaux de ces dernières décennies. Toutefois, dès le 24 avril, *Air France* reçoit 7 milliards d'argent public pour se relancer. Le ministre de l'Économie et des Finances,

Bruno Le Maire, déclare : "Nous avons fixé des conditions à Air France, des conditions de rentabilité parce que c'est l'argent des Français, donc il faut qu'Air France fasse des efforts pour être plus rentable, et des conditions écologiques qui sont des conditions fermes. Air France doit devenir la compagnie aérienne la plus écologique de la planète." L'association *Agir pour l'Environnement* traduit : "Air France reçoit 7 milliards d'euros pour détruire le climat, préparer un plan social et concurrencer le train". Et de fait, à l'heure où nous écrivons, la compagnie annonce la reprise de plusieurs de ses vols intérieurs dès la date du déconfinement, le 11 mai. *Agir pour l'Environnement* lance une pétition : "Transport aérien : le climat d'abord !!!"

♦ *Association Agir Pour l'Environnement*, 2 rue du Nord, 75018 Paris, tél : 01 40 31 02 37, contact@agirpourenvironnement.org



Covid-19



starline / Freepik

COVID-19

POUR SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES, LE VÉLO est mon geste barrière

- Réduit le risque de contamination par contact avec les surfaces
- Évite l'engorgement de nos villes
- Offre une activité physique régulière, renforce le système immunitaire, réduit les risques de diabète et de surpoids
- Améliore la qualité de l'air
- Soulage les axes forts et allège les transports en commun

Le vélo n'est pas un ennemi de notre santé !

La Fédération des usagers de la bicyclette (FUB) a reçu plus de 800 témoignages de cyclistes s'étant fait rappeler à l'ordre voire verbaliser pour avoir fait usage de leur bicyclette pour un motif considéré comme "légitime" (faire les courses, aller travailler) durant la période de confinement. Alors que ce véhicule a tout pour répondre aux exigences sanitaires (distanciation sociale, maintien en forme physique, coût faible qui le rend plus accessible, sobriété spatiale), rien n'est fait pour l'encourager. Au contraire dans certaines villes, des aménagements cyclables ont été fermés. On marche sur la tête. Cet état de fait a conduit la FUB à déposer une requête en référé-liberté au Conseil d'État le 20 avril 2020. Résultat : dans son ordonnance du 30 avril 2020, le Conseil d'État enjoint le Premier ministre "d'indiquer publiquement et largement que le vélo peut être utilisé pour les déplacements autorisés durant le confinement". Pour la FUB, c'est la reconnaissance que le vélo est pleinement légitime, comme tout autre mode de déplacement ou de loisirs.

♦ FUB, 12 rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, tél. : 03 88 75 71 90, www.fub.fr

Humains et biodiversité : même combat

Dans un article intitulé "D'où viennent les coronavirus ? Contre les pandémies, l'écologie" publié dans *Le Monde Diplomatique* de mars 2020, Sonia Shah explique que 60 % des virus apparus depuis 1940 sont d'origine animale, les 2/3 provenant d'animaux sauvages. Cependant, le problème ne vient pas d'eux mais de "la déforestation, l'urbanisation et l'industrialisation effrénées" qui détruisent leurs habitats et les menacent d'extinction. Les espèces qui survivent "n'ont d'autre choix que de se rabattre sur les portions d'habitat réduites que leur laissent les implantations humaines. Il en résulte une probabilité accrue de contacts proches et répétés avec l'homme". C'était déjà le cas avec Ebola par exemple qui était davantage présent dans les zones les plus touchées par la déforestation. La maladie de Lyme elle-même pourrait provenir de la disparition des opossums régulateurs des populations de tiques en Amérique du Nord. C'est donc la même cause qui engendre la disparition de la biodiversité animale à une vitesse vertigineuse, et qui facilite la transmission de virus animaux aux humains. La pandémie du Covid-19 nous rappelle que, loin d'en être coupé-es, nous faisons partie de cette biodiversité qui se trouve menacée par nos pratiques de destruction illimitée des écosystèmes.



L'autrice pointe du doigt également le rôle des élevages industriels favorables à la propagation accélérée des agents pathogènes tels que la grippe aviaire et le H5N1. La bactérie *Escherichia coli* est transmise elle aussi par les montagnes de déjections liées à l'élevage industriel et pas moins de 90 000 personnes sont contaminées chaque année aux États-Unis. Aujourd'hui c'est notre simple instinct de survie qui nous dicte d'enrayer au plus vite la déforestation, la destruction des habitats naturels et l'élevage industriel. Il nous faudra pour cela livrer combat contre les intérêts économiques qui préfèrent l'argent à nos vies, à la vie.

Le retour des grèves des loyers ?

Dans les années 1960 et au début des années 70 les grèves des loyers se sont propagées aux États-Unis pour dénoncer le délabrement des logements. Puis, de 1975 à 1980, c'est en France qu'une longue grève des loyers oppose des travailleurs immigrés vivant dans des foyers de travailleurs à la Sonacotra. En Italie, des mouvements "d'autoréductions" comprenant des grèves de loyers se développent au sein des populations ouvrières de différentes agglomérations au cours des années 1970. Et aujourd'hui, un appel à une grève des loyers à partir du 1^{er} avril 2020 semble être entendu dans plusieurs parties du globe. Lancée depuis plusieurs grandes villes des États-Unis, cette initiative a rencontré un écho en Espagne et en Italie – et un peu en France. En effet, l'épidémie de coronavirus et le confinement ont précarisé des millions de personnes qui ne peuvent plus travailler, et donc, payer leur loyer.

♦ **En Espagne**, des associations réclament non seulement la suspension pure et simple du paiement des loyers ainsi que des remboursements d'emprunt pour les résidences principales et pour les locaux des petits commerces mais aussi la suspension du paiement des factures des services de base : eau, gaz et électricité. Enfin, elles demandent que les milliers de logements vides du pays soient mis à la disposition des 35 000 personnes sans abri. Une plateforme d'associations pour la grève des loyers recense les personnes qui se déclarent en grève : à la mi-avril, quelques jours seulement après le lancement, plus de 15 000 personnes se déclaraient. La plateforme a également mis en place une caisse de solidarité pour soutenir les locataires pris dans les procédures judiciaires que ne manqueront pas d'intenter les propriétaires. (Source : *Bastamag*, "En Espagne, une grève des loyers pour 'sauver les personnes et confiner les privilèges'", Stéphane Fernandez, 21 avril 2020)

♦ **Aux États-Unis**, entre mars et avril, en seulement trois semaines, près de 17 millions d'Américain-es se sont inscrit-es au chômage. Plusieurs organisations et syndicats de locataires new-yorkais ont appelé à ne pas payer son loyer le 1^{er} mai. L'objectif est de convaincre Andrew Cuomo, le gouverneur de l'État de New York, d'annuler les loyers pour les mois d'avril, mai et juin.

♦ **En Italie**, l'Unione Inquilini (l'association nationale des locataires) a demandé une augmentation du fonds de 200 millions d'euros affecté à la crise afin de faire pression sur les autorités locales pour qu'elles arrêtent les expulsions, et de préparer les formulaires pour l'auto-réduction des loyers – une pratique dont le syndicat avait l'habitude jusqu'aux années 1980.

♦ **En France**, le collectif toulousain *On ne paie plus 31* appelle à manifester tous les samedis soirs à 20 heures aux balcons des appartements pour forcer le gouvernement à prendre des mesures pour aider les locataires les plus précaires privé-es de revenus en cette période de confinement.

LA POLICE PREND DES MESURES :



Je soutiens ma librairie

L'activité des librairies indépendantes a été mise à l'arrêt pendant la durée du confinement. Pour éviter la banqueroute, le site internet "Je soutiens ma librairie" recense les actions possibles pour les soutenir. Et les idées ne manquent pas ! Livraison à domicile, cagnotte, bons d'achat... Il est par exemple souvent possible de passer commande en ligne ou au téléphone, puis de venir retirer sa commande en boutique, à des créneaux horaires précis "dans le respect des règles d'hygiène en vigueur et sans oublier votre attestation dérogatoire".

♦ <https://www.jesoutiensmalibrairie.com>

Le confinement, une nouvelle méthode de gestion politique ?

L'assignation à résidence qui était il y a encore quelques années réservée aux seules personnes purgeant des peines judiciaires, s'est ensuite étendue de manière inquiétante à partir de 2015 aux militant·es de tous poils au moment de la COP21. La juriste Mireille Delmas-Marty s'inquiète dans *Le Point* du 26 mars 2020 du risque de transformer le confinement en nouvelle habitude de gestion des populations en cas de crise. Aujourd'hui le risque serait "de revenir à ce type de mesures au moindre incident. La crainte que l'on peut avoir, c'est que, dans des circonstances moins dramatiques, les pouvoirs publics soient tentés d'utiliser de nouvelles formes de confinement, peut-être plus courtes, moins drastiques et plus localisées, mais qui porteront atteinte à une liberté aussi fondamentale que celle d'aller et venir. Banalisées, et utilisées en dehors de circonstances exceptionnelles, de telles mesures nous ramèneraient à une formule un peu oubliée, mais puissante de la Cour européenne des droits de l'homme, qui nous mettait en garde (dans les années 1970) devant le risque de 'perdre la démocratie au motif de la protéger'". L'état d'urgence ininterrompu que nous vivons depuis bientôt 30 ans et qui n'a cessé de se renforcer, nous alerte sur la facilité qu'il y a à s'habituer à une forme de gestion des populations présentée au départ comme exceptionnelle. La présence de militaires armés dans les espaces publics, considérée il y a encore quelques années comme un apanage des dictatures militaires, est un autre exemple d'une pratique qui choque de moins en moins à force d'être vécue quotidiennement.



» Médias

Vive le postillon !

Certains de nos confrères, comme *Le Ravi* à Marseille ont fait le choix de parutions numériques durant le confinement, ou de rendre achetable une version PDF, comme *CQFD*. *L'Age de faire*, tout comme *Silence*, a fait le choix de publier quelques articles sur son site mais de ne pas sortir le numéro d'avril. Pas facile de s'adapter si rapidement à la difficulté de recourir au bénévolat et au ralentissement des envois postaux. En feuilletant les éditos de certains journaux que nous avons fini par recevoir, nous avons particulièrement apprécié celui du *Postillon*, canard grenoblois. En voici quelques extraits : "Plus grand-chose ne fonctionne, à part les réseaux. Presque tout est interdit, à part passer sa journée derrière des écrans. Presque toute création est impossible, à part s'il s'agit d'enseignement à distance, de 'solidarité numérique' ou de réinventer sa vie sociale à coup d'apéros Skype ou de discussions sans fin sur des groupes de discussions privés. [...] Mais comment apporter des nouvelles pendant le confinement ? Lancer une 'version numérique' ? Hors de question, on a une

fierté. Sortir quand même un numéro ? Certains buralistes ferment, on ne pourra pas faire de criée, échec assuré. [...] Depuis le début de la crise, on m'envoie quantité de liens numériques, d'articles, de tribunes, de vidéos, de blagues et, en fait, je ne regarde presque rien [...]. Alors au bout d'une semaine, l'envie est revenue. Comme dirait Trump : 'Notre journal n'a pas été construit pour être mis à l'arrêt'. *STM*icro et les usines à puces électroniques continuent de tourner, nous on prétend faire une activité bien plus indispensable. Bien entendu, on a fait attention, télétravail, gestes barrières, on était juste cinq pour le bouclage (ah ! comme c'est triste) et les rares bières qu'on a bues c'était à deux mètres de distance. Bien entendu, ça risque d'être un échec commercial, parce qu'on va diminuer le tirage, parce que plein de gens n'iront pas chez les buralistes. Bien entendu, ce qu'on écrit maintenant, mi-avril, sera peut-être périmé au moment où vous le lirez. Mais quel plaisir de lancer un bon gros postillon à la face du virus de la vie virtuelle ! À vos masques et bonne lecture !".

"L'État compte ses sous, on comptera les morts"



Déjà, quelques mois avant l'arrivée du Covid, c'est ce que l'on pouvait lire sur la banderole d'une manifestation de soignant·es en novembre 2019, rappelle l'écrivaine Annie Ernaux dans une tribune du 30 mars.

Le grand coup de frein

"La première leçon du coronavirus est aussi la plus stupéfiante : la preuve est faite, en effet, qu'il est possible, en quelques semaines, de suspendre partout dans le monde et au même moment, un système économique dont on nous disait jusqu'ici qu'il était impossible à ralentir ou à rediriger. À tous les arguments des écologistes sur l'infléchissement de nos modes de vie, on opposait toujours l'argument de la force irréversible du "train du progrès" que rien ne pouvait faire sortir de ses rails, 'à cause', disait-on, 'de la globalisation', estime le sociologue Bruno Latour dans un texte publié le 29 mars 2019, *Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise*.



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

JAI JAGAT 2020

V. de Metz

Des membres de la marche mondiale pour la paix et la justice Jai Jagat, racontent le déroulement de la marche au quotidien.

Hospitalité et générosité en Arménie

Le Caucase. Nous marchons sur les plateaux enneigés d'Arménie. Devant cette immensité, parfois on ne sait plus où s'arrête la terre et où commence le ciel, ils ne font qu'un. Le froid engourdit nos visages, le vent balaye le sol gelé fraîchement saupoudré. On se laisse envahir par ce silence assourdissant. Nous marchons.

Redescendu-es dans la plaine, un vent du nord printanier vient à notre rencontre sur cette longue route droite en direction d'Erevan. Sur ces espaces arides, le mont Ararat sorti de la brume, comme en lévitation, nous relie au ciel. Sacré pour les Arménien-nes, et pourtant en terre turque. On le sait si proche. Lui n'a que faire des frontières. Il est là, puissant, majestueux, offert à tous les regards et à tous les cœurs. Les bourgeons se développent timidement sur les pommiers, abricotiers et vignes qui couvrent ces étendues d'ocres. Dans les villages, les habitant-es nous interrogent et, sans plus de mots, nous offrent pain, confiture ou fromages. L'hospitalité et la générosité s'étendent. Nous marchons. Souvent des véhicules s'arrêtent. On explique comme on peut *Jai Jagat*. Des sourires, des regards interloqués parfois. Des encouragements, toujours. Nous marchons.

Angel et Leowla, hôte et hôtesse d'exception

Je n'oublierai jamais ce jour. À quinze, nous attendons le reste du groupe resté bien en arrière. Angel, surgi d'on ne sait où, nous rejoint au bord de la route. Il nous invite alors pour un café. On accepte, heureux d'emboîter le pas à cet homme dont le regard évoque déjà une noble générosité. Par un chemin de terre, nous atteignons sa maison où nous attend Leowla, sa compagne. Elle nous accueille avec un empressement touchant de spontanéité. Une cour occupée par deux

oies et un dindon entoure une modeste bâtisse surmontée d'une terrasse. Nous y montons, face à un mont Ararat baigné de soleil. La générosité est là. Sur la table sont dressés fromages, "lavash", ces

fraîches et de confits de tomate complètent ce repas abondant et délicieux. Soudain nos vingt-cinq compagnes et compagnons de marche s'annoncent et investissent la cour ensoleillée. Sans sourciller, mais



Accueil et hospitalité lors du passage de la marche Jai Jagat à Saravan en Arménie le 1^{er} mars 2020.

finies galettes de pain servies à chaque repas, confiture d'abricot, poires et cerises au sirop. Angel porte un toast à notre rencontre, puis un autre à nos familles. La joie monte. Arrivent d'autres fromages, faits par leurs soins. Des assiettes d'herbes

plutôt avec un sourire redoublant de bonté, nos hôtes ressortent de quoi nourrir généreusement tout le monde. Sur leurs visages se lit le bonheur infini de donner. Nous sommes béni-es. Cette générosité qui nous touche, nous la savourons, émerveillés-es. Le temps est comme suspendu. On remercie la vie de cette rencontre.

L'amour est palpable, dans cette nourriture offerte, dans les mains qui l'offrent et celles qui la reçoivent, dans nos cœurs qui s'ouvrent. Angel nous confie alors que, lorsqu'il traversa la Russie des années plus tôt, partout où il passa, il fut accueilli sans compter. Il nous enjoint de ne jamais oublier ce moment que nous partageons. Parce que la vie est en cela : en l'amour que nous recevons, en l'amour que nous transmettons. Nous marchons.

» Jai Jagat

La marche vers la justice et la paix se transforme mais ne s'arrête pas

La pandémie de Covid-19 a contraint la marche mondiale *Jai Jagat*, partie d'Inde en octobre 2019 pour aller à Genève, à s'arrêter en mars 2020 en pleine traversée de l'Arménie. Le rassemblement de masse prévu à Genève fin septembre 2020 est annulé... mais ce n'est pas la fin de la mobilisation. Les initiatives locales prévues d'ici là en France, en Europe et dans le monde sont appelées à se maintenir dans la mesure du possible. Si la marche en Belgique a été annulée, celle depuis Bâle va tenter d'être maintenue. En France, pour le moment, les marches vers Genève pourraient bien avoir lieu en septembre depuis Lyon, Lons-le-Saunier, Montpellier, Saint-Antoine-l'Abbaye, Annecy et le Beaufortin. Si la frontière suisse est fermée, le rassemblement d'arrivée prévu les 1 et 2 octobre 2020, pourrait avoir lieu à Annemasse. La marche Lyon-Genève réunira une cinquantaine de personnes, elle partira le 19 septembre et ses objectifs seront recentrés autour des rencontres locales, des formations à la non-violence, des chantiers solidaires, de l'accueil de participant-es de *Jai Jagat Europe* et de migrant-es en son sein. Au niveau mondial, une rencontre est prévue à Genève en décembre pour décider de la poursuite de la dynamique Jai Jagat au-delà de 2020.

♦ Pour plus d'informations, voir jaijagat2020.eu, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou consulter sur le site de Silence www.revuesilence.net les pages "Silence partenaire de Jai Jagat" et "Chaque mois, suivez la marche Jai Jagat".

Silence est partenaire de Jai Jagat.

Pour en savoir plus : <https://jaijagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec Silence.



Autogestion, réappropriation et carnaval : les Bombes Atomiques ont encore frappé !

Les Bombes Atomiques se sont à nouveau retrouvées lors d'une semaine antinucléaire et féministe du 24 février au 1^{er} mars 2020, en mixité choisie sans homme cisgenre (1), à Bure, lieu que l'État souhaite transformer en poubelle nucléaire en y enfouissant des déchets nucléaires. Voici des extraits de leurs communiqués et chants :

Durant cette semaine, nous avons appris à nous connaître, nous avons vécu dans une forme d'autogestion incroyable à 150 personnes. La grange a été transformée en cantine. De la cuisine collective, en action toute la journée émanaient des odeurs merveilleuses, tous les espaces disponibles ont été habités de nos multiples réflexions, ressentis, rêves de lutte, stratégies, des écrits se sont déposés sur les papiers, des criées partagées, des AG infernales dans la salle multi-bondée et transpirante, des coups de barre, des éclats de rire, des boums improvisées, des tentes envolées et sauvées de la tempête, des toilettes sèches vidées à la pelle, des bûches fendues à la masse, des imaginaires en ébullition, des partages sur l'histoire des femmes dans les luttes antinucléaires, la proposition de réinventer l'écoféminisme par un "éco-queer", faire des intersections dans nos luttes, des ateliers de dessin, de la (re) découverte de nos corps, des intimités partagées, une farandole musicale et colorée sous la neige devant le tribunal



pour soutenir une amie malfaitrice, des rencontres de partout ici dans la Meuse.

"Oli oli ola, et l'Andra n'est plus là. C'est nous les Bombes Atomiques, c'est nous les Bombes Atomiques. Oli oli ola, et l'Andra n'est plus là, et nous les Bombes Atomiques, sur ses cendres on danse-là"

Pour clore la semaine, nous avons organisé un carnaval. Nous avons confectionné de magnifiques masques avec des tissus de récupération, des paillettes, et plusieurs personnes ont profité de cet événement pour apprendre à manier une machine à coudre. Une fois costumés de lierre, de capes, de robes à froufrou, de jupes en pneu et chambres à air, de leggings rayonnants, les portes de la maison se sont ouvertes. Ce fut un cortège dans la tempête, dans le vent qui faisait claquer nos banderoles, sous la pluie qui frappait nos visages rayonnants de faire ce trajet que nous n'avions pas fait depuis longtemps. Nous sommes arrivés à pied devant le laboratoire de l'ANDRA (2), et nous avons brûlé les

marionnettes à taille humaine à l'effigie de représentants du pouvoir. Nous avons dansé autour de ce feu de joie, chanté, repeint une partie des lieux, et finalement décidé collectivement de rentrer, tous et toutes ensemble.

Malgré la surveillance déployée durant le carnaval et au quotidien sur ce territoire militarisé, malgré la présence policière, nous avons réussi ce qui ne l'avait pas été depuis très longtemps : occuper l'espace aux portes du laboratoire, manifester notre présence et notre puissance d'action.

"Écoutez l' bruit d' nos sabots, écoutez gronder nos colères. Écoutez l' bruit d' nos sabots, notre révolte antinucléaire".

(1) Être cisgenre signifie que notre genre correspond au genre qu'on nous a assigné à la naissance. Cette précision marque le fait que les hommes trans' avaient toute leur place dans cet événement.

(2) Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Grenelle des violences : une couche de peinture rose

Le 25 novembre 2019, Edouard Philippe annonçait les principales mesures du Grenelle contre les violences conjugales. Suite à cela, le collectif *les Effronté-es* a tenu à s'exprimer à travers un communiqué de presse intitulé "Tout ça pour ça !". Selon elles et eux, le plan prévu est clairement insuffisant. Le gouvernement a beau proclamer la mise en place de nouvelles mesures, le budget alloué demeure "peu ou prou le même". Sachant que déjà bon nombre de dispositions ne sont pas appliquées, faute de moyens, comment espérer que ce Grenelle change la donne, sans fonds supplémentaires ? *Les Effronté-es* pointent également du doigt le manque de réflexion sur la prévention des comportements machistes. Le texte aurait pu être l'occasion d'allouer un plus grand budget aux centres d'accueil pour hommes violents, par exemple, dont le nombre et les moyens sont clairement insuffisants. Pour l'instant, ce Grenelle ressemble donc plus à un coup médiatique qu'à autre chose...

» États-Unis

Les femmes artistes au premier plan au musée Baltimore

Le directeur du musée Baltimore (État du Maryland, États-Unis) a annoncé que l'établissement n'achètera que des œuvres créées par des femmes en 2020. Il s'agit de remédier aux profondes inégalités femmes-hommes dans le milieu de l'art, et au sein même du musée, dont seulement 4 % de la collection permanente a été réalisée par des artistes féminines. Cette décision a été prise à l'occasion du centenaire de l'obtention du droit de vote pour les femmes aux États-Unis, en août 1920. Le musée choisit donc de mener une politique de discrimination positive, afin de lutter radicalement pour une meilleure égalité.



"The Rabbit in the Hat", de l'artiste Amy Sherald, a rejoint les collections du Musée d'art de Baltimore.



Agriculture

» Suisse

La brigade paysanne



Pas facile quand on est paysan-ne de s'engager politiquement ou syndicalement quand il faut participer à des réunions, des formations ou des actions qui peuvent durer une journée ou demi-journée et ne sont pas compatibles avec la présence requise à la ferme. Pour pallier cette difficulté, le mouvement paysan *Uniterre* organise des *Brigades paysannes*. Il s'agit d'un réseau d'aide aux paysan-nés afin de pouvoir libérer du temps pour s'engager. Concrètement, des personnes s'engagent à titre bénévole pour venir aider ponctuellement les paysan-nés dans leurs travaux ou dans la garde de leurs enfants ou à la cuisine, lorsqu'ils ou elles sont prises par des activités militantes.

Il ne s'agit en aucun cas de pallier une surcharge de travail, mais bien de permettre l'engagement syndical ou politique. Souvent les brigadistes sont présent-es auprès des agricult-rices de manière différée, pour compenser leur absence.

♦ *Uniterre*, avenue du Grammont 9, 1007 Lausanne, brigade@uniterre.ch, <https://uniterre.ch>, tél. : +41 21 601 74 67

Les esclaves de l'agriculture se rebellent

Dans le Sud-Ouest de la France, des travailleu-ses venu-es généralement du Maroc et d'Amérique latine sont employé-es par des agences d'intérim espagnoles qui fraudent massivement les lois sur le travail détaché imposant de respecter le droit du travail français. Beaucoup de ces travailleu-ses travaillent 11 heures par jour, parfois tous les jours, dans des conditions difficiles et sont renvoyé-es immédiatement en cas d'accident ou de maladie. Heures supplémentaires, primes de précarité et congés non payés, absence de repos hebdomadaire, non-respect de la législation sur la grossesse ou les accidents du travail, semaines de 70 heures payées en dessous du smic, non-respect des règles de sécurité, etc., sont leur lot. Certaines exploitations se sont séparées de tou-tes leurs ouvriè-res agricoles et ne travaillent plus qu'avec un-e cadre qui commande des travailleu-ses détaché-es, assure la *CGT*, qui dénonce avec d'autres un véritable esclavage.

En 2017, cinq ouvri-ères saisonni-ères marocain-es ont porté plainte au conseil des

prud'hommes contre huit entreprises agricoles françaises du Gard, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône et l'agence d'intérim espagnole *Laboral Terra* pour travail dissimulé, dans le domaine du conditionnement des fruits et légumes. L'affaire a été reportée à plusieurs reprises depuis deux ans et après avoir enfin été portée devant la cour prud'homale d'Arles, elle a été de nouveau reportée au 12 mai 2020 (puis peut-être à plus tard du fait de la crise sanitaire) car l'agence espagnole *Laboral Terra* est en cours de liquidation judiciaire.

Les trois ouvrières de ce groupe ont également porté plainte pour harcèlement moral et sexuel. "Pour eux on est des prostituées", s'indigne l'une d'elle qui fait état de pressions et d'attouchements. Un procès qui révèle un véritable système esclavagiste qui se cache derrière nos produits de consommation courante, et qui montre au passage la manière dont les systèmes d'oppression capitaliste, néocolonialiste et sexiste se renforcent mutuellement.

Initiative pour une Europe sans pesticides

Fin 2019, 120 organisations européennes ont lancé une *Initiative citoyenne européenne (ICE)* pour demander une élimination progressive des pesticides de synthèse d'ici 2035 en Europe, une aide aux agricult-rices pour qu'ils et elles changent vraiment leurs pratiques et la préservation des abeilles et de la nature. Le défi est de récolter à l'échelle de l'Union un million de signatures d'ici septembre 2020, afin d'amener la Commission européenne à présenter une proposition d'acte législatif portant sur cette problématique. L'objectif est de réduire progressivement de 80 % l'utilisation de pesticides de synthèse dans l'agriculture de l'UE d'ici à 2030, pour aboutir à leur suppression en 2035. D'autres volets concernent la restauration des écosystèmes naturels pour favoriser la biodiversité, et le soutien au changement des pratiques agricoles. Parmi les organisations françaises à l'initiative de cette *ICE* : la *Confédération Paysanne*, *Génération Futures*, l'*Union nationale de l'apiculture*, *Greenpeace*, *Fédération Nature Environnement*... On peut signer cette initiative sur internet ou sur papier, uniquement sur des formulaires officiels pour rendre nos signatures valables aux yeux de l'UE.

♦ *Génération Futures*, 179 rue de Lafayette, 75010 Paris, tél. : 01 45 79 07 59, www.generations-futures.fr/actualites/ice-pesticides. *Confédération Paysanne*, 104 rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél. : 01 43 62 04 04.

Changer de cap pour la PAC

En mars 2020, 3 600 scientifiques, originaires de 63 pays différents, ont signé une déclaration commune qui affirme que la *Politique Agricole Commune* est la cause majeure de l'urgence climatique et de l'effondrement de la biodiversité dans l'*Union Européenne*. Ils et elles demandent aux gouvernements européens d'en finir avec les subventions accordées à l'agriculture industrielle, et d'aider au contraire les installations paysannes qui favorisent la biodiversité. Cette déclaration s'inscrit dans le contexte de la négociation du budget 2021-2027 de la PAC, qui déterminera sur 6 ans les orientations agricoles de l'UE.

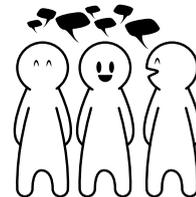
Bio : le gouvernement traîne les pieds

En 2018, le plan *Ambition bio 2022* avait été lancé par le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert avec pour objectif 15 % de la surface agricole utile en bio et 20 % de produits bio dans les repas servis en restauration collective à cette échéance. Un rapport de la Commission des finances du Sénat daté du 5 février 2020 juge cet objectif "inatteignable" dans les délais impartis. On en est début 2020 à 7,5 % des surfaces en bio et à 3 % de produits bio dans les cantines, estiment ses rapporteurs. "On est dans la communication avec un désengagement de l'État dans les aides", déplore l'un d'eux, le sénateur LR Alain Houpert. Au rythme actuel, on devrait arriver à l'objectif prévu en... 2026. Actuellement, la demande augmente rapidement et la France doit importer 30 % de sa consommation de bio, préférant empoisonner les riverains que répondre aux besoins de la population. Une situation absurde.

» Soins des animaux par les plantes

Le manifeste des éleveurs et éleveuses hors-la-loi

Aujourd'hui de nombreux éleveurs et éleveuses qui choisissent de soigner leurs animaux avec des remèdes à base de plantes se retrouvent dans l'illégalité. Leur seul délit : privilégier l'usage des plantes, plutôt que des antibiotiques ou tout autre produit chimique de synthèse. Ces traitements sont des alternatives à la médecine allopathique mais ils sont encadrés par une réglementation inadaptée. La moindre prévention thérapeutique fait rentrer ces remèdes naturels dans la catégorie des médicaments vétérinaires soumis à de lourdes et coûteuses procédures d'autorisation de mise sur le marché. L'automédication est de ce fait interdite. C'est pourquoi plus de 1 000 éleveu-ses ont signé en octobre 2019 un manifeste dans lequel ils et elles reconnaissent pratiquer de la phytothérapie sur leur troupeau et demandent à ce que la législation soit modifiée pour leur permettre de continuer en toute légalité. On peut découvrir cet appel ainsi que de nombreuses informations relatives à ce dossier sur <http://plantesenlevage.fr>



FIN DU MONDE, FIN DU MOIS, MÊME COMBAT !

Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) organise régulièrement des débats sur la non-violence à Nancy dans un nouveau lieu : La Cantoche. Ce soir-là il est question de l'articulation entre justice sociale et transition écologique.

La Cantoche, bar-restaurant associatif bio, local, solidaire et végétarien, accueille des soirées permettant de construire une dynamique d'éducation populaire. Ce soir-là, 30 personnes de toutes générations sont présentes : bénévoles de La Cantoche, Gilets jaunes, membres d'ATD Quart Monde, du MAN, etc.

Ne pas opposer l'écologie et le social !

Le maintien des inégalités empêche la mise en place d'une politique efficace de protection de l'environnement. La justice sociale est le moteur de la transition écologique, laquelle devient aussi un outil de réduction des inégalités.

Les échanges font apparaître la cause profonde de la montée des inégalités et de la destruction des écosystèmes : le système capitaliste dérégulé. Un consensus se manifeste sur le risque d'opposer l'écologie et le social face à un système politique qui tend à profiter de cette opposition.

Si les premières revendications des Gilets jaunes ont pu apparaître comme un rejet des contraintes environnementales, elles n'étaient en fait que l'expression d'un "ras-le-bol". Face à des mesures purement budgétaires, toute une partie de la population, essentiellement de la France périphérique, déjà pénalisée par une inégalité d'accès aux services publics et à l'emploi, n'a pas accepté une nouvelle injustice décidée par une élite. L'argument écologique invoqué par le gouvernement pour taxer les carburants a été perçu comme une leçon de morale, alors que l'État est loin d'être exemplaire sur les questions d'environnement.

Les plus pauvres s'intéressent aussi à l'écologie !

Une militante d'ATD Quart Monde prend la parole pour dire que les plus pauvres sont sensibilisés à l'écologie car ce sont elles et eux qui sont les plus exposés à la hausse des températures,



à la pollution et à la dégradation de la qualité de l'air. Les personnes confrontées à la précarité sont au quotidien "plus écologues" ! Elles mettent en œuvre des pratiques qui font durer les objets pour les remettre en état et les réutiliser, alors que la société de consommation pousse à jeter. Ce sont les riches qui polluent le plus, pas les pauvres, conclue-t-elle !

La nécessité d'élargir le débat au niveau mondial a été mise en exergue. Les inégalités explosent entre les pays, avec leur lot de pauvreté et de migrations forcées, et les populations démunies sont les premières victimes des atteintes environnementales (climat, biodiversité, désertification, etc).

Les pistes d'espoir exprimées sont dans la réappropriation de l'espace du politique par les citoyens et citoyennes, à l'instar du Pacte pour la transition qui a pour ambition d'engager des mobilisations à l'échelle des territoires. C'est bien dans l'exercice d'une démocratie au plus proche du terrain, sans perdre de vue notre interdépendance avec le reste de l'humanité, que nous pourrions créer une dynamique de changement articulant justice sociale et transition écologique.

Denys Crolotte et François Lacôte du MAN-Nancy

- La Cantoche, 180 rue Jeanne d'Arc, Nancy, <https://lacantoche.fr>, tél. : 09 72 10 44 95.
- MAN-Nancy, 22, rue Mozart, 54600 Villers-les-Nancy, man.nancy@nonviolence.fr, www.nonviolence.fr.

Mouvement pour une Alternative Non-violente – www.nonviolence.fr



Michel Tibon-Cornillot



Michel Tibon-Cornillot est mort le 28 mars 2020 du Covid-19 à l'âge de 83 ans. Philosophe et anthropologue des techniques, il a notamment travaillé à l'Institut Pasteur et à l'EHESS où il a eu une influence sur de nombreux mouvements de critique radicale de la technologie. Comme l'explique Hervé Kempf dans *Reporterre*, "Il a notamment développé le concept "déferlement des systèmes techniques contemporains" : ceux-ci ont acquis une puissance et une efficacité telles qu'ils ne sont plus régulables et qu'ils se mettent à frapper les écosystèmes ou les systèmes sociaux avec une telle force qu'ils les font exploser". Auteur de *Les corps transfigurés* (Seuil, 1991) et *Le triomphe des bactéries* (Milo, 2007, avec Antoine Andremont), il a témoigné dans plusieurs procès en faveur des *Faucheurs Volontaires d'OGM* et a été candidat sur une liste décroissante aux élections européennes en 2014.

Les mesures anti gaspi avancent !

Le 13 décembre 2019, l'assemblée a voté l'interdiction de la destruction des invendus non-alimentaires, une des mesures phares de la loi anti-gaspillage du gouvernement. À partir de 2022, les industriels devront donc donner ou recycler les produits non-écoulés (vêtements, cosmétiques, appareils électroménagers...). Le don sera obligatoire pour les produits de première nécessité, comme les protections hygiéniques. C'est une bonne avancée dans la lutte contre le gaspillage, à condition que les grandes entreprises, comme Amazon, n'aient pas la tentation d'aller détruire leurs invendus à l'étranger.



Nous respirons toutes et tous des pesticides perturbateurs endocriniens, cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques !

ATMO France fédère le réseau national des Associations régionales de surveillance de la qualité de l'air. ATMO a publié le 18 décembre 2019 un document très important sur la présence de pesticides dans l'air en France. Ce document est une avancée en matière de transparence et regroupe les mesures de pesticides réalisées en France entre 2002 et 2017 par les différentes associations régionales. On trouve de nombreuses informations très intéressantes et détaillées dans ce rapport. C'est pourquoi Générations Futures a décidé d'utiliser ces données pour évaluer globalement la proportion des pesticides retrouvés dans l'air étant des perturbateurs endocriniens (PE) suspectés ou des cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR). Les propriétés CMR et le statut d'autorisation des substances pesticides en Europe ont été définies en fonction de la base de données de l'Union européenne sur les pesticides en février 2020. Les propriétés PE suspectées ont été définies en utilisant la base de données américaine TEDX.

Les résultats de notre analyse ont de quoi inquiéter. Ainsi :

- Plus du quart (27,55 %) des quantifications de pesticides dans l'air en 2017 étaient le fait de pesticides classés CMR selon l'Europe ! Cela concerne 28,84 % des 52 substances actives retrouvées en tout au moins une fois.
- Plus de la moitié (56,33 %) des quantifications de pesticides dans l'air en 2017 étaient le fait de pesticides suspectés PE selon la base TEDX ! Cela concerne 61,53 % des 52 substances actives retrouvées en tout au moins une fois.

Ces résultats témoignent du fait que l'air est une voie d'exposition réelle des populations à des pesticides préoccupants, perturbateurs endocriniens ou CMR. Ceci est particulièrement préoccupant pour les groupes vulnérables que sont les riverain-es des zones cultivées, particulièrement exposé-es.

Protéger les riverain-es

La présence fréquente de substances actives perturbateurs endocriniens parmi les résidus de pesticides quantifiés dans l'air est particulièrement préoccupante car pour ces substances c'est plus la période d'exposition qui fait le risque que le niveau d'exposition, et donc même des quantités faibles de tels pesticides dans l'air peuvent avoir potentiellement des effets néfastes si l'exposition a lieu à des périodes spécifiques de la vie (fenêtres de sensibilité). À l'heure où de nombreuses mairies essaient de protéger leur population des pesticides en prenant des arrêtés pour restreindre leur utilisation ces résultats montrent qu'il est urgent de protéger les populations les plus exposées en milieu rural en introduisant des zones tampons réellement protectrices d'au moins 100 m. À l'heure actuelle, les mesures proposées par le gouvernement ne permettent pas de protéger les populations. C'est d'ailleurs pour cette raison que notre ONG, avec un collectif d'autres organisations, a déposé un recours juridique devant le Conseil d'État. Affaire à suivre !



Lynn Beatz

Générations Futures - www.generations-futures.fr

La Ritaline débarque en France

Votre enfant ne tient pas en place, n'est pas sage en classe et ne vous écoute pas ? Pas de problème, il existe une solution miracle : la Ritaline, composée d'un dérivé d'amphétamine. Cette dernière, très populaire aux États-Unis, est de plus en plus utilisée en France. En 2017, 810 000 boîtes de Ritaline ont été vendues, soit 4 fois plus qu'en 2005. Ce médicament permettrait, paraît-il, une meilleure concentration, ce qui favoriserait la réussite scolaire. Aux États-Unis, de nombreux étudiants en prennent en période d'examen. Il est possible d'obtenir des prescriptions dès le plus jeune âge pour les petits. "Léger" bémol : sur le long terme, ces pilules peuvent devenir addictives et provoquer des angoisses. Ce que les pro-Ritaline se gardent bien de mentionner.

Vers un système de santé à deux vitesses

Le dispositif "100 % santé" du gouvernement est entré en vigueur le 1er janvier 2020. Dorénavant, les opticiens et les dentistes doivent proposer des lunettes et des prothèses dentaires sans reste à charge pour les patients bénéficiant d'une complémentaire santé ou de la couverture maladie universelle complémentaire, qui couvriront les frais. Ce dispositif creuse les inégalités d'accès aux soins : tout le monde n'a pas les moyens de disposer d'une assurance complémentaire. D'autant plus que les assurances risquent d'augmenter leurs tarifs pour compenser le paiement du reste à charge. Cela s'inscrit dans la lignée de la politique du gouvernement, qui souhaite se diriger vers un système basé sur les assurances, où la sécurité sociale n'a qu'un rôle mineur.



Les biocarburants volètent au secours de l'aviation

Tout, tout sauf remettre en cause nos modes de vie non soutenables, les profits des grandes multinationales et les indices de croissance économique ! La ministre de la Transition écologique et solidaire a lancé le 27 janvier 2020 depuis le siège d'Airbus à Toulouse un appel à projets pour dynamiser la filière des agrocarburants dans le domaine du transport aérien. Entérinant la prévision selon laquelle "dans 20 ans le transport aérien pourrait avoir doublé", elle fixe comme objectif 50 % d'agrocarburants dans l'aviation d'ici 2050 (contre 0,1 % actuellement). Les cinq compagnies qui se sont engagées à y réfléchir (Airbus, Air France, Safran, Total et Suez) sont censées utiliser les carburants des filières sucrières, des huiles usagées, des déchets végétaux et des algues sans "entraîner directement ou indirectement de la déforestation ou entrer en concurrence avec les usages agricoles", selon les demandes de la ministre. On voit mal comment une telle équation serait possible. Mais surtout, ce sont des solutions technologiques typiques du "développement durable" et une vision de l'avenir dépassée que le gouvernement livre en héritage aux jeunes générations en les enfermant dans des choix de société et des imaginaires incompatibles avec notre survie climatique.

» Baromètre des villes cyclables Strasbourg et Grenoble en tête du peloton !

Avec le soutien des très nombreuses associations de promotion du vélo en France, la FUB, Fédération des usagers de la bicyclette, a réalisé, fin 2019, une vaste enquête pour déterminer quelles sont les villes les plus favorables à l'usage du vélo. Elle a ainsi collecté 185 000 réponses à son questionnaire, ce qui en fait l'une des enquêtes les plus vastes jamais réalisées. Cela a permis de recueillir des données précises sur 768 villes de France (n'ont été retenues que les villes avec plus de 100 réponses). L'enquête permet de classer les villes avec précision mais également, par comparaison avec l'enquête précédente (en 2017), de mesurer les progrès réalisés. Les communes ont été classées ensuite en fonction des résultats de A à G. Une seule commune a été notée A : Saint-Lunaire (Ille-et-Vilaine), 7 ont été classées B : Strasbourg (Bas-Rhin), Grenoble (Isère), La Rochelle (Charente-Maritime), Séné (Morbihan), Marseillan (Hérault), Sceaux (Hauts-de-Seine), La Flèche (Sarthe) et Oberhausbergen (Bas-Rhin). A l'autre bout du classement, dans les villes de plus de 200 000 personnes, on trouve Marseille (Bouches-du-Rhône), classée G, derrière Nice (Alpes-Maritimes) et Montpellier (Hérault), classées F.

Ce sont les cyclistes de Paris qui ont le plus répondu au questionnaire (7241 réponses), devant Lyon (5562 réponses), les deux villes étant classées D.

Au niveau de la progression depuis deux ans, le baromètre allait de -2 (forte dégradation) à +2 (forte amélioration). A ce classement, c'est encore Saint-Lunaire qui arrive en tête (+1,6) devant Grenoble et l'Union (Haute-Garonne) (+1,2). Suivent Paris, La Rochelle, Dunkerque (Nord), Meylan (Isère) et Montmorot (Jura) (+1,1).

♦ L'ensemble des résultats, commune par commune, est consultable sur internet : <https://palmares.parlons-velo.fr>

♦ Fédération française des usagers de la bicyclette, 12, rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 71 90, www.fub.fr



Annonces

» À VENDRE

■ **Finistère.** À Brest, maison d'architecte ossature bois dans habitat groupé en co-propriété. 1987, 120 m² + cellier + garage. 5 chambres. Orientée plein sud. Jardin partagé + local commun. Quartier calme. Proche transports en commun et écoles. 230 000 €. Contact : Kerampran, tél. : 06 81 23 04 07.

■ **Puy-de-Dôme.** À vendre, maison à Thiers, près de l'Église Saint-Genès. Façade en colombage, escalier classé, parquet en bon état. Chauffage : gaz de ville, toit isolé avec laine de mouton, 150 m² environ sur 4 étages + 2 caves. Bonne à habiter, 30 000 euros. Contact : marco.manciatif@orange.fr, tél. : 06 87 85 83 83, 8 place Thevenin, 71100 Chalon-sur-Saône.

» TRAVAILLER ENSEMBLE

■ **Morbihan.** Paysanne à Sainte-Brigitte, pépiniériste et productrice de jus de pommes, je souhaiterais travailler à plusieurs sur mon terrain parce que j'aime les relations sociales, partager le plus beau métier du monde : paysan-ne, et dans une idée de décroissance, je pense qu'il est possible de travailler à 3 sur 3ha. Si vous avez un projet d'animation de découverte de la nature, de production de pâtes de fruits, de pommes séchées, ou autre qui pourrait s'adapter à mon éthique et au terrain, bienvenue pour en discuter et prendre le temps pour voir si humainement cela pourrait fonctionner ensemble. Pour plus d'infos : <https://ateliemonmade.wordpress.com>, Hélène Chevalier, tél. : 02 97 27 64 35, chevaliersilfiac@laposte.net

Gratuités : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonné-es (le premier abonnement est à 22 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro d'été, au plus tard le mardi 26 mai, pour le numéro de septembre, le mardi 23 juin, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agenda

UN AGENDA BIEN MAIGRE

Nous avons très peu de visibilité sur les événements qui pourraient effectivement se tenir au mois de juin. Si nous ne pouvons que nous réjouir de l'annulation du salon de l'armement au Bourget prévu initialement du 8 au 12 juin, de nombreux événements écologistes sont malheureusement eux aussi annulés ou reportés.

silence

AG DE SILENCE 13 juin

L'Assemblée générale de l'association *Silence* aura lieu le samedi 13 juin. Ce sera le moment des rapports d'activité, moral et financier, et du renouvellement des instances de la revue : conseil d'administration et comité de rédaction notamment. Nous ne savons pas encore si cette assemblée aura lieu en présentiel dans nos locaux ou à distance. Seules les personnes adhérentes à l'association peuvent voter. Pour vous tenir au courant des modalités d'organisation de cette assemblée ou vous inscrire, vous pouvez contacter la revue au 04 78 39 55 33.

EXPÉDITION DE SILENCE 17-18-19 juin

Dans nos locaux, avec un respect strict des gestes barrières. Merci de vous inscrire à l'avance en contactant la revue.



▲ Pique-nique solidaire et festif à Telgruc-sur-Mer en Finistère le 14 septembre 2019.

La Bretagne contre la francisation de ses noms de rue

En juin 2019, la municipalité de Telgruc-sur-Mer, dans le Finistère, nomme 32 rues de la commune avec des noms de navigateurs et d'oiseaux, sans lien avec les noms historiques en breton. Selon les associations de défense de la culture bretonne, cela contribue à la disparition progressive de la langue dans l'espace public.



DU BOURG DE TELGRUC-SUR-MER, 2 000 habitantes, la rue principale mène à une magnifique plage, déserte en ce début février. C'est le lieu-dit du Caon, qui fait partie des lieux dont les noms ont été changés par la municipalité. Or le nom de ces endroits, en Bretagne, est très important (1). Il constitue à lui seul, sans numéro, toute l'adresse de ses habitations. Jusqu'à une dizaine dans certains cas. Le changement controversé est donc double : donner des noms à des rues qui n'en possédaient pas jusqu'alors et les nommer en français.

La raison invoquée ? la Poste notamment qui, depuis ces trois dernières années, inciterait les édiles du département à faciliter le travail de ses employé-es, pour une meilleure distribution du courrier.

NAISSANCE DE LA MOBILISATION

Le président de l'association *Eost* (*Études ouvertes sur Telgruc-sur-Mer*) Yann-Bêr Kemener a servi de "lanceur d'alerte", selon ses termes, en janvier 2019. Il se rend alors compte de la situation en lisant la presse. Aucune nouvelle dénomination ne correspond aux noms écrits sur les anciens cadastres de la commune. Lui les connaît bien, il a grandi ici et travaille depuis plus de vingt ans sur la toponymie linguistique du lieu. Il regrette que,

malgré cela, la municipalité n'ait pas associé *Eost* à son travail sur la toponymie.

Muni de son gros classeur, il retrace l'historique de cette affaire devenue nationale. "J'ai envoyé un courrier au président de la Région en mars 2019". Deux mois plus tard, Loïg Chesnais-Girard, président du Conseil régional de Bretagne, lui répond par écrit : "Je regrette, tout comme vous, la francisation quasi systématique des noms de lieux bretons. Mais vous le savez, le Conseil régional n'a pas « autorité » sur les communes, ce qui nous laisse peu de marge d'intervention." Son discours aurait changé une fois l'affaire médiatisée selon le juriste et écrivain Yvon Ollivier : "C'est là uniquement que [la Région] a commencé à faire des choses. On a conscientisé le problème breton", explique par téléphone ce cofondateur d'un collectif pour la sauvegarde des noms de lieux bretons. Une lettre ouverte a été envoyée en septembre suivie d'une conférence de presse.

Parmi les signataires, des intellectuel·les et artistes pour la défense de la langue tels que l'historienne Mona Ozouf, les chanteurs Alan Stivell et Dan Ar Braz ou encore le groupe Tri Yann. Des soutiens viennent partout de France : Alsace, Corse, Pays basque... Une manifestation est également organisée le 14 septembre. Selon la presse locale, plus de 500 personnes étaient présentes pour s'opposer à une "francisation des rues".

(1) En Bretagne, depuis des siècles, chaque lieu est nommé selon son utilité. Thérèse Buf, secrétaire adjointe de l'association *Eost*, prend l'exemple d'une rue "connue pour s'appeler 'la rue des vaches rapides' jusqu'à l'époque, l'agriculteur devait les faire traverser rapidement puisque la route était très étroite."



▲ Yann-Bêr Kemener (deuxième à gauche), président de l'association Eost, accompagné de Thérèse Buf, secrétaire de l'association (à droite) et de Jean-Yves et Françoise Thomas, opposé-es aux nouvelles dénominations des rues de leur commune.

HÉRITAGE LINGUISTIQUE MENACÉ

À "80 ans passés", Thérèse Buf, secrétaire adjointe de l'association Eost, a vu l'utilisation de la langue au quotidien décliner en presqu'île de Crozon. Un phénomène qui se produit partout dans la région. Pourtant, selon son expérience d'avoir tenu un gîte pendant une trentaine d'années, l'authenticité du breton serait demandée par les touristes : "C'est ce qui est recherché. Je leur apprends à chaque fois comment dire 'yec'hed mat' et 'kenavo.'" (2)

En plus de l'argument économique en lien avec le tourisme, l'argument prioritaire est celui de la sauvegarde de la culture et la langue bretonnes. Jean-Yves et Françoise Thomas, de Telgruc-sur-Mer, estiment que "dans vingt ans, vous serez rue des pélicans à Telgruc. Les lieux-dits deviendront des panneaux folkloriques."

L'Office public de la langue bretonne (3) ne dit pas autre chose. "Ce serait comme de détruire avec un bulldozer l'église du village en place depuis plus de 1 000 ans et de le remplacer par un grand magasin, réagit Hervé Gwegen, chef du Service patrimoine linguistique et signalisation. Ici, même les gens qui ne parlent pas la langue utilisent ces dénominations en breton." D'après Yvon Ollivier, il faut une politique plus ambitieuse : "On refuse d'enseigner le breton à nos enfants ! Seuls 3 % apprennent la langue. Or, cela devrait être généralisé pour le breton et le gallo."

"LA DÉCISION EST DU SEUL RESSORT DU MAIRE"

L'Office public de la langue bretonne observe différentes réactions de la part des maires face à ce phénomène qui remonte à plus de dix ans mais s'aggrave depuis ces "deux à trois dernières années". "Certaines communes reprennent les noms des lieux-dits, plus ou moins mal orthographiés, en breton, d'autres ne changent rien. Le troisième groupe prend

des noms en français complètement déviés par rapport au nom d'origine." Cette accélération serait favorisée par la Poste mais aussi les entreprises de livraisons à domicile et d'installation de la fibre optique.

Le service communication de la Poste n'a pas souhaité nous répondre. L'entreprise oriente cependant vers un communiqué de presse. "En aucun cas, la Poste n'est intervenue pour demander aux communes de changer ou choisir tel ou tel nom pour une ancienne ou une nouvelle voie, est-il démenti. Dans ce domaine, son action consiste uniquement à alerter et conseiller lorsque l'audit révèle des risques d'homonymie, entre une impasse et une rue portant le même nom, ou qu'il serait préférable de segmenter un lieu-dit en plusieurs voies. (...) La décision de choisir ou faire évoluer le nom d'une voie, d'un hameau ou d'un lieu-dit est du seul ressort du maire."

AFFAIRE LOIN D'ÊTRE TERMINÉE

Contacté, le maire de Telgruc-sur-Mer n'a pas souhaité communiquer non plus. Hervé Gwegen ajoute cependant que, selon lui, les maires n'ont pas de volonté consciente de nuire à la langue : "J'ai du mal à le penser. Ici, à l'Office public de la langue bretonne, on s'occupe des filières bilingues dans les écoles publiques et les élus y adhèrent, cela marche très bien !"

Presque un an après, l'affaire semble loin d'être terminée en presqu'île de Crozon. Elle continue encore de créer des tensions au sein même d'Eost. Pour l'heure, les voies secondaires n'ont toujours pas de noms, au Caon comme ailleurs. À suivre car, loin d'une dispute anecdotique façon Clochemerle, cette affaire porte les enjeux de la résistance des territoires locaux face à l'uniformisation du monde.

Manon Deniau ■

■ Office public de la langue bretonne
Ofis publik Ar Brezhoneg –
31 rue des Martyrs
29270 Carhaix
brezhoneg.bzh

(2) "À la vôtre !" et "au revoir" en français.

(3) Établissement public en charge du développement de la langue bretonne.



▲ Banderole des trouble-fêtes.

Contre *Super Demain*, pour une critique radicale du numérique

Les 14 et 15 novembre 2019 se tenait à Lyon le festival *Super Demain*, soutenu par la métropole. Sous couvert d'éduquer au numérique, cet événement participe activement à préparer les humains à vivre dans une société sous une emprise totale du numérique. Nous étions une quinzaine de trouble-fêtes à nous y inviter : retour sur notre action, sur son accueil et sur ce que cet événement dit de la critique du numérique aujourd'hui.

Super Demain est un événement lyonnais qui défend le développement du numérique et qui a accueilli en 2019 plus de 4 000 personnes sur un week-end à l'hôtel de la métropole de Lyon. Une nouvelle édition est annoncée pour la fin 2020.

AU FESTIVAL *SUPER DEMAIN*, ORGANISÉ par Fréquence école (1), aucune remise en question de l'impact destructeur des réseaux sociaux sur les liens entre les personnes, pas de réflexion sur les nouvelles possibilités d'exploitation des travailleuses permises par le numérique, ou sur la mise en place d'un contrôle totalitaire de notre vie quotidienne via la puissance des algorithmes. Les seuls enjeux que se propose d'aborder le festival gravitent autour de la protection des données personnelles, du coût d'un mail à envoyer, ou encore de la mise en garde contre la cryptomonnaie. Des questionnements qui, en plus d'être insuffisants, se noient dans la myriade d'ateliers de découverte et de promotion du numérique sous toutes ses facettes : réalité virtuelle, cour d'école connectée, utilisation de drones (2)...

PORTER UN AUTRE DISCOURS

Consterné-es par ce constat nous avons donc décidé d'agir ensemble, afin d'introduire une réelle réflexion. Nous avons placé une table d'information devant la seule porte d'accès de l'événement, accompagnée de

tractages et de discussions dehors et à l'intérieur du bâtiment, pour finir par des interruptions et questions posées lors des conférences.

Ces journées d'actions se sont apparentées à des jeux de chats et de la souris entre la sécurité du festival et les trouble-fêtes, qui passaient d'une salle à une autre ou reprenant la parole lorsque l'un-e d'entre nous était expulsé-e d'une conférence. Plusieurs personnes organisatrices sont venues discuter avec nous. Certain-es étaient enclin-es à nous faire entrer dans les conférences, tandis que d'autres refusaient clairement que nous restions plus longtemps. Tout du long du festival, la position des organisatrices a été assez ambiguë à notre égard, oscillant entre mépris, discussion, et tentative d'assimilation de notre discours.

Nous pourrions faire nombre d'hypothèses pour éclairer ces positions, mais nous pensons que l'un des meilleurs éléments de réponse réside dans la question que l'on nous a inlassablement posé tout au long de la journée d'action : "pourquoi ne venez vous pas participer à notre festival ? Nous proposons des réflexions sur le numérique qui intègrent tous les acteurs, alors pourquoi pas vous?".

(1) Fréquence école est une association qui organise des ateliers, interventions dans les écoles, festivals sur le numérique et les médias, dans le but de "développer l'éducation aux médias numériques".

(2) Vous pouvez retrouver le programme de *SuperDemain* édition 2019 sur son site internet, à l'url <https://www.superdemain.fr/programmation>



▲ Paradoxalement, beaucoup de publicités vantent le numérique comme un moyen de "sublimier" la nature...

FAIRE OBSTACLE À LA RÉCUPÉRATION DE LA CRITIQUE DU NUMÉRIQUE

Cette question est révélatrice de la position du Festival, qui s'inscrit dans la défense des technologies numériques, notamment en lien avec le monde économique. Celui-ci a fortement évolué dans son rapport aux technologies numériques du début des années 2000 à aujourd'hui. Si au début du millénaire, les acteurs économiques et politiques soutenant le numérique pouvaient passer plus ou moins outre la critique (sanitaire, sociale, politique) de celui-ci, ce n'est plus le cas aujourd'hui. À travers les médias et les multiples scandales (*Cambridge Analytica*, Edward Snowden et la NSA, et plus près de nous les compteurs Linky (3) ou les lois qui sont passées (notamment la loi Abeille (4) en 2015), les acteurs du numérique doivent composer avec ces critiques s'ils veulent continuer leurs activités.

Pour faire face aux critiques croissantes, le festival opère en deux temps. Premièrement, reconnaître qu'il y a des réels problèmes dans l'utilisation et la production du numérique. Deuxièmement, expliquer que ces problèmes peuvent être résolus, notamment par ceux qui en sont responsables, logiquement plus à même d'apporter des solutions. Les noms de ces responsables se retrouvent d'ailleurs parmi les sponsors du festival : EDF, Free, Vinci, Caisse d'épargne... *Super Demain*, via ses ateliers et conférences, nous donne la seule et unique solution aux problèmes technologiques : encore plus de technologie.

Dans cette stratégie de légitimation, la critique n'est pas refoulée, elle est même recherchée. Investir le champ de la critique jusqu'à le saturer permet de sélectionner les critiques admissibles est celles qui ne le sont pas. Les problèmes audibles se révèlent souvent être ceux dont la solution requière des actions individuelles ou l'achat de nouveaux bidules informatiques, parfois les deux.

Au sein de ce genre d'événements, l'idée même de contestation collective ou de revendication portée contre les géants du numérique est évacuée au profit de réflexions individuelles ou formations au numérique. Ces quelques critiques se noient dans l'ensemble des informations et des discours, mettant sur le même plan les réflexions portées par des groupes militants comme la *Quadrature du net* (5) et celle d'un employé de Google.

POUR UNE CRITIQUE RADICALE ET PROTESTATAIRE

Parce que nous ne voulons pas être la caution critique de *Super Demain*, parce que nous ne résoudrons pas les problèmes du numérique main dans la main avec les *start up* du numérique ou les GAFAM, et parce que nous croyons en l'importance d'une critique radicale du numérique, nous ne participerons jamais à ce genre d'événements, sauf pour les saboter.

Les enjeux qui tournent autour du numérique sont imbriqués dans des rapports de force qui structurent notre société. Le mode de société capitaliste et industrielle de notre civilisation implique une division du travail et des dominations d'une violence inouïe qui s'exerce chaque jour partout dans le monde, y compris dans le monde enchanté du numérique. Nier ces rapports nous empêchent de concevoir la réalité : les décisions sur le numérique continuent de se faire sans nous, dans une totale indifférence vis-à-vis des dégâts sociaux et environnementaux qui touchent tous les peuples de planète.

Contre *Super Demain* et Fréquence école, plaçons pour une reprise en mains de la critique du numérique. Nous revendiquons une critique protestataire qui s'inscrit dans les autres contestations et mouvements sociaux qui se font en ce moment même.

Des trouble-fêtes ■

Contre la 5G

Actuellement, le mouvement contre l'implantation de la 5G fait partie de ces luttes qui se structurent et se développent partout en France, et qui ont grand besoin de ces positions radicales que nous défendons. Si vous voulez prendre part à ce mouvement, nous vous invitons à vous rapprocher des coordinations anti-5G qui fleurissent un peu partout dans le pays.

■ Coordination des anti-comp-
teurs communicants
<https://collectif-accad.fr>
contact@listes.collectif-accad.fr

Contacts :

■ Les Décablés, chez Les Clameurs, 23 rue d'Aguesseau, 69007 Lyon, lesdecables@riseup.net

■ Écran total, Le Batz, 81140 Saint-Michel-de-Vax, ecrantotal@riseup.net

■ Ly'ondes, 04 78 33 82 63 (le lundi et mardi de 10 h à 13 h) associationlyondes.wordpress.com

■ Tripalium, www.tripalium.org

Pour aller plus loin

■ "Fabriquer l'acceptabilité sociale des nouveaux OGM", Danièle Gonzalez, *Silence*, n°456, mai 2017.

(3) La société *Cambridge Analytica* a commencé à recueillir dès 2014 les données personnelles de 87 millions d'utilisateurs Facebook. Ces informations ont servi à influencer les intentions de votes en faveur d'hommes politiques qui ont retenu les services de l'entreprise.

(4) LOI n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques.

(5) Une association qui "œuvre pour un Internet libre, décentralisé et émancipateur", notamment en luttant contre la censure et la surveillance sur internet.



Laura Marques

▲ Sofa, réalisée par Laura Marques (artiste portugaise) après sa visite à Urgeiriça.

Quand le silence tue : la radioactivité muette des mines d'uranium au Portugal

C'est un des derniers jours gris de l'hiver, dans l'intérieur du Portugal. À l'extérieur du village, derrière les amandiers en fleur des jardins, on devine une douce colline sur le point de reverdir. "Ce n'est pas une colline", nous explique Fernando, "c'est le terril de résidus radioactifs de l'ancienne mine d'uranium d'Urgeiriça".

UNE COLLINE ARTIFICIELLE SE DRESSE AU loin. Ce sont 1 600 000 mètres cubes - soit presque 45 Arcs de Triomphe - de matériaux provenant des puits et de l'usine de traitement chimique qui sont recouverts d'argile, de pierre, de sable, de couches imperméabilisantes de géotextile et de terre végétale. Aucun arbre ne pousse ici, aucune brebis ne broute sur ces pâturages. Seul l'outillage de monitoring chimique et radiologique est visible sur la colline. Les travaux ont commencé en 2006 et ont rendu à la terre des matériaux radioactifs qui avaient commencés à être extraits un siècle auparavant, longtemps avant que l'on ne sache comment fissionner un atome pour produire une détonation atomique ou de l'énergie nucléaire.

PETITE HISTOIRE D'UNE MINE D'URANIUM AU PORTUGAL

C'est en 1913 qu'une entreprise française, la société *Urane-Radium*, commence à exploiter les entrailles d'Urgeiriça pour en extraire du radium. Des composés de cet élément, venus de ce village retiré, se retrouvent dans les laboratoires parisiens de Marie Curie. La scientifique, pionnière de la recherche sur la radioactivité, cultiva toute sa vie une étroite relation

avec l'industrie naissante du radium. Elle finit d'ailleurs par mourir aux mains de la radioactivité, comme moururent de nombreu-ses habitant-es d'Urgeiriça des années plus tard, à une époque où les effets nocifs des radiations ionisantes et du radon étaient pourtant déjà bien connus. (1)

Au début des années 1930, c'est la *Compagnie Portugaise du Radium*, au capital anglais, qui rachète la concession minière : son sigle, *CPR*, est encore lisible sur le château d'eau qui surplombe le village.

Après la seconde guerre mondiale, les riches gisements d'uranium que possède le Portugal en territoire ibérique (parmi les plus importants d'Europe) ainsi que les potentiels gisements de ses colonies (en particulier le Mozambique) permettent au pays de trouver rapidement sa place dans la géopolitique de la Guerre Froide. Le Portugal entre dans l'OTAN (1951) puis dans l'Agence internationale de l'énergie atomique (1957) en tant que membre fondateur. À Urgeiriça commence alors le temps de l'extraction intensive. Les gouvernements anglais et nord-américains, qui convoitent le monopole international du minerai, n'ont aucun scrupule à établir des accords commerciaux avec une dictature d'orientation fasciste.

(1) Si l'on ne comptabilise que les mineurs et travailleu-ses : plus de 100 décès sur 500 travailleu-ses depuis 1986 (170 selon l'Association des anciens Travailleurs des Mines d'Uranium).

À la fin des années 1960, la dictature portugaise crée la Commission de l'énergie nucléaire (JEN en portugais), qui prend les rênes de la CPR. L'un des objectifs affichés est alors d'utiliser l'uranium national pour alimenter un programme nucléaire qui, contrairement à la dictature espagnole voisine, peine à démarrer.

La révolution du 25 avril 1974, qui voit la chute de la dictature et le retour de la démocratie change peu de choses : le projet technique et politique se maintient, les effets environnementaux de l'exploitation minière sur le lit du fleuve Mondego restent inchangés voire empirent (du fait des systèmes d'extraction par lixiviation des eaux acides qui se développent à l'époque), et le traitement chimique et industriel du minerai dans l'usine continue de recouvrir le village, les vêtements, les maisons et les corps d'une poussière silencieuse et mortelle. (2)

"PERSONNE NE PARLAIT DES DANGERS DE LA RADIOACTIVITÉ"

Fernando est membre de l'Association des anciens Travailleurs des Mines d'Uranium (ATMU). Il nous montre sa maison dans laquelle il ne vit pas : le taux de pollution est trop élevé pour dormir sous ce toit. Ici, la plupart des maisons ont été construites avec les pierres de la mine, et sur des déchets qui laissent entrevoir le jaune caractéristique du minerai nucléaire. De nombreuses femmes qui travaillaient à la maison sont mortes de cancer. Les témoignages que l'on entend dans le village sont terrifiants : *"Nous, à Urgeiriça, on avait tout, mais on ne savait pas le mal que ce 'tout' nous faisait", "[les travailleu-ses] rentraient à la maison avec les habits couverts de poussière", "quand ils ont enlevé la baignoire, on a découvert, là-dessous, deux gros cailloux d'uranium", "les matériaux pour faire les fondations des édifices ont été récupérés des terrils", "personne ne parlait des dangers de la radioactivité".* À Urgeiriça, on entend dire : *"Personne n'a jamais pris la peine de nous expliquer si l'uranium était nocif ou pas pour la santé, les cadres de la direction des mines n'ont jamais organisé une quelconque réunion d'information sur les dangers de la radioactivité. Du coup, ce n'est pas surprenant que dans pratiquement toutes les maisons on trouve un caillou du minerai, un joli objet qui sert de presse-papier."* Et le village dort sur 6 puits et 19 étages de mines (soit 500 mètres de profondeur).

UN DANGER DÉ-MESURÉ DANS UNE EUROPE HORS DES QUADRANTS

La plupart du temps, lorsque nous pensons aux risques nucléaires, ce sont les risques exceptionnels, associés à la course à l'armement et aux accidents nucléaires qui nous viennent à l'esprit. Les risques banals, quotidiens, comme ceux associés



▲ Carte réalisée à partir du site de la DGE (Direction Générale de l'Énergie et de la Géologie) : localisation d'Urgeiriça et des mines d'uranium portugaises aujourd'hui en "réhabilitation environnementale".

à l'extraction des minerais radioactifs passent à la trappe, d'autant plus lorsqu'ils se trouvent dans une zone géographique proche, car européenne, mais largement située en dehors de notre champ de vision. Les travaux des historien-nes de la technologie comme ceux de Gabrielle Hecht ont permis de dénoncer l'exploitation des mines d'uranium dans les pays post-coloniaux comme le Gabon ou le Niger, ex-colonies françaises. Mais au sein des ex-métropoles, des régions périphériques ont aussi vécu les effets silencieux, de basse intensité mais de longue durée de l'extraction minière de l'uranium.

"La radiation ne se voit pas, ne se sent pas, ne s'entend pas". Ces mots du président de l'ATMU retentissent dans notre tête, pendant que nous nous promenons dans les rues d'Urgeiriça, entre les maisons des travailleu-ses, qui furent construites grâce aux politiques paternalistes de la CPR, lorsque nous passons dans le parc désert "récupéré" autour de l'immense chevalot du puits de Santa Bárbara (qui contient encore

(2) Les conditions de travail des mineurs connurent cependant quelques améliorations, la semaine de travail passa de 45 à 40 heures et ils bénéficièrent d'une légère augmentation de salaire.



▲ "Derrière les amandiers en fleur des jardins, en devine une douce colline"

plusieurs foyers de contamination). La ballade nous conduit au jardin-école (là où on retirait des pelles de pierres d'uranium), passe par les potagers (avec ses choux cavaliers qui ont survécu à l'hiver) et finit sur le chemin boueux qui conduit aux barrages faits de dépôts radioactifs.

LA VOIX DES EX-TRAVAILLEU·SES POUR ROMPRE LE SILENCE

Pendant des dizaines et des dizaines d'années, le silence toxique s'est vu conforté par une politique du silence. Mais au début du 21^e siècle, le pacte du silence s'est brisé. Les travailleu·ses, et leurs familles d'Urgeiriça, organisées en associations (la AZU et la ATMU) (3), se sont mobilisées

pour exiger de l'Etat une reconnaissance et une prise en charge des conséquences de la radioactivité sur la santé et l'environnement. En 2016, ils ont finalement réussi à ce qu'une loi établisse un "droit à la compensation pour décès lié à une maladie professionnelle". Une victoire qui s'accompagne d'une douleur irrémédiable et d'un héritage toxique de milliers d'années. "30 000 euros pour mon père? Et puis, nous sommes 5 frères: pour 5 000 euros j'aurais préféré avoir mon père en vie!", nous dit rageusement l'un des plus jeunes membres de la ATMU.

Mais la lutte est loin d'être finie : les travailleu·ses sont mobilisé·es pour la préservation de l'environnement local car malgré les 50 millions d'euros dépensés en "réparation

Silence dans la salle ! Les mineurs face aux scientifiques

Quel rôle ont joué les scientifiques, médecins et ingénier·es dans la lutte des mineurs ? Et inversement : comment les ancien·es travailleu·ses des mines ont-ils et elles contribué à rendre audible les conséquences de la radioactivité étouffée par les politicien·es et les médias ? Autant de questions débattues lors d'une table ronde organisée en juin 2019 à l'Université de Lisbonne. Le débat s'inscrivait dans un cycle de conférences intitulé "Science, Technologie et Médecine sur la place publique", qui a pour objectif de réfléchir à la façon dont les mouvements sociaux ont remis en question les connaissances scientifiques.

La discussion a fait ressortir le rôle des travailleu·ses de l'uranium dans la construction du savoir scientifique. António Minhoto a expliqué que si plusieurs institutions scientifiques se sont penchées sur les effets pathogènes

de la radioactivité à Urgeiriça, c'est en grande partie grâce à la mobilisation de la communauté minière.

Mais des tensions ont aussi émaillé la collaboration entre expert·es et anciens travailleu·ses. Orciano Pereira a ainsi expliqué qu'au départ, les travailleu·ses n'ont pas été informé·es des risques de la radioactivité. Certain·es médecins et technicien·es se sont caché·es derrière l'absence d'études et derrière la difficulté à établir des relations de causalité pour ne pas se mouiller face aux symptômes présentés par les travailleu·ses. Les communautés minières ont cherché (et elles ont fini par trouver après des années de lutte) dans la science de quoi conforter la vérité qu'elles portent dans leur chair et leur mémoire : "la radioactivité ne se voit pas, mais elle tue."

(3) AZU, Association environnementale en Zone Uranifère.



▲ M. Orciano Pereira, devant la mine: "Cette sensibilité à la main droite, qu'Orciano a ressenti après avoir manipulé des bidons d'uranium".

environnementale" par le gouvernement portugais, aujourd'hui une vingtaine de mines présentent encore un risque de toxicité très élevé dans le pays. Au-delà, les travailleu-ses sont aussi en lutte pour un monde sans nucléaire. Ces dernières années, on les voit partout : à Caceres (Espagne), sous les pancartes noires qui réclament la fermeture de la centrale d'Almaraz, à Niza (Portugal) et Salamanque (Espagne), pour afficher leur solidarité au *Movimento Urânio* (le Mouvement Uranium), Niza Não et à la plateforme *Stop Urânio*, qui milite contre l'exploitation à ciel ouvert d'un des plus grands gisements d'uranium d'Europe. On les retrouve encore dans les capitales, à Madrid, à Lisbonne, pour assister à des réunions du *Mouvement Ibérique Anti-nucléaire*, et bien sûr à Urgeiriça où ils organisent des activités basées sur les principes d'autogestion et avec un esprit communautaire. Citons par exemple des présentations de livres sur l'histoire des mines, le Festival international de cinéma sur l'uranium (*International Uranium Film Festival*, fondé à Rio de Janeiro en 2010) ou encore un musée pour que la mémoire minière survive aussi à la pollution millénaire qui a détruit leur *terrinha* (terre).

Car ils et elles ne veulent pas que l'on oublie leur terre, où ils et elles ont vécu si longtemps et refusent de quitter. Comme pour certains des survivants de Tchernobyl qui témoignent dans l'ouvrage *La Supplication* de Svetlana Alexievitch (4), cette terre est leur berceau de vie, d'amour, de leur communauté, de leur lutte. "*Nous sommes comme des lézards, entend-on à Urgeiriça, on leur coupe la queue et elle repousse*".

Celia Miralles, Jaume Valentines-Álvarez,
Jaume Sastre-Juan, historien-nes ■

Brèves d'une France nucléaire : petite chronologie de l'extraction en Limousin

Comme le Portugal, la France ne s'est pas contentée d'exploiter l'uranium dans ses colonies. Entre la Seconde Guerre mondiale et la fin des années 1990, ce sont près de 52 millions de tonnes de minerais qui ont été extraits dans les mines de France métropolitaine, la moitié environ dans les mines de la région du Limousin.

La découverte de gisements exploitables dans cette région date de 1804, mais ce n'est que dans les années 1950 que les mines commencent à être exploitées, suites aux prospections réalisées par le *Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA)*. Comme pour le cas portugais, l'uranium est alors considéré comme un "bien commun" permettant de rendre la France indépendante pour ses grands projets de développement énergétique et militaire. En 1956 est construite l'usine de traitement de Bessines et l'exploitation s'intensifie, jusqu'à ce qu'en 1976 le CEA cède ses exploitations à la *COGEMA (Compagnie Générale des matières nucléaires, devenu AREVA NC puis Orano Cycle)*. La *COGEMA* continue d'exploiter les mines jusqu'en 1995. Comme dans le cas portugais, la prise en compte de la radioactivité des mines et donc du danger que représente l'extraction et le traitement de l'uranium coïncide avec la fin de l'activité. En 1999 des associations pour l'environnement assignent la *COGEMA* en justice, pour pollution de cours d'eau, mise en danger d'autrui et abandon de déchets radioactifs. De ce procès inédit, la *COGEMA* sortira acquittée du dernier délit. C'est surtout par l'argument scientifique qu'elle se sort de ce guépier : les expert-es peinent à établir un lien de causalité sans faille entre l'exploitation et la radioactivité dite anormale présente dans l'environnement.

La prise en main de la revendication par les écologistes conduit à laisser de côté les travailleu-ses dans le cas du Limousin, contrairement à Urgeiriça où, les mineurs, travailleu-ses et leurs familles sont au cœur des mobilisations.

Mais ni l'échec du procès limousin, ni la victoire des mineurs d'Urgeiriça ne signent la fin de la lutte. Peu importe le résultat, le procès a permis de fissurer le mur qui protège l'exceptionnalisme nucléaire.

(4) *La supplication. Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse*, Svetlana Alexievitch, éd. J'ai Lu, 1997, 250 p.



▲ Une caverne d'Ali baba du Nord.

Penser une autre économie avec la Coop 5 pour 100



La Coop 5 pour 100 est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), située près de la gare de Caen. Sa mission principale ? Proposer une alternative au modèle économique actuel. Pour cela, elle peut compter sur sa ressourcerie, son épicerie, sa cantine et ses ateliers.

L'"HISTOIRE DE COOP 5 POUR 100 COMMENCE en avril 2015. À l'origine de ce projet collectif, 5 personnes, qui ont décidé de monter une structure différente, basée sur un modèle économique plus équitable. "On ne se retrouvait pas dans la dichotomie salarié-patron, consommateur-producteur", raconte Laetitia. La Coop base sa démarche sur 5 piliers : la durabilité, la solidarité, la démocratie, l'éthique et l'ancrage territorial.

HORIZONTALITÉ ET TRANSPARENCE

La SCIC comprend environ 400 membres, dont 11 salarié-es. La part sociale est de 10 €. "On ne rémunère pas le capital", précise Laetitia. "Donc quand on se retire, on repart avec ses 10€". Chaque membre s'engage à donner 2h de son temps à la coopérative par mois. L'achat d'une part est obligatoire pour tout bénévole souhaitant s'engager à la Coop. Le profil des membres est très varié : "on a des personnes exclues du travail : chômeurs, migrants, handicapés, mais aussi des retraités, des étudiants ou encore des actifs qui viennent".

Les principes majeurs sont l'horizontalité et la transparence. Lors des prises de décision, "une personne

équivalait à une voix, peu importe son statut", explique Laetitia. Pour gérer les activités de la Coop au quotidien, il existe des groupes de travail thématiques (le groupe alimentation, ressourcerie, sensibilisation, etc.), qui se rencontrent régulièrement, selon les besoins et l'actualité de la coopérative. Un conseil coopératif se tient tous les deux mois, pour traiter du budget, des embauches, ou encore des partenariats à signer. Les différentes réunions sont ouvertes à tous les membres de la coopérative qui souhaitent y assister. Beaucoup d'informations sur la SCIC sont disponibles sur son site internet, afin de garantir un maximum de transparence.

Le fonctionnement de la Coop n'a pas été une évidence pour tou-ttes dès le départ. "Le frein le plus dur, c'est qu'en France, on n'a pas une grande culture de l'autogestion", déplore Laetitia. "Tous les coopérateurs, qu'ils soient salariés ou usagers sont co-propriétaires et co-responsables de cette entreprise au même niveau ! Certains ne sont pas habitués à cette absence de hiérarchie dans la responsabilité et la prise de décision." Cependant, d'après la salariée, chacun-e commence à trouver sa place à la Coop : "il faut se faire confiance!".



▲ Les rayons bien achalandés de la Coop !

DES ACTIVITÉS VARIÉES POUR REPENSER L'ÉCONOMIE

La Coop s'est installée dans un grand entrepôt, qui accueille ses différents pôles. Au centre du bâtiment, la ressourcerie, qui vise à redonner une seconde vie à des objets défectueux, ou dont les propriétaires n'ont plus l'utilité. Il faut d'abord collecter les objets : les personnes les amènent à la coop ou bien dans des points de dépôts précis. "65 tonnes ont été collectées entre mai et novembre 2019", affirme Laetitia, salariée et co-fondatrice de la Coop. Puis, ils sont triés, afin de vérifier qu'ils sont fonctionnels et répondent aux normes de sécurité, réparés le cas échéant, et nettoyés. Enfin, ils sont revendus à bas prix en magasin, ou donnés à des associations. La Coop mène des actions de sensibilisation à la réduction des déchets et au réemploi tout au long de l'année.

À droite de la ressourcerie se trouve l'épicerie. Elle a pour vocation de valoriser le zéro-déchet, l'agriculture biologique et les circuits courts. Les prix des produits sont fixés par les producteurs, et la Coop rajoute une marge. "On a 3 marges différentes", détaille Laetitia, "une de 15 %, pour les produits de base et les achats directs aux producteurs locaux, une de 20 % pour les autres produits, puis une de 28 % pour ceux qui viennent de plateformes de vente et hors-région".

Accolée à l'épicerie, la cantine permet de favoriser la consommation locale. Les aliments utilisés proviennent autant que possible de l'épicerie de la Coop. Le prix du menu est fixe (12 € entrée/plat/dessert), et permet de couvrir le coût des produits ainsi que les frais de fonctionnement de la cuisine. Enfin, les ateliers, situés dans la partie gauche du bâtiment, ont pour vocation d'apprendre à chacun-e à réparer soi-même ses objets. Il est possible d'y travailler le bois, le métal, l'électronique ou encore de faire de la couture.

UN CHEMIN SEMÉ D'EMBUCHES

Le chemin jusqu'aux locaux actuels n'a pas été évident. La Coop 5 pour 100 s'est d'abord installée dans des bâtiments appartenant à la ville de Caen, en mai 2016. Elle opérait alors sous forme associative. Elle y a lancé un groupement d'achat et son projet de ressourcerie en phase test. Cependant, le lieu ne répondant pas aux normes d'accueil du grand public, l'association a dû monter un projet de financement pour effectuer les travaux nécessaires. Mais en mai 2017, la municipalité a refusé de signer un bail de long terme, qui aurait permis à la Coop de bénéficier d'emprunts. "C'était beaucoup de travail, pour finalement se faire lâcher par la ville", regrette la salariée.

En septembre 2017, la Coop, devenue SCIC, trouve les locaux rue de Trouville, à 20 minutes en vélo du centre ville, et décroche un bail de 11 ans. De gros travaux de rénovation et d'aménagement ont été effectués, avant l'ouverture officielle, en mai 2019. La SCIC a contracté trois emprunts séparés auprès du Crédit Coopératif, de la Nouvelle Économie Fraternelle et de Normandie Active pour les travaux, pour un total de 240 000 €. Normandie Active fait office de garant bancaire. La Coop 5 pour 100 bénéficie également du soutien de Legallais, une entreprise caennaise de quincaillerie réputée dans le milieu de l'économie sociale et solidaire, et de subventions de l'ADEME et de la région Normandie. Pour l'instant, la Coop est déficitaire. "Nous espérons atteindre l'équilibre à terme en augmentant notre chiffre d'affaire, grâce aux ventes et aux prestations", indique Laetitia. "Pour cela, nous comptons sur une montée en puissance de la coop : beaucoup d'habitants ne nous connaissent pas encore et nous avons des perspectives de développement auprès des pouvoirs publics". Et de conclure avec optimisme : "On a toujours réussi à se débrouiller jusqu'ici !".

■ Coop 5 pour 100,
33 rue de Trouville
14000 Caen,
09 81 12 16 73,
<http://coop5pour100.com>

Manon Salé ■

► Le "Green Friday" est une journée anti-consumériste, portée entre autres par l'association Greenpeace, pour dénoncer l'hyperconsommation, incarnée par les journées "Black Friday", journées de gros rabais incitant à la consommation.



La lutte contre l'obsolescence enfin programmée à l'agenda politique

Pourtant considérée comme un fléau écologique, l'obsolescence programmée est restée de nombreuses années sans être prise au sérieux par les différents gouvernements qui se sont succédés.

DES DÉBUTS ENCOURAGEANTS

En France, la loi sur la transition énergétique de 2015 officialise le délit d'obsolescence programmée. Tout fabricant reconnu coupable de ce délit est susceptible d'être puni de 2 ans d'emprisonnement et 300 000 € d'amende. La somme peut être majorée et atteindre 5 % du chiffre d'affaires annuel. L'association HOP (*Halte à l'Obsolescence Programmée*) a profité de cette opportunité pour réunir environ 15 000 témoignages qui ont permis d'étayer, en juillet 2018, 2 plaintes, contre Apple et contre les fabricants d'imprimantes. La *Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF)* a condamné Apple, le 7 février 2020, à payer 25 millions d'euros (1). L'administration française a donc reconnu les pratiques trompeuses du fabricant de smartphones.

ALLER PLUS LOIN AVEC LA MISE EN PLACE D'UN INDICE DE RÉPARABILITÉ ET DE DURABILITÉ

Mardi 21 janvier 2020, l'Assemblée nationale a voté la mise en place d'un indice de réparabilité destiné aux appareils électriques, électroniques et électroménagers (2). Concrètement, qu'est-ce que cela va changer ? A partir de 2021, un vendeur sera contraint

de fournir à ses clients, avant leurs achats, le détail de la note de réparabilité de chaque produit en vente. Basé sur 10 critères uniformisés à l'échelle nationale, l'indice sera présenté sous forme d'une note sur 10. Parmi eux, le prix des pièces détachées, la facilité et rapidité de démontage du produit ou encore l'accès du professionnel de la réparation aux logiciels (3). Mais, tout manquement à ces obligations d'information est passible "d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000 € pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale", ce qui est très faible à l'échelle d'une chaîne de distribution. Encensé par le gouvernement, l'indice de réparabilité n'est en réalité qu'une première étape avant d'évoluer vers un indice de durabilité. Ce dernier sera enrichi de "critères de robustesse et de fiabilité", comme l'indique M^{me} Véronique Riotton, rapporteure du projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (4). La France serait alors la première nation à se doter d'un tel indicateur. Cependant, il faudra attendre 2024 pour qu'il voit le jour, du fait de la complexité de sa mise en place par les entreprises.

ENCOURAGER LA RÉPARATION

Pour en finir avec le "tout jetable", les fabricants devront proposer des pièces détachées pendant une

(1) Communiqué de presse de la DGCCRF, "Ralentissement du fonctionnement de certains iPhone : une enquête de la DGCCRF conduit au paiement d'une amende transactionnelle de 25 M€ par le groupe Apple"

(2) Assemblée nationale, "Journal Officiel de la République française, XV^e législature, Session ordinaire de 2019-2020, Séance(s) du mardi 21 janvier 2020"

(3) Ministère de la Transition écologique et solidaire, Dossier de presse "Pour une économie 100% circulaire - Les mesures phares de la feuille de route"

(4) Assemblée nationale, "XV^e législature, Session ordinaire de 2019-2020, Compte rendu intégral, Première séance du lundi 09 décembre 2019"



▲ La réparabilité des objets : un enjeu majeur.

certaine durée de temps après achat. Celle-ci est portée à 5 années pour les smartphones et les ordinateurs. Le délai pour fournir ces pièces est raccourci de 60 à 15 jours. Afin d'encourager le marché de seconde main, des mesures prévoient également l'extension des garanties légales de conformité pour les produits d'occasion ou après la réparation d'un produit encore sous garantie. Autre point positif, un fonds de soutien à la réparation sera financé par les fabricants et permettra aux consommatrices de diminuer leur facture. Mais seuls des réparateurs labellisés par l'Etat et contraints de respecter des engagements (taux de marge, garanties...) seront susceptibles d'offrir cette prise en charge partielle du montant par le fonds. Enfin, seront interdites les mesures visant à rendre irréparable un bien telles que le collage des composants entre eux.

DES TROUS DANS LA RAQUETTE

Selon l'association HOP qui a participé à l'écriture du texte de loi, *"plusieurs thèmes ont été négligés par le texte : c'est notamment le cas de l'obsolescence logicielle"*.

Également mise en cause, l'insuffisance de mesures contre l'obsolescence esthétique et les publicités incitant à surconsommer. Supprimer ce type d'obsolescence demande un véritable changement culturel dans notre manière de consommer. Le gouvernement répond partiellement à cette demande en interdisant *"les publicités incitant à détruire des produits en état de marche"* (telles que les primes à la casse promues par l'Etat) et les *"publicités trompeuses sur les promotions du Black Friday"*.

UN VÉRITABLE CHANGEMENT À VENIR ?

Bien que cette loi pose les jalons d'une véritable lutte contre l'obsolescence programmée, de

nombreuses modalités d'applications seront définies uniquement dans le décret. Or, s'il est trop vague ou que la sanction prévue dans le cas de non-respect d'une mesure est insuffisante, alors il y a fort à parier qu'il soit ignoré par de nombreux fabricants. Sommes-nous certain-es que l'indice de réparabilité sera calculé de la même façon par tous les fabricants ? Qu'il sera facilement accessible au consommateur ? Quelles seront les sanctions pour une entreprise qui ne respecte pas la loi ? Sera-t-il aisé, pour un-e client-e, de prouver qu'une entreprise n'a pas tenu ses engagements ? Les conditions d'accès au réseau de réparateurs labellisés par l'État permettront-elles à une petite entreprise de réparation d'en bénéficier ?

Autant de questions auxquelles nous ne pouvons pas encore répondre. L'échiquier est en place, mais la partie ne pourra démarrer qu'une fois le décret d'application publié. Ensuite, il faudra vérifier que toutes les participant-es respectent les règles, ce qui n'est pas forcément joué d'avance. La partie est donc encore loin d'être terminée.

Anne Michel ■

(5) Définition de l'obsolescence programmée selon l'article 99 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

(6) HOP, <https://www.halteobsolescence.org>

L'obsolescence programmée regroupe *"l'ensemble des techniques par lesquelles un metteur sur le marché vise à réduire délibérément la durée de vie d'un produit pour en augmenter le taux de remplacement"* (5).

Selon l'association HOP (*Halte à l'Obsolescence Programmée*), 3 types d'obsolescence peuvent être distingués (6) :

- l'obsolescence technique : elle s'applique lorsque la durée de vie d'un composant essentiel est limitée ou lorsque ce composant est inaccessible, empêchant la réparation du bien
- l'obsolescence logicielle : elle consiste à rendre incompatible un appareil et le logiciel qui doit le faire fonctionner, en faisant pression sur le consommateur pour qu'il mette à jour le logiciel, en limitant la durée du support technique par rapport à la durée d'utilisation réelle
- l'obsolescence esthétique : il s'agit, pour une entreprise, de créer un effet de démodage en vantant l'amélioration de la performance des nouveaux modèles, incitant le consommateur à acheter sans cesse le dernier mis en vente.



Décoloniser l'écologie

Les civilisations que l'Occident a colonisé n'avaient pas besoin d'une science écologique car elles ne se fondaient pas sur la coupure nature/culture, qui ouvre la voie à l'instrumentalisation de la nature. Décoloniser l'écologie revient à remettre en cause les présupposés de la modernité.

L'AMÉRIQUE LATINE, DÈS LE 16^E SIÈCLE, est un laboratoire de la gestion moderne des populations et celui d'un rapport à la nature d'un type nouveau, une nature construite comme ressource. (1)

GÉRER LA NATURE COMME UNE RESSOURCE

Ce rapport, qu'on peut nommer colonialité de la nature, est manifeste dans l'existence du modèle plantationnaire, ou extractiviste des mines d'or et d'argent, qui implique la mise au travail de populations indigènes d'abord, puis de populations noires réduites en esclavage. Pendant toute la colonisation, les Espagnols profiteront d'une main-d'œuvre indigène au statut servile et d'une main-d'œuvre réduite en esclavage.

Cette séquence historique a deux faces, indissociables. D'un côté, la colonisation introduit une modification considérable de l'environnement américain, une catastrophe. De l'autre, les populations autochtones et celles qui ont été déportées d'Afrique sont soumises à des rythmes de travail effarants et aux conséquences létales. L'exploitation des humains et celle de la nature s'affirment en Amérique Latine comme un seul et même phénomène : la colonialité de la nature va avec la colonialité du pouvoir et avec la colonialité de genre

dans la mesure où les femmes sont plus encore que les hommes victimes de ce système. C'est cette articulation qu'il ne faut pas oublier.

PENSER ENSEMBLE LA DESTRUCTION DE LA NATURE ET L'EXPLOITATION DE CERTAINES POPULATIONS

Le sociologue vénézuélien Edgardo Lander fut le premier à employer la notion de colonialité de la nature. En Europe, nous avons une écologie politique, mais nous n'avons pas de concept qui permette de penser ensemble la destruction de la nature et l'exploitation spécifique de certaines populations. On ne peut pas décoloniser l'écologie politique si on réduit cette dernière à "*l'étude des conflits de répartition écologique, des guerres autour de l'accès et du contrôle des ressources naturelles, et des coûts de la destruction de l'environnement*". (2) Cela revient à penser avec l'appareil théorique de l'ennemi : il y est question de "ressources naturelles" et de "destructions environnementales". Ce type de catégories, celle d'environnement en particulier, appartiennent à la pensée qui est à la source du problème.

Le concept de colonialité de la nature, par contre, permet d'éviter cet écueil. Apparu au début du 21^e siècle dans le cadre des discussions du projet *Modernité Colonialité* (3), il nous amène à poser la question

(1) C'est ce que Malcolm Ferdinand aborde à partir de la perspective caribéenne, avec la notion de "plantationocène". Malcolm Ferdinand, *Une écologie décoloniale Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Le Seuil, Collection Anthropocène, 2019.

(2) Arturo Escobar dans Hector Alimonda, *La naturaleza colonizada*, Ediciones Ciccus, p. 74.

(3) Le projet *Modernité Colonialité* a rassemblé divers intellectuels latino-américains, dont les plus connus sont Enrique Dussel et Walter Dignolo, au début du 21^e siècle. La rencontre s'est faite autour du concept de colonialité du pouvoir du sociologue péruvien Anibal Quijano. Cette analyse de la modernité met à jour sa double nature, moderne et coloniale, tout en visant son dépassement.



DK



▲ Voir aussi le dossier de *Silence* n°422 (avril 2014), "Décolonisons nos luttes".

écologique à partir d'une analyse radicale du système de pouvoir moderne qui est le nôtre et qui s'est mis en place avec la colonisation de l'Amérique. (4) Au-delà de la période d'administration politique et de la domination grâce à laquelle la colonisation est possible, la colonialité du pouvoir désigne ce rapport "métropole périphérie" dans lequel le racisme joue un rôle essentiel et dont nous ne sommes pas sortis.

LA MISE EN PLACE DE LA COLONIALITÉ DE LA NATURE

La conquête du "sous-continent", comme le nommait le sous-commandant Marcos, fut un désastre écologique : montagnes éventrées, déploiement dévastateur du régime des plantations, érosion et stérilisation des sols suite au développement dantesque des troupeaux de bovins introduits par les Espagnols et revenus à la vie "sauvage", déséquilibres écologiques dus à l'invasion de plantes invasives européennes, disparition de modes de cultures qui préservaient les écosystèmes suite à la baisse démographique et à l'interdiction de les pratiquer. Plus tard, la colonialité de la nature passa aussi par la réalisation d'immenses inventaires qui prirent une intensité particulière au 18^e siècle (voir, entre autres, les expéditions botaniques royales comme celle du royaume de Nouvelle Grenade au 18^e).

Au 19^e siècle, après l'indépendance, l'expansion agressive des jeunes nations sur le territoire et l'avancée des fronts extractivistes (Patagonie argentine, Amazonie du caoutchouc, mines chiliennes, péruviennes, etc.) s'inscrit dans la continuité de ce mouvement : un rapport prédateur à une nature exubérante et infinie, perçue comme gisement de matières premières qu'il va s'agir d'utiliser, qui s'accompagnera systématiquement

d'exploitations accrues des êtres humains (génocide du caoutchouc du 20^e siècle par exemple, dans le Putumayo colombien).

Cette pratique, sous-bassement du rapport industriel moderne à la nature et de la notion de ressources (utilisables comme bon nous semble), renvoie à l'invention de l'idée de "nature", inséparable de sa conception utilitariste. Là encore, modifications des représentations et pratiques s'étaient mutuellement.

LA DIABOLISATION DE LA NATURE (HUMAINE)

Comprendre la mise en place de ce dispositif global et des formes de pensée qui en font partie exige de prendre en compte le rôle joué par le continent latino-américain dans le processus de diabolisation qu'y subit la "nature". L'histoire américaine a contribué aux transformations de ce dispositif et à l'imposition d'un type déterminé de "régime de nature" dans le monde. Dans ce qui est devenu l'Empire des Indes, lors de la "Découverte", la nature américaine avait été perçue comme un éden.

Mais lorsque la conquête en tant que telle commença, les représentations changèrent et la résistance opposée par les autochtones modifia l'imaginaire de la nature américaine. Elle fut assimilée à ses habitant-es, qui de bon-nes sauvages, étaient devenu-es des barbares démoniaques. La construction de l'indien-ne satanique, rebelle, cannibale se fit en même temps que celle d'une nature diabolique (les expéditions des Espagnols relatées dans les chroniques sont souvent présentées comme une descente aux enfers), indomptable et anthropophage. De même qu'il devint légitime de mener une guerre juste aux Indien-nes qui refusaient l'autorité pourtant sacrée du roi,

■ Claude Bourguignon Rougier, chercheuse en études hispano-américaines, est associée au laboratoire ILCEA, Grenoble. Traductrice d'auteurs décoloniaux, entre autres de *Penser l'envers obscur de la modernité* (Presses universitaires de Limoges et du Limousin, 2014), elle a fondé un atelier, la *Minga*, qui a réalisé la traduction collective d'un ouvrage d'Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la terre* (Seuil, 2018). Depuis 2016, elle codirige la revue en ligne *Revue d'Etudes décoloniales*, reseau.decolonial.org. Elle publie en 2020 aux Éditions Science et Bien commun *Un dictionnaire décolonial*.

■ Cet article découle d'une communication présentée le 20 septembre 2019 dans le cadre du séminaire *Pour une justice climatique, décoloniser l'écologie*, lors du festival *Les Tropikantes*.

(4) Note de *Silence* : Même s'il faut noter ici que, avant l'invention du concept de colonialité, des critiques fondamentales des logiques de développement et de leur portée à la fois anti-écologique et coloniale, ont été formulées depuis les années 1970 au moins par des auteurs tels que François Partant.



▲ "La terre n'est pas à toi. Nos corps non plus."

il devint logique de se servir, de puiser dans les ressources d'une nature mauvaise, dangereuse et hostile. Cette opération de disqualification ne s'est pas cantonnée à l'espace américain, elle a voyagé en Europe et a contribué à l'élaboration de la nouvelle conception de la nature que nous mentionnions plus haut.

Dans *Par-delà nature et culture*, Philippe Descola remarque que l'apparition de l'idée de nature à la Renaissance est inséparable de celle de nature humaine et l'Amérique offre un exemple abouti de cette continuité. Est-ce qu'on aurait pu penser la nature séparée des humains si les pratiques de la conquête et de la colonisation ne l'avaient pas pratiquement transformée en objet ? Cela annonçait le phénomène ultérieur qu'analyse Karl Polanyi : "... séparer la terre de l'homme et organiser la société de manière à satisfaire les exigences d'un marché de l'immobilier, cela a été une partie vitale de la conception utopique d'une économie de marché." (5)

RÉVISER NOTRE RAPPORT AU MONDE

Décoloniser l'écologie c'est penser justement autrement qu'à travers les catégories de nature et de nature humaine. L'idée de justice environnementale, parce qu'elle s'enracine dans le vécu des populations racisées (6), nous met sur la voie de cette déconstruction qui doit être à la fois pratique et théorique. Décoloniser l'écologie est un acte irréalisable si nous ne révisons pas notre rapport à nous et au monde. Cela commence par la capacité de sortir de la façon coloniale d'habiter le monde que décrit Malcolm Ferdinand dans *Une écologie décoloniale*.

Croire qu'il peut y avoir une politique étatique écologiste, penser que la pression de la réalité nous forcera à trouver des solutions à la destruction est une illusion. L'État moderne ne peut aller au-delà d'une vision de la nature comme environnement, au mieux, et ses liens avec l'économie font que le modèle extractiviste reste le plus probable. On peut très bien imaginer des dictatures écologistes sur le modèle du parc et de la réserve généralisée. L'enfermement et la séparation sont au centre du projet capitaliste moderne.

Décoloniser l'écologie ne sera possible qu'à partir de nouvelles utopies. Elles passent par la résistance aux pratiques homogénéisatrices de l'Occident, intrinsèquement liées à un universalisme réducteur, et par l'invention de façons d'être au monde basées sur la relation. C'est cela le "plurivers" dont nous parle notamment l'anthropologue Arturo Escobar. (7)

Claude Bourguignon Rougier ■

(5) Karl Polanyi, *La grande Transformation*, le Seuil, p. 238

(6) Ce sont les groupes sociaux les plus défavorisés qui vivent dans les environnements les plus dégradés. Le mouvement dit de "Justice environnementale", qui réunit les groupes menacés dans une lutte contre ces inégalités face aux nuisances écologiques, s'est développé aux États-Unis dans les années 1980 dans les milieux afro-américains.

(7) Dans son livre *Sentir-penser avec la Terre*, éd. du Seuil, 2018, par exemple.

L'urgence de relocaliser l'alimentation

(...) Cette pandémie met à voir les défaillances de nos sociétés dites modernes et civilisées ! Nous observons depuis le début du confinement, une augmentation de la demande en produits alimentaires locaux. Nombre de maraîchers, paysans boulangers, amap, se voient débordés par la demande des citoyens pour ces produits locaux encore accessibles. Ce phénomène met en évidence l'absurdité d'une alimentation mondialisée où beaucoup de produits alimentaires font deux fois le tour de la planète avant d'arriver dans nos assiettes. Il faut attendre une catastrophe comme celle que nous vivons pour s'en rendre compte. Quel dommage, quelle aberration ! Nombreux sont ceux qui demandent une relocalisation des systèmes de production et surtout de l'alimentation. Dans ce contexte, même si ces propos ne plairont pas à tous, je pense que le syndicat agricole majoritaire (FNSEA) aura un rôle majeur après cette crise. Elle aura le devoir de remettre en cause le système agricole qu'elle défend depuis des décennies en lien avec l'agro business. L'agriculture intensive n'a plus sa place sur notre planète. Comme le disait il y a vingt-cinq ans la Confédération Paysanne : "Trois petites fermes valent mieux qu'une grande". Eh bien oui, arrêtons de développer de grosses exploitations agricoles, permettons aux jeunes de s'installer pour une agriculture paysanne qui permettra de relocaliser notre alimentation et dynamiser les territoires ruraux.

Pascal-Yves Benis
Côtes-d'Armor

Ville verte et fleurissement raisonné

Leur apport d'eau doit être réfléchi		Flotte africaine		Raille		Grecque		Doit protéger la bio-diversité !		Choisie selon son besoin en eau	
				Les débuts de l'aridité		Transmet les ordres de la direction					
Espaces verts fleuris								Présentes dans la ville			
								Véhicule vert			
A cultiver avec des plantes locales et vivaces (pl.)		Qui ronge								© LES MOTS, LA MUSE	
		Dame de la radio									
								Pour les petits rats			
En coton				Deux romain				Fait un tour			
A arroser de préférence le matin ! (pl.)			Dans l'œuf	Ville de Corée				Strontium			Office de tourisme
									Vache devenue folle		Préférons les naturels aux chimiques
									Ionium		
La dame du premier		Il arbore de belles bottes !									
		Etre différent									
			Mis aux bancs de la ville		Chef de bande	La nature autrement #2020		Zone de fracture			N'est pas sans portée !
								Classe les huiles			
Verts et durables !									Désert		
Le bon âge									Aller dans le futur		
		Recueil					Adorer				
							Maison de la culture				
Fait prendre du recul				Fait un 38							Se retirer de la vie active (se)
Avant les coutumes				Est en chaleur							
		Laisse						Contre			
		Espace vert						Main dans un gant de velour			
Fleuris en massifs	Astate		Thallium		C'est la France			Taire le passé			
					Lettres à revoir			Carte mémoire			
										Revue Silence	FAISONS VIVRE LA VILLE VERTE
Devant le père et le fils				Doit avoir toute sa place en ville !							

Créé par Les Mots, la Muse, Anaëlle Imbert, tél. : 06 36 13 46 48, lesmotslamuse@outlook.fr, <https://lesmotslamuse.com>

Solutions page 54 !

Lire par dessus les murs...

En lisant une histoire au dessus du mur du jardin à mes petites voisines, j'ai redécouvert ce livre pour enfant *Le canard fermier* de Martin Waddel avec des illustrations d'Helen Oxenbury (éditions Pastel Ecole des loisirs). Ça date de 1999 (je le lisais à mes enfants), mais c'est encore disponible. Un vrai bonheur, Camille faisait le fermier ("ça va l'travail"), Elise faisait le canard ("coïn coïn"), peu de dialogue et une dénonciation de l'esclavage domestique de la femme, de l'oppression au travail en général, et de la révolution pour se réapproprié ensemble le travail collectif. Un vrai bonheur, je vous dis. À bientôt. Merci de tenir le coup, car votre revue m'enchanté.

Sandra Giraudet
Somme

Essais

■ **Habiter en oiseau**, Vinciane Despret, éd. Actes Sud, coll. Mondes sauvages, 2019, 210 p., 20 €. Les oiseaux semblent chanter pour marquer leur territoire, et cela donne naissance à de nombreuses théories biologiquement et politiquement marquées. L'autrice se penche sur cet engouement et sur les questions que cela soulève. Que nous disent les ornithologues en parlant de territoires, de conflits, de surpopulation, de régulation... Les oiseaux chantent, les scientifiques font des hypothèses. Et celles-ci ne sont pas neutres.

■ **Critiques de l'école numérique**, coordonné par Cédric Biagini, Christophe Cailleaux et François Jarige, éd. L'Échappée, 2019, 448 p., 25 €. La solution aux problèmes de l'éducation nationale ? L'introduction massive du numérique dans les classes. Beaucoup cèdent à cet appel, hypnotisés par les écrans. Et pourtant, des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dénoncer cette fuite en avant technologique. De la petite enfance à l'université, rien ne semble montrer que le numérique aide à progresser dans le sens de nos apprentissages. Une grosse vingtaine d'interventions (dont plusieurs signatures de *Silence*).

■ **Une gauche en commun, dialogue sur l'anarchisme et le socialisme**, Marcos Ancelovici, Pierre Mouterde, Stéphane Chalifour, Judith Trudeau, éd. Écosociété, 2019, 264 p., 17 €. Le socialisme qui vise à la planification par un État et l'anarchisme qui entend mettre en place des formes de démocratie sans domination sont-ils incompatibles ? Comment ces deux doctrines se retrouvent-elles ou s'affrontent-elles au milieu des luttes actuelles ? Débat intéressant, abordant beaucoup de luttes sociales actuelles... mais oubliant curieusement l'émergence des mouvements écologistes (alors que l'éditeur est *Écosociété* !).

■ **Le scandale éolien**, Antoine Waechter, éd. Baudelaire, 2019, 97 p., 11 €. L'éolien est devenu une poule aux œufs d'or pour le capitalisme planétaire. L'auteur dresse une liste impressionnante des inconvénients qui sont tus et communique des chiffres. Selon l'auteur : "L'éolien anesthésie la vigilance citoyenne et permet de ne rien changer à nos modes de vie."

■ **Nous n'irons plus aux urnes, plaidoyer pour l'abstention**, Francis Dupuis-Déri, éd. Lux, 2019, 192 p., 12 €. En défendant la légitimité de l'abstention cet essai attaque de front la conviction selon laquelle le vote serait un devoir. Après avoir recensé les raisons qu'évoquent les abstentionnistes de toutes les couches de la société, ainsi que certains appels à l'abstention engagée, l'auteur précise que celle-ci "... n'est féconde que si elle va de pair avec des mobilisations autonomes, populaires et solidaires." Suit une liste de stratégies amusantes destinées à subvertir le jeu électoral.

■ **La verticale du fou**, Jean-Marc Raynaud, éd. Libertaires, 2019, 109 p., 13 €. "Plutôt en HP (hôpital psychiatrique) que dans ce monde de dingue !" Récit autobiographique d'un fils de "prolos" qui va faire des études de droit chez les bourgeois et – malgré ce – devenir anarchiste. Suite à un dérapage dans la bibine, il va fréquenter un HP de son plein gré et tomber sur un "putain de psy", adepte de l'antipsychiatrie qui aide ses patients à prendre conscience des causes sociales de leur addiction. C'est enlevé et plein d'humour.

■ **Les dessous lesbiens de la chanson**, Léa Lotgier et Pauline Paris, illustrations Julie Feydel, éd. iXe, 2019, 212 p., 20 €. 41 personnes ont participé à la recension des chansons et à l'analyse de leurs textes, des années 1920 à nos jours. Quoi de plus simple et populaire qu'une chanson ? Quoi de plus complexe quand elle devient opaque pour les unes, invitant les autres à lire entre les lignes, avant de devenir porte-drapeau ? La chanson ouvre la voie aux "pressentiments" et permet une approche subtile de la politique.

Livres

Essais

40 LGBT+ qui ont changé le monde

Florent Manelli



"J'ai fait ce livre pour l'adolescent sans repères que j'ai été", explique l'auteur et dessinateur de cet agréable ouvrage, accessible effectivement dès l'adolescence. À travers des portraits écrits (très gros) et abondamment illustrés au feutre, on croise quarante personnes ayant des orientations sexuelles ou des identités de genre minoritaires qui, à travers le monde, ont fait bouger les lignes grâce à leur engagement. Qu'ils et elles soient artistes comme la chanteuse trans Anokni ou le rappeur queer Mykki Blanco, mannequin comme Hanne Gaby Odiele engagée pour la reconnaissance de l'intersexualité, avocate comme la camerounaise Alice Nkom qui lutte pour dépénaliser l'homosexualité, ou encore intellectuel comme Jean Le Bitoux engagé pour la mémoire des déportés homosexuels, ces exemples sont inspirants et peuvent aider à se sentir fort-e et légitime quand on est hors du cadre hétérosexuel dominant. GG

Éd. Lapin, 2019, 224 p., 20 €

Les goûts et les couleurs du monde Une histoire naturelle des tannins, de l'écologie à la santé

Marc-André Selosse



Un ouvrage à la fois érudit et accessible où l'on découvre comment fruits et fleurs sont colorés et parfumés par des tannins qui leur permettent de se protéger des animaux. Si l'homme évite les tannins toxiques, il utilise leurs pouvoirs antimicrobiens et leurs qualités gustatives (vin, thé, chocolat), ainsi que leur capacité à régénérer la fertilité des sols. Illustré de dessins à la fois humoristiques et pédagogiques, ce livre captivant contribue à renouveler notre vision de la nature. MD

Éd. Actes Sud, 2019, 352 p., 24 €

Enfances de classe De l'inégalité parmi les enfants

Sous la direction de Bernard Lahire



"Les enfants vivent au même moment dans la même société mais pas dans la même monde". Rares sont les livres qui le montrent avec autant d'acuité que celui-ci. Enquête de sociologie de grande ampleur, il a mobilisé 17 chercheurs autour de 35 enfants d'environ 5 ans issus-es de classes populaires, moyennes et supérieures. À partir d'entretiens avec ces enfants et leur famille et d'observations dans leur environnement

scolaire, cette approche concrète et détaillée de leur quotidien aide à mesurer à quel point dès ce très jeune âge, un nombre incalculable de dés sont déjà jetés qui tracent des déterminismes puissants. Chaque enquête peut se lire comme une histoire passionnante qui nous fait entrer de manière unique dans le quotidien d'une famille rom ou encore de normalien-nes. Une lecture édifiante qui rend perplexe quand aux mécaniques sociales et à la fabrique des destinées humaines. GG

Éd. du Seuil, 2019, 1232 p., 27 €

Tisser du lien social avec la non-violence

Mouvement pour une alternative non violente (MAN)



À première vue, nous avons tou-tes une connaissance des méfaits et des causes de la violence qu'elle soit économique, écologique ou symbolique et chacun-e a des avis dessus. Que peut-on nous dire de plus ? Il faut lire ce livre qui est une somme de l'expérience plus que centenaire de collectifs qui ont travaillé sur des cas concrets avec l'objectif de retisser le lien social là où il a disparu, qui ont analysé les peurs et les colères du côté des auteurs de violences comme de celles et ceux qui les subissent. Ce livre sensible et concis fournit dans un langage simple un éclairage sur ces sujets et les réponses apportées en différents lieux et contextes : banlieues, anciennes colonies, situation de crise, revendication sociale, tensions religieuses, etc. MD

Éd. Chronique Sociale, 2019, 155 p., 14 €

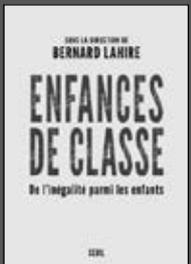
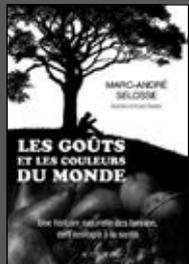
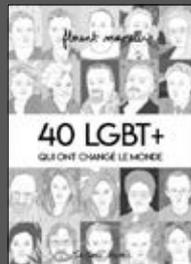
Soleil trompeur : ITER, ou le fantasme de l'énergie illimitée Enquête sur un projet nucléaire imposé

Isabelle Bourboulon



Vous vous demandez si la fusion nucléaire peut répondre aux enjeux énergétiques de demain ? Ce qu'est exactement le projet ITER – (Thermonuclear Experimental Reactor) projet de réacteur à fusion nucléaire situé à Cadarache –, où en est son avancée, s'il est sans danger ? Et surtout, pourquoi il y a si peu de réactions de la population face à l'implantation d'un nouveau type de centrale nucléaire ? Isabelle Bourboulon a mené l'enquête pour vous ! La journaliste explore les coûts du projet, les conditions de travail sur place, ou encore son impact sur l'économie locale. Elle rappelle également les enjeux politiques derrière ITER, qui vont à l'encontre de l'intérêt général. Un livre pour s'informer, comprendre et réagir ! MS

Éd. Les petits matins, 2020, 151 p., 15 €



Planter du blanc Chroniques du (néo) colonialisme français

Saïd Bouamama



Clair et facile à lire, cet ouvrage présente une à une les colonies françaises : leur historique, l'intérêt économique ou stratégique de la possession, les grandes dates des révoltes qui les ont secouées, les changements de statut successifs jusqu'à ce jour. La Réunion et ses transferts forcés de population, la Guyane et sa montagne d'or, la Polynésie et les retombées de la bombe nucléaire, les Antilles et leur "pigmentocratie", la Kanaky après la tentative de génocide ; Mayotte, îlot de pauvreté dans un océan de misère. Suit un chapitre sur les moyens déployés pour y conserver biens et pouvoir : le franc CFA, les accords de partenariat, la Défense, la francophonie... enfin, l'idéologie française largement partagée, du paternalisme à la diabolisation. MD

Éd. Syllepse, 2019, 237 p., 15 €

Une autre enfance

Philippe Vaille



L'ouvrage se présente comme le journal de bord d'une année sans école. Une année où l'on vit davantage en famille, où l'on n'a plus l'œil sur la montre, plus de matière obligatoire. Camille, 7 ans et Antoine, 10 ans n'aimaient pas l'école. Leur père (directeur de centre de loisirs) et sa femme décident de les déscolariser et de les laisser faire ce qu'ils aiment en espérant que leurs enfants retrouveront le goût d'apprendre. Ce choix exige beaucoup de présence et d'attention des parents. Chemin faisant, enfants et parents sont amenés à reconsidérer ensemble les relations d'autorité, à résoudre les conflits par la discussion et à prendre le temps de vivre. Une expérience positive qu'ils reconduiront ! MD

Préface de Jean-Pierre Lepri, auto-édition, 2019, 143 p., 14 €

Techno pouvoir Dépolitiser pour mieux régner

Diana Filippova



Sous le couvert de discours d'émancipation, de défense des droits individuels, de convivialité — et toujours au nom de la démocratie — un pouvoir autoritaire et invisible s'installe qui n'a d'autre but que d'annihiler toute possibilité de critique et de contestations. Cet ouvrage analyse la genèse de ce "techno pouvoir" qui est devenu une arme de contrôle et de façonnement de notre monde. Ce n'est qu'après en avoir acquis une parfaite connaissance que nous pourrions élaborer les tactiques de résistance et de riposte

qui nous permettront de refaire de la politique. Un livre qui foisonne de références à celles et ceux qui se sont attaqués depuis près d'un siècle à démonter les pièges parfois séduisants qui se referment sur nous. MD

Éd. Les liens qui libèrent, 286 p., 21 €

Manifeste (vert) au pied du mur

Thierry Maricourt (texte) et Alain Merkaert (photographie en miroir)



Ce livre insolite pourrait-être classé à la rubrique poésie. Il s'agit d'une sorte de monologue adressé à des images d'immeubles sociaux plus ou moins assiégés par la nature "qui reprend ses droits". Sont-ils abandonnés ? En tout cas l'environnement est vide d'humains. "Plisser les yeux. Revoici ces ombres massives par-delà les arbres, telles des soldats de faction... combien de guetteurs à l'intérieur ? Dans quelle condition mentale ? Frappés par la catastrophe ? Cogner à une porte en quête de réconfort ou bien préventivement s'enfuir ?" Chaque double page est sidérante ! MD

Éd. Licome et L'Harmattan, avec le soutien de l'ADEME, de l'État et de la Région des Hauts de France, 155 p., 15 €

L'école à ciel ouvert

Sarah Wauquiez, Nathalie Barras et Martina Henzi



Rédigé par trois passionnées de pédagogie et de nature, soutenu par la fondation SILVIVA (*Apprendre avec la nature*) et le WWF Suisse, ce manuel permet de faire découvrir une pédagogie qui s'appuie sur la nature. Cette pédagogie initiée dans les pays scandinaves se développe maintenant partout ailleurs... et notamment en Suisse et en France. Passer du temps à l'extérieur permet de lutter contre le syndrome de déficit de nature et, grâce à cet ouvrage, d'acquérir les compétences scolaires autrement. Conforme aux programmes scolaires français et suisse, ce formidable manuel scolaire classé par discipline et organisé en 40 séquences, présente 200 activités à enseigner en plein air. Voici de quoi apprendre le français, les maths, les sciences... en s'amusant dans la nature ! DB

Éd. de la Salamandre, 2019, 303 p., 29 €

L'Atelier paysan

Sarah Petitbon et Louise Drulhe (dessins)



Ce manuel, lui-même artisanal, nous parle de la fabrication artisanale de machines agricoles adaptées à une agriculture de proximité sur de petites surfaces. L'agriculteur vient ici apprendre à monter sa machine, l'adapter à son

terrain, l'entretenir ; c'est l'équivalent du "sur mesure" en haute couture. Paysans, ingénieurs et techniciens élaborent ensemble les prototypes. À ce jour, des centaines de plans de machines ont été publiés : le vibroplanche, le cultibutte, la butteuse à planche. Derrière l'idée de la réappropriation des moyens de production, c'est du changement de modèle agricole dont il s'agit. Un chapitre est consacré aux témoignages de maraîchers qui ont participé à l'aventure. C'est vivant et convaincant. MD

Éd. 369 (cité du design), 2019, 69 p., 12 €

La fin de l'âge du pétrole, du gaz et du charbon Comment fonctionne la politique climatique ?

Marcel Hanggi



Pour résoudre la crise climatique, il suffit d'arrêter de brûler le carbone fossile qui a alimenté l'économie mondiale depuis 2 siècles. C'est simple ! Ce qui ne l'est pas, c'est de s'opposer aux puissants de ce monde qui ne le veulent pas. Dans un style concis et efficace, l'auteur nous explique comment, par exemple, la lutte contre l'esclavage a été victorieuse alors que c'était inimaginable. Tant sur les questions techniques que sur les stratégies politiques, ses démonstrations sont claires et agrémentées de traits d'humour. Malgré des avancées positives, "en 2016, les 6 plus grandes banques ont doublé leurs investissements pétroliers et gaziers. Est-il naïf de croire que nous gagnerons un jour ? Oui. Mais quelles alternatives avons-nous ?" À lire absolument. MD

Trad. de l'allemand par O. Mannoni. Éd. Ch. Léopold Mayer, 2019, 248 p., 20 €

S'il suffisait de traverser la rue...

Philippe Chibani-Jacquot



L'auteur, journaliste, fait revivre les 25 ans d'histoire du Relais. (Notez que l'histoire n'est pas achevée !) Ce restaurant d'économie solidaire de Pantin est en même temps une entreprise d'insertion. Belka Kheder, son fondateur, nous invite : "Au Relais, vous allez rencontrer la planète, vous allez croiser la misère du monde, mais vous allez croiser des gens qui n'ont pas la boule au ventre parce qu'ils trouvent leur route". Le Relais forme et salarie des exclus des circuits de l'emploi. Cela se fait en chaîne, celui qui a été formé ici forme le nouvel arrivant au savoir-faire, mais aussi au savoir-être. Et ça marche ! MD

Éd. Les petits matins, 2019, 139 p., 16 €





Être écoféministe

Théories et pratiques

Jeanne Burgart Goutal

L'écoféminisme est un mouvement d'une telle diversité qu'il est difficile à cerner. Cette "nébuleuse" regroupe des approches théoriques parfois très conflictuelles les unes envers les

autres, et des pratiques plus diverses encore. C'est dans cet enchevêtrement inextricable que l'autrice s'est plongée durant plusieurs années, par des lectures, des rencontres, des expériences. Son enquête à la fois philosophique et de terrain nous plonge dans une exploration humble et éclairante. Commenant par nous promener dans la diversité de ses courants et leur "impossible cartographie", elle propose ensuite une approche historique qui aide à mieux comprendre. Avant de tirer certains fils qui unissent ces approches écoféministes : interdépendance de tous les systèmes de domination (patriarcal, anthropocentriste, colonialiste, classiste, raciste, etc.) qui ne peuvent être combattus qu'ensemble, nécessaire dépassement de la dualité fondant notre regard occidental sur la nature, féminin réinventé, puissant et généreux, etc. Bien plus qu'une addition du féminisme et de l'écologie, l'écoféminisme c'est "percevoir les racines entrelacées de la misogynie et de la haine de la nature" (Ynestra King) et créer les moyens de les dépasser d'un même mouvement. L'autrice nous fait également partager, sans se départir de son esprit critique, ses rencontres avec des actrices très diverses de cet univers, de Sylvie Barbe qui vit la radicalité de ses idéaux écoféministes au milieu de la forêt, à Navdanya, l'ONG de Vandana Shiva. Elle nous fait toucher à quel point l'écoféminisme englobe une diversité de réalités qui défie toute réduction théorique. On ne peut que conseiller de se plonger dans cette enquête à la fois intelligente, sensible et d'une rare subtilité. GG

Éd. L'échappée, 2020, 320 p., 20 €

dictature de la beauté. On pourra regretter toutefois que les questions politiques ne soient que brièvement abordées. MB.

Éd. Marabulles, 2019, 208 p., 25 €

Le boiseleur

T1 : les mains d'Illian

Hubert et Gaëlle Hersent



Illian, apprenti chez un ébéniste, est devenu un artiste dans la conception des cages à oiseaux. La bourgeoisie de la ville est prête à payer des fortunes pour s'en procurer car la mode est d'avoir des oiseaux exotiques chez soi. Illian, qui n'a pas les moyens d'avoir son propre oiseau, adore entendre les chants qui animent la ville. Dans un bout de bois récupéré, il taille un oiseau. Cela va donner l'idée à son maître d'en vendre. La mode bascule : tout le monde veut sa sculpture d'oiseau. Les conséquences vont être importantes. Un très joli conte social dénonçant la mode, la consommation, avec des images notamment d'oiseaux à couper le souffle. MB

Éd. Soleil, coll. Métamorphose, 2019, 96 p., 18 €

Mattéo, T5

Jean-Pierre Gibrat



Suite et fin de la guerre en Espagne pour Mattéo. Celui-ci dirige une brigade anarchiste qui tient un village dans le centre de l'Espagne. Les nouvelles ne sont pas bonnes, les franquistes progressent. Les républicains se sont installés dans une maison d'un riche propriétaire, franquiste, qui est cloué sur sa chaise roulante. Le dialogue entre Mattéo et celui-ci permet de percevoir les deux versions de la guerre civile. Les anicroches s'enchaînent jusqu'à la déroute finale et la Retirada. Une épopée en cinq tomes magnifiée par un dessin extraordinaire. La guerre d'Espagne vue de l'intérieur. Une grande œuvre. MB

Éd. Futuropolis, 2019, 64 p., 17 €

Romans

L'examen

Richard Matheson



Dans un monde dystopique, les personnes âgées doivent passer des examens tous les 5 ans pour s'assurer qu'elles sont toujours aptes à servir la société. Si elles réussissent les tests, elles auront du répit jusqu'à la prochaine convocation. Sinon, c'est la peine de mort. Leslie et son père, Tom, 80 ans, ne se supportent plus depuis longtemps, bien qu'ils vivent sous le même toit. En effet, le vieil homme se sent isolé face à sa détresse, incompris, et en est devenu aigri. Or, ce dernier doit se présenter à l'examen le lendemain... Ce court roman appelle à réfléchir sur nos relations avec les personnes âgées

B.D.

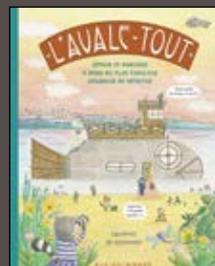
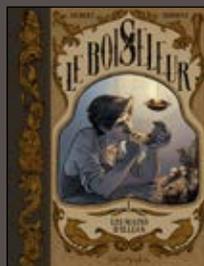
Une vie de moche

François Bégaudeau, Cécile Guillard



Toute jeune, l'héroïne du livre se fait traiter de moche par d'autres enfants. Malgré les consolations des parents, elle va vite en faire un important complexe, essayant de comprendre pourquoi seules les belles filles attirent les garçons. Elle va ainsi rester sur la touche jusqu'à ce qu'elle rencontre un groupe de punks plus

politiques qui vont lui montrer que la beauté est un argument commercial dans une société consumériste. Elle y rencontre son premier amour. Fréquentant d'autres "mal fichus", elle va choisir de faire un métier en lien avec les handicapés, tout en restant célibataire. Toutefois, un jour, elle rencontrera une ancienne copine de classe qui a vieilli prématurément et découvrira qu'avec l'âge, les inégalités de beauté ont tendance à disparaître. Elle trouvera enfin une activité qui la passionne : elle jouera au théâtre des rôles comiques se moquant de celles et ceux qui n'ont comme critère relationnel que l'aspect physique. Belle histoire sur la



dans la société, et la manière dont nous appréhendons la mort. MS

Éd. *Le passager clandestin*, 2019, 46 p., 5 €

Théâtre

L'herbe de l'oubli

Jean-Michel d'Hoop, Compagnie Point Zéro



La question est posée : que retient-on de la catastrophe de Tchernobyl ? Ce spectacle utilise des vidéos et des marionnettes pour apporter le témoignage des habitant-es de la région contaminée pour des siècles. Les textes des voix off sont inspirés de Svetlana Alexiévitich. En fond de décor : des images d'archives de Tchernobyl. Sur scène : 2 marionnettes, 1 enfant et une femme, puis défilent les acteurs tantôt agriculteurs, parents, malades, médecin, fêtards, animaux, religieux. Ces couples se questionnent entre déni et espoir, conscients de la présence de la radioactivité invisible et inodore aux effets dévastateurs et des difficultés économiques après la chute de l'URSS. La période de confinement du coronavirus que nous avons vécue en 2020, à un degré moindre, peut nous faire approcher la brutalité de la situation vécue à 2 000 km de chez nous, la désorganisation, les ordres contradictoires, la maladie et l'impuissance face au danger. CB

Théâtre documentaire, durée 1h20.

Jeunes

L'avale-tout

Laurence de Kemmeter



Dès 6 ans. Cet album au très grand format nous emmène dans un fabuleux voyage avec ses personnages animaliers sur un bateau dévoreur de débris. Avec son style crayonné et ses machineries un peu désuètes, il crée un univers à la fois enfantin et magique, et très ancré dans les problématiques écologiques actuelles. On suit les péripéties de ses personnages enjoués qui entreprennent de nettoyer la rivière avant d'apporter leur cargaison de débris à "Recycle-city". Les dessins, foisonnants de détails, sont un vrai régal pour les yeux et l'imagination. Seul bémol : l'insistance sur le recyclage plutôt que sur la réduction de la production à la source. Un album-monde dans lequel se plonger et se replonger avec enchantement. GG

Éd. *Rue du monde*, 2019, 46 p., 22,90 €

Je suis venu te chercher

Hervé Mestron



Dès 13 ans. Deux adolescent-es se rencontrent lors d'une compétition musicale. Le coup de foudre est immédiat et l'avenir leur tend les bras. Mais

soudainement, les deux jeunes sont séparés par du béton, des barbelés et l'ignominie d'une muraille anxiogène entre Berlin-Est et Ouest. À travers une belle histoire d'amour, de passion musicale et de références à la culture du skateboard, l'Est affronte l'Ouest à travers les yeux d'un jeune homme découvrant les jeux de pouvoir et la faiblesse humaine. Hervé Mestron nous propose une aventure humaine faite de déceptions, d'espoirs et d'incompréhensions alors que l'avenir semblait prometteur pour une génération qui se retrouva sacrifiée. Un récit émouvant, passionnant et bouleversant comme la photographie d'un temps révolu qui pourtant menace toujours nos sociétés. JP

Éd. *Le Muscadier*, 2019, 112 p., 10,50 €

Musique

Elegancia popular

Sidi Watcho



Ce troisième album de Sidi Watcho ne déroge pas à son objectif : révolutionner les foules tout en les accompagnant de rythmes sud-américains et de hip-hop "conscient".

Il y a toujours cette même verve militante, en français et en espagnol, et ces sons chauds qui excitent autant le palpitant que les neurones. Voici un groupe qui dénonce chanson après chanson et sans compromis les travers de nos sociétés racistes, capitalistes... anxiogènes. Un album qui déborde d'humanité et d'appels à la solidarité et aux luttes internationales. JP

10 titres, 44 mn, Pias, 2020, 12 €

Films

Retour à la normale

Christine Firmino



"Octobre 2021, une succession de défaillances dans l'un des réacteurs de la centrale [du Tricastin] conduit au premier accident nucléaire français. Suite aux retombées radioactives massives, la zone est interdite d'accès. 8 mois après, alors que les autorités veulent déjà tourner la page, habitant-es, évacués-es, scientifiques, journalistes et travailleurs de la filière nucléaire nous apportent un éclairage sur ce scénario d'accident." Les mesures préconisées pour inciter les personnes évacuées à retourner dans la zone "moyennement impactée" sont un copié-collé de celles qui ont été réalisées à Fukushima dans le but de rassurer. Cette légère fiction nous laisse imaginer les conséquences d'un tel drame sur nos vies, et nous questionne sur cette civilisation qui nous est imposée par le haut. MD

52 mn, *La Société des Apaches*, en coprod. avec France Télévisions, 2018

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.

Nous avons également reçu... 2/2

Essais

■ **Un Paris révolutionnaire**, sur une idée de Claire Auzias, *Les éditions libertaires*, 2019 [2001], 420 p., 35 €. Ballade dans la capitale aux adresses qui ont hébergé d'illustres ou moins illustres révolutionnaires. Des textes courts, de quelques pages, pour au total présenter une centaine de personnages. Belle présentation, lecture agréable.

Roman

■ **Graine de V**, Thierry Moral, éd. *Le lys bleu*, 2019, 194 p., 17,50 €. Gwendz se laisse tenter par la graine de violence dont tout le monde parle : "tu l'écrases en poudre bien lisse, puis tu inspires. Ça te monte aux corticales. Ton zob se dresse comme un pont-levis, tes yeux deviennent des viseurs et tes phalanges des marteaux burineurs." Suit une longue quête destinée à trouver l'origine de la graine.

■ **Subito presto**, Gérard Mordillat, éd. *Albin Michel*, 2020, 275 p., 19 €. Un recueil de nouvelles surprenantes, composé d'histoires monstrueuses arrachées à l'actualité pour découvrir la réalité du monde où nous sommes : violent et grotesque. On y découvre, entre autres, un humoriste désargenté, sauvé par l'extrême droite qu'il va servir, une présidente qui préconise la diète, un chauffeur routier qui vend son âme au diable pour devenir patron, etc.

B. D.

■ **Dans le même bateau**, Zelba, éd. *Futuropolis*, 2019, 160 p., 21 €. L'autrice, allemande, fait de la compétition en aviron en 1989, au moment de la réunification du pays. D'un seul coup, elle va devoir s'entraîner avec ses compatriotes de l'Est, ce qui n'est pas sans difficulté. Belle histoire, bien dans l'ambiance politique du moment, très dense et bien dessinée.

■ **Le reste du monde**, T4 *Les enfers*, Jean-Christophe Chauzy, éd. *Casterman*, 2019, 128 p., 18 €. Après l'effondrement de la société, chacun-e essaie de survivre comme il ou elle peut. Problème : les stocks de nourriture baissent. Les affrontements se multiplient. Un scénario a priori intéressant, mais l'auteur multiplie les grandes pages de désastre, ce qui donne finalement l'impression que les histoires entremêlées n'avancent pas beaucoup.

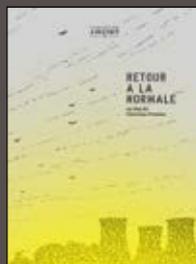
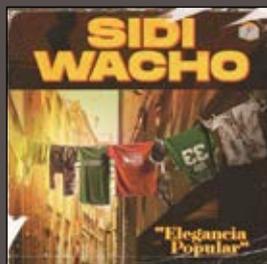
■ **Malaurie, l'appel de Thulé**, Malaurie, Makyô, Bihel, éd. *Delcourt*, 2019, 128 p., 20 €. Mise en Bd des carnets de l'explorateur Jean Malaurie, qui, dans les années 1950, est parti faire des relevés géologiques dans le nord du Groenland. Une aventure humaine poussée à l'extrême au moment où le monde des Inuits n'a pas encore rencontré le monde occidental. Époustouffant.

■ **Ma grossesse tout le monde s'en mêle**, Camilleri, Gentil, Lili l'Archi, éd. *Des Ronds dans l'eau*, 2019, 160 p., 20 €. Une grossesse depuis sa conception jusqu'à l'accouchement, avec toutes les remarques possibles de l'entourage, joie ou déception de la famille, pression médicale, pression au travail, conseils d'ami-es... ça sent le vécu !

Jeunesse

■ **Le trône de fer blanc**. Les dossiers de ZAP collège, *Tehem*, éd. *Bamboo*, 2020, 56 p., 10,95 €. Dès 10 ans. Un camp de personnes migrantes s'est installé à côté du collège Claude François, et de jeunes arrivants y sont scolarisés. Les élèves vont devoir faire face à un principal intolérant et trouver des moyens surprenants pour exercer leur solidarité avec eux. Le tout en Bd.

■ **Les tomates volantes**, Elsa Bordier, Élodie Shanta (illustration), éd. *Goater*, 2019, 32 p., 10 €. Dès 4 ans. Josselin est un piètre jardinier. Il demande de l'aide à la sorcière du village pour faire pousser ses légumes. Elle lui confie une fiole en lui recommandant de n'en mettre qu'une goutte. Il en met trop et le jardin devient fou.





Quoi de neuf ?

Deuxième interruption de parution

Silence avait déjà connu une interruption de parution en 1986. À l'époque, la revue sortait tous les quinze jours et était diffusée sur la seule région Rhône-Alpes. Elle ne fonctionnait qu'avec des bénévoles, qui, épuisés, voulaient arrêter ou poursuivre autrement. Après neuf mois d'interruption, la revue est devenue "sans frontière", mensuelle, avec un premier salarié et l'achat du premier ordinateur (avant la revue était faite avec une machine à écrire). Pari réussi : en quelques mois, la revue passe alors de 700 à 2000 abonnés, et l'aventure continue.

Stands et rencontres

L'ensemble des événements auxquels *Silence* participe grâce à ses bénévoles est annulé jusqu'à nouvel ordre. Ainsi en est-il de la Foire écologique *Humus* à Châteldon, de *Foutez-nous la paix !* à Saint-Junien, de *Naturellement !* à Nyons, de la *Foire Éco bio d'Alsace* à Colmar, etc. Nous souhaitons apporter notre soutien et nos remerciements à l'ensemble des équipes bénévoles et salarié-es qui ont travaillé à l'organisation de ces événements.

Nous espérons vous retrouver rapidement pour poursuivre et construire ensemble les alternatives indispensables à des mondes meilleurs. Contact : olivier.chamarande@revuesilence.net

Solution des mots fléchés de la page 49

Leur apport d'eau doit être soigné	E	Platte africaine	O	Ralle	I	Grecque	P	Doit protéger la biodiversité	F	Choisit selon son besoin en eau	F
Espaces verts fleuris	S	Q	U	A	R	E	S	Présentes dans la ville	L	V	L
À cultiver avec des plantes locales et vivaces (sols)	P	Qui ronge	E	R	O	S	I	Vegetation verte	V	E	E
Dame de la nation	J	A	R	D	I	N	S	© LES COURTES DE LA VIEILLE	T	U	T
En colon	C	T	Dans l'au	I	I	T	R	Pour les petits rats	O	F	F
À amener de préférence le matin (sols)	P	E	L	O	U	S	E	Fait un tour	I	O	R
Deux rotin	S	F	L	E	U	R	I	Ville de Corse	S	I	O
La dame du premier	S	F	L	E	U	R	I	Zone de fracture	I	O	E
À raison de belles herbes ?	E	V	E	S	C	H	E	Chasse les huiles	S	I	E
Être différenc	Mix aux bancs de la ville	S	C	H	E	O	S	Le nature	N	E	R
Yaris et durables !	E	S	P	A	C	E	S	Zone de fracture	E	R	G
Le bon âge	R	E	C	O	L	L	E	Classe les huiles	A	I	M
Recueil	O	R	A	N	A	A	I	Desert	M	E	R
Fait prendre du miel	T	I	R	I	S	E	R	Adorer	A	I	M
Avant les récoltes	U	S	C	E	D	E	A	Maison de la culture	A	N	T
Laisse Espace vert	P	A	R	T	E	R	R	Contre	A	N	T
Atata	P	T	H	A	L	L	L	Mane dans un gort de rébois	A	N	T
Thallium	P	T	H	A	L	L	L	Tare	A	N	T
C'est la France	P	T	H	A	L	L	L	Carte mémoire	A	N	T
Lettres à revoir	P	T	H	A	L	L	L	Revue Silence	A	N	T
Doit avoir toute sa place en ville !	T	E	L	V	E	R	D	Association	A	N	T
Doit avoir toute sa place en ville !	T	E	L	V	E	R	D	Association	A	N	T

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 100 bis rue Victor Hugo, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde.** Groupe Silence 33, Tél. : 06 68 33 32 40, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25 rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr; Elisa Soursac, elisa@mail.org, 4 impasse des Camélias, 34070 Montpellier, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 18 et 19 juin !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Depuis la crise sanitaire du Covid-19, nous avons dû réinventer la manière de vous accueillir lors de cette mise sous pli, pour respecter les gestes barrières. Pour connaître les horaires exacts de l'expédition, et les modalités d'inscription, n'hésitez pas à nous contacter ! Prochaines expéditions : **13 et 14 août, 17 et 18 septembre, etc.**

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9h30** les mercredi 20 mai (pour le numéro d'été), 24 juin (pour le numéro de septembre), 19 août (pour le numéro d'octobre), etc. N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative ! Vous pouvez aussi **proposer des informations** destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des annonces pour le numéro d'été, vous avez jusqu'au 27 mai ; puis jusqu'au 1er juillet pour le numéro de septembre, etc. **N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.**

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net
rubrique : Comment participer

Commande : numéros, livres et affiches

Numéros disponibles

- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !

- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !
- 478 Quand l'écologie s'empare du droit
- 479 Bébés écolos
- 481 Les alternatives : oasis ou leviers ?
- 482 La planète victime de la mode
- 483 Notre-Dame-des-Landes : quel avenir ?
- 484 Vers des villes sans voitures
- 485 Le soin, c'est communautaire !
- 486 Le temps de la désobéissance civile
- 487 Dépasser les discours sur l'effondrement
- 489 *Kraftwerk* : une utopie réalisée ?

Numéros régionaux

- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Côte-d'Or et Yonne
- 488 Suisse romande

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

Affiches

Désobéissance civile !
- format 60x84cm - 7€*

Face à des lois injustes, à des régimes oppressifs ou sourds aux exigences vitales des peuples, la résistance est légitime. De la marche du sel de Gandhi à la lutte des paysans du Larzac, des mouvements antipub et anti-OGM aux campagnes pour le climat d'ANV-COP 21, cette affiche donne également à voir de nombreuses actions moins connues, et la diversité des formes de la désobéissance civile. Autant de sources d'inspiration pour continuer à agir aujourd'hui !

100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui
- format 60x84cm - 7€*

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Livres

Manuel de transition,
212 p. - 20€***

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne,
120 p. - 9€**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.

L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20€***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable



parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : * 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. / **2,5€ / ***5€.

Pour une commande de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Florilège de banderoles de fenêtres



La gestion sanitaire de la pandémie de Covid-19 a amené le gouvernement à confiner une grande partie de la population à la mi-mars 2020. Ce confinement est arrivé alors que la mobilisation contre la réforme des retraites entamait son troisième mois, que les hôpitaux dénonçaient le manque de moyens depuis plusieurs années... Il a été pour beaucoup difficile d'imaginer les manières de continuer à s'organiser ensemble tout en restant chez soi. Et peu à peu, alors que de plus en plus de personnes chantaient leur soutien aux soignant·es aux fenêtres à 20h, des banderoles revendicatives ont elles aussi fleuri les fenêtres. Pour dénoncer la responsabilité des gouvernements successifs dans la casse de l'hôpital public, l'exposition des personnes les plus précaires ou imaginer un avenir meilleur, ces messages rendent visible une colère, des rêves d'autres possibles, des solidarités, confinées, mais exprimées !



Toutes les photos : DK

Photos trouvées sur la page Facebook "Cortège de fenêtres" ou glanées ici et là.